

711266

ACADÉMIE ROUMAINE

Revue

ROUMAINE D'HISTOIRE

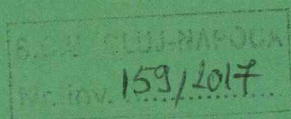
BCU Cluj / Central University Library Cluj

Tome LV

2016

N^{os} 1-4

Janvier-Décembre



EDITURA ACADEMIEI ROMÂNE

Revue fondée par ANDREI OȚETEĂ

Paraît sous l'égide de la

**SECTION DES SCIENCES HISTORIQUES ET D'ARCHÉOLOGIE
DE L'ACADÉMIE ROUMAINE**

Comité de rédaction

Dan BERINDEI, membre de l'Académie Roumaine – *rédacteur en chef*;
Dinu C. GIURESCU, membre de l'Académie Roumaine;
Alexandru ZUB, membre de l'Académie Roumaine;
Ioan-Aurel POP, membre de l'Académie Roumaine;
Victor SPINEI, membre de l'Académie Roumaine;
Ion BOLOVAN – *secrétaire de rédaction*

Comité consultatif

Cesare ALZATI (Milano), Jean-Paul BLED (Paris), Alex DRACE-FRANCIS (Amsterdam),
Francesco GUIDA (Roma), Konrad GÜNDISCH (München), Harald HEPPNER (Graz),
Keith HITCHINS (Urbana-Champaign, Illinois)

Rédaction éditoriale: Monica STANCIU, Ana BOROȘ

Informatique éditoriale: Andreea CHIȚU

La REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE a quatre numéros par an.

Toute commande sera adressée à:

BCU Cluj / Central University Library Cluj

EDITURA ACADEMIEI ROMÂNE, Calea 13 Septembrie nr. 13, Sector 5, București,
România, 050711, Tel. 4021-318 81 06, 4021-318 81 46; Fax 4021-318 24 44
E-mail: edacad@ear.ro

ORION PRESS IMPEX 2000 S.R.L., P.O. Box 77–19, sector 3, București, România,
Tel./Fax 4021-610 67 65, 4021-210 67 87; E-mail: office@orionpress.ro

S.C. MANPRES DISTRIBUTION S.R.L., Piața Presei Libere, nr. 1, Corp B, Etaj 3,
Cam. 301–302, sector 1, București, Tel.: 4021 314 63 39, fax: 4021 314 63 39,
E-mail: abonamente@manpres.ro, office@manpres.ro, www.manpres.ro

DEREXCOM S.R.L.: E-mail: derex_com@yahoo.com

Les manuscrits, les livres et les revues proposés en échange, ainsi que toute
correspondance seront envoyés à la rédaction: 010071 București, 125 Calea Victoriei,
tél. (40-21) 212 86 29.

**Cette revue est parue à l'aide financière du Fond Récurrent
des Donataires de l'Académie Roumaine**

© 2017, EDITURA ACADEMIEI ROMÂNE

www.ear.ro

ISSN 0556–8072

7911266

TOME LV

N^{os} 1-4

Janvier-Décembre

2016

BCU Cluj-Napoca



BCPER201801337

R E V U E
ROUMAINE
D'HISTOIRE

SOMMAIRE

LES ANNÉES DE NEUTRALITÉ

GHEORGHE CLIVETI, <i>Les prémisses de la neutralité de la Roumanie en 1914</i>	3
ANDREEA DĂNCILĂ INEOAN, <i>Austro-Hungarian-Romanian Diplomatic Challenges During the Neutrality Period. The Case of a "Romanian Agitator"</i>	21

L'ENTRÉE DANS LA GRANDE GUERRE DE ROUMANIE.
CAUSES ET CONSÉQUENCES

DAN BERINDEI, <i>La Roumanie et la Première Guerre. Du déclenchement de la conflagration à l'entrée en guerre et les opérations de 1916 sur le front roumain</i>	33
LIVIU MAIOR, <i>Le 27 août 1916. Implications et réactions</i>	47
IOAN-AUREL POP, <i>The Great War and Romania's Fate in Europe</i>	55
PAUL E. MICHELSON, <i>Romania and World War I, 1914-1918: An Introductory Survey</i>	61

Comptes rendus et notes de lecture

VADIM GUZUN (ed.), <i>Intrarea României în Primul Război Mondial: negocierile diplomatice în documente din arhivele ruse, 1914-1916. (Romania's entry into World War I: diplomatic negotiations in documents of Russian archives, 1914-1916)</i>	83
LIVIU MAIOR, <i>Doi ani mai devreme. Ardeleni, bucovineni și basarabeni în război 1914-1916</i> , Editura Școala Ardeleană, Cluj-Napoca, 2016, 290 p. + il. (Alin Ciupală)	84
1914: <i>Austria-Hungary, the origins, and the first year of World War I, contemporary Austrian studies</i> , Volume 23, coord. Günter Bischof, Ferdinand Karhofer, Samuel R. Williamson, Jr., Innsbruck University Press, 2014, 401 p. (Anamaria-Alexandra Pop)	86
<i>Writings of persuasion and dissonance in the great war. That better whiles may follow worse</i> , dir. David Owen et Cristina Pividori, Brill/Rodopi, Leiden/Boston, 2016, 261 p. (Dorin-Gabriel Pop)	88
CORNEL ȚUCĂ, <i>Prizonieri români din armata austro-ungară internăți în Rusia. Problemele repatrierii (Les prisonniers roumains de l'armée austro-hongroise internés en Russie. Les problèmes du rapatriement)</i> , Editura Argonaut, Cluj-Napoca, 2011, 299 p. (Viorel-Filip Gherman)	91

15.9.2017

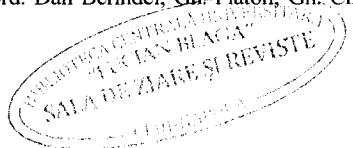
LES PRÉMISSSES DE LA NEUTRALITÉ DE LA ROUMANIE EN 1914

GHEORGHE CLIVETI

Les raisons de la neutralité de la Roumanie face à « une guerre européenne en train de devenir mondiale » ont été cherchées ou trouvées par les historiens en principal dans les « paroles » prononcées dans le Conseil de Couronne du 21 juillet/3 août 1914, à Sinaïa¹. Ces raisons ont été moins recherchées dans la manière dont les traités d'alliance défensive avaient été « conclus » ou « renouvelés » entre la Roumanie, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. La partie roumaine, représentée par le roi Charles et ses ministres, « bons connaisseurs des traités », s'est considérée comme engagée en une alliance à trois avec les Puissances centrales. À l'avis de Berlin, la Roumanie avait, en 1883, souscrit un traité d'alliance uniquement avec l'Autriche-Hongrie, auquel l'Allemagne n'a fait qu'« adhérer », tout comme l'Italie allait le faire cinq ans plus tard. On voit donc que les « renouvellements » des traités de la Roumanie avec les puissances de la Triple Alliance, notamment avec « les empires centraux », ont été assez tendus. Des tensions se sont accentuées après 1896 et surtout après 1902, quand Berlin et même Vienne sont parvenus à admettre que, dans l'éventualité d'une « guerre générale », il suffisait de compter sur la neutralité de la Roumanie. Les dissensions sérieuses roumano-austro-hongroises ont déterminé les officiels allemands en particulier à entrevoir, pour cette éventualité-là, la position de neutralité de la Roumanie.

Comme le roi Charles et ses ministres « bons connaisseurs des documents diplomatiques » l'avaient fait chaque fois après 1883 entre les « renouvellements » ou les « prolongations » des traités, surtout avec « les empires centraux », ils ont cherché entre 1897 et 1902, sans réussir, à « convaincre la partie allemande » que « son alliance » comptait par dessus tout pour la Roumanie du point de vue stratégique. La politique étrangère de la Roumanie a généralement suivi, jusque vers 1914, « la direction de Berlin ». Les entretiens avec Guillaume II et « ses chanceliers », bien que moins entraînants et cordiaux que ceux « hébergés » autrefois par le kaiser

¹ Pour ces « paroles » ou discours, voir Ion Mamina, *Consilii de Coroană*, Bucarest, 1997, p. 27–52; parmi les commentaires historiographiques, voir Victor Atanasiu, Anastasie Iordache, Mircea Iosa, Ion M. Oprea, Paul Oprescu, *România în Primul Război Mondial*, Bucarest, 1979, p. 33–48; Ion Bulei, *Arcul așteptării. 1914. 1915. 1916*, Bucarest, 1981, p. 47–65; Glenn E. Torrey, *Romania and World War I. A Collection of Studies*, Iași, Oxford, Portland, 1999, p. 9–28; Ion Agrigoroaiei, Anastasie Iordache, « România în anii Primului Război Mondial », in *Istoria Românilor*, vol. VII, tome II, *De la Independență la Marea Unire, 1878–1918*, coord. Dan Berindei, Gh. Platon, Gh. Cliveti, Gh. Iacob, Bucarest, 2015, p. 665 et les suiv.



Guillaume I^{er} et Bismarck, ont été préférés par Charles I^{er} à « l'échange de visites » entre lui et François-Joseph ou, surtout, aux « rencontres » obligées avec les rois italiens au moment où le roi roumain « avait voyagé dans la Péninsule ». Parmi les officiels des États qui n'étaient pas alliés avec la Roumanie, le prince de la Bulgarie, devenu après 1908 roi/tsar, Ferdinand de Saxe-Cobourg², et le roi de la Serbie, Alexandre³, avaient été les seuls à « échanger des visites » politiques avec le roi Charles. La visite que le roi de Roumanie avait rendue en 1898 à l'empereur de la Russie, Nicolas II, a été manifestement « protocolaire, de courtoisie », du moment que la présence à Saint-Pétersbourg de Charles I^{er}, accompagné du premier-ministre D.A. Sturdza⁴, n'a pas suscité « l'étonnement ou les suspicions de Berlin »⁵, comme l'avait fait « le voyage » que le roi d'Italie, Victor Emmanuel III, avait effectué en 1903 à Paris et à Londres. L'entretien du roi de Roumanie avec celui de Grèce, Georges, à Abazzia, en mai 1902, n'a pas dépassé non plus le caractère « protocolaire, de partage de sentiments personnels »⁶. Charles I^{er}, comme l'attestent sa correspondance privée et ses notes de journal, a fait bien des « visites » ou a eu des « entretiens » avec d'autres chefs d'État, généralement des monarques, « chez lui » ou « à l'étranger », ainsi que des « accueils » fréquents, surtout officieux, d'archiducs et de personnalités de marque. Quel que important que fût son rôle pour la politique étrangère du Vieux Royaume à une « époque » qui portait encore l'empreinte de « l'esprit monarchique », sa dimension dynamique, avec des responsabilités *in spe*, a été assumée par les ministres de ressort et illustrée par les diplomates de carrière⁷. La diplomatie roumaine, dont les stages conformes aux standards modernes remontaient à peine à 1860, a tout de même connu des performances notables dans l'exercice de petite puissance, jouissant d'un prestige bien mérité. La capitale de la Roumanie était reconnue « à l'époque » pour son rôle de « centre diplomatique », au moins pour le Sud-Est européen (« Bucarest est le tremplin des ambassadeurs »)⁸.

² *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare (1877–1914)*, vol. II, 1896–1908, éd. Sorin Cristescu, Bucarest, 2014, p. 76, 111 et les suiv. (Aerenthal c. Goluchowski, Bucarest, 23 juin 1897, et Sinaia, 21 juillet 1898, sur deux visites de Ferdinand de Saxe-Cobourg en Roumanie).

³ Bogdan Catană, *Relații româno-sârbe. 1875–1913*, Târgoviște, 2012, p. 114–117.

⁴ *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 103 et les suiv., 115 et les suiv., 117 et les suiv. (Aerenthal c. Goluchowski, Bucarest, 29 avril, 11 et 18 août 1898); *Documente diplomatice ruse din România, 1888–1898*, éd. Flavius Solomon, Adrian-Bogdan Ceobanu, Andrei Cușco, Grigori Șkundin, Iași, 2014, p. 427 et les suiv. (Fonton c. Muraviev, Bucarest, 23 avril 1898), 434 (A.S. Somov, secrétaire de Légation, c. Muraviev, Bucarest, 22 juillet 1898).

⁵ *Documente diplomatice ruse din România*, p. 439–441 (A.S. Somov c. Muraviev, Bucarest, 5 août 1898, sur les discussions avec le ministre allemand à Bucarest, Hippolyt von Bray-Steinburg).

⁶ *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 227 et les suiv. (Pallavicini c. Goluchowski, Bucarest, 31 mai 1901); Bogdan Catană, *op. cit.*, p. 118 et les suiv.

⁷ Dinu C. Giurescu, Rudolf Dinu, Laurențiu Constantiniu, *O istorie ilustrată a diplomației românești, 1862–1947*, Bucarest, 1996; Rudolf Dinu, *Diplomația Vechiului Regat 1878–1914. Studii*, Bucarest, 2014; Adrian-Bogdan Ceobanu, *Diplomați în Vechiul Regat. Familie, carieră și viață socială în timpul lui Carol I (1878–1914)*, Iași, 2015; *Diplomație, societate și mondenități. Sfârșit de „Belle Epoque” în lumea românească*, éd. Claudiu-Lucian Topor, Alexandru Istrate, Daniel Cain, Iași, 2015 etc.

⁸ Les paroles du ministre français à Bucarest, Coutouly, notées par le ministre allemand, Bülow ; *Mémoires du chancelier prince de Bülow*, tome IV, 1849–1896, Paris, 1931, p. 431.

Sur le plan politique, stratégique, la Roumanie avait, et continuerait à avoir jusque vers 1914, des relations de « bonnes intentions » avec les pays balkaniques, voire d'alliance – comme étaient considérées celles avec la Turquie⁹ en 1897 ou comme on croyait que la Serbie¹⁰ lui aurait proposé à un moment donné – mais aussi pleines d'« aspérités », surexcitées après 1903 par « la question macédoine » ou celle « aroumaine »¹¹. Intéressée à éviter le « danger russe panslave »¹², elle « s'attachait » à la Triple Alliance sans faire des « concessions » réelles à l'Autriche-Hongrie sur la Transylvanie, le Banat et la Bucovine, « se taisait » officiellement au sujet de la Bessarabie, aspirait à devenir un État de facture entièrement européenne et s'orientait petit à petit vers « le monde d'outre-mers »¹³.

En ce qui concerne la question de son « attachement à la Triple Alliance » en vertu de la priorité de « son alliance avec l'Allemagne », la Roumanie a eu recours, dès 1897 et jusque vers 1902–1914, à un très intense « assaut diplomatique vers Berlin ». Débarqué, en novembre 1896, de la position de premier-ministre et implicitement de celle de titulaire des Affaires étrangères, profitant, semble-t-il, de la « mollesse » du nouveau ministre de la diplomatie roumaine, Constantin I. Stoicescu, membre du « gouvernement P.S. Aurelian »¹⁴, et bénéficiant du « mandat spécial » que lui avait confié le Roi Charles I^{er}, D.A. Sturdza a eu, en janvier 1897, des « discussions » à Vienne et à Berlin avec des chefs ou de hauts « employés » dans « les cabinets des empires centraux », au sujet de « la convention militaire secrète », complémentaire au protocole de Sinaïa, de « prolongation » du traité austro-hongro-roumain d'alliance défensive¹⁵ dans les actes responsables en principe de

⁹ *35 anni di relazioni italo-romene, 1879–1914. Documenti diplomatici italiani*, a cura di Rudolf Dinu, Ion Bulei, Bucarest, 2001, p. 395 et 396 (Beccaria c. Visconti Venosta, Sinaïa, 24 juillet et 30 décembre 1897), 397 (Alberto Pansa, ambassadeur italien c. Visconti Venosta, Constantinople, 19 janvier 1898).

¹⁰ *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 203 et les suiv. (Kiderlen-Waechter c. Bülow, Bucarest, 16 décembre 1900).

¹¹ Des contributions historiographiques plus récentes dont Gheorghe Zbucnea, *România și războaiele balcanice, 1912–1913. Pagini de istorie sud-est europeană*, Bucarest, 1999; Daniela Bușă, *Modificări politico-teritoriale în sud-estul Europei între Congresul de la Berlin și Primul Război Mondial (1878–1914)*, Bucarest, 2003; Claudiu-Lucian Topor, *Germania, România și războaiele balcanice (1912–1913)*, Iași, 2008; Ionuț Nistor, „Problema aromână” în raporturile României cu statele balcanice. 1903–1913, Iași, 2009; Bogdan Catană, *Relații diplomatice româno-sârbe, 1880–1913*, Craiova, 2009; Daniel Cain, *Diplomați și diplomație în sud-estul european. Relațiile româno-bulgare la 1900*, Bucarest, 2012.

¹² Dans l'esprit de l'époque, Dimitrie A. Sturdza, *Europa, Rusia și România. Studiu etnic și politic*, II^e éd., Bucarest, 1914.

¹³ Stelian Popescu-Boteni, *Relații între România și SUA până în 1914*, Cluj-Napoca, 1980; Dumitru Vitcu, *Relații româno-americane timpurii (convergente – divergente)*, Bucarest, 2000.

¹⁴ Ion Mamina, Ion Bulei, *Guverne și guvernanți (1866–1914)*, Bucarest, 1994, p. 95 et les suiv.

¹⁵ *Die Grosse Politik, der europäischen Kabinette 1871–1914. Sammlung der diplomatischen Akten des Auswärtigen Amtes*, vol. XI, hrsg. v.v. Johannes Lepsius, Albrecht Mendelssohn Bartholdy, Friedrich Thimme, Berlin, 1923, p. 309 et les suiv. (W. Rotenhan, aux Affaires étrangères d'Allemagne, *Aufzeichnung*, Berlin, 6 janvier 1897, sur les discussions avec D.A. Sturdza); *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 61 et les suiv. (le même document, en roumain).

l'« ascension » de l'Allemagne et, sous l'incidence de la Triple Alliance, de celle de l'Italie. Il n'empêche que « la partie allemande » a continué à se montrer « inébranlable » dans son refus, que Bismarck avait exprimé également en 1887–1888 devant le même D.A. Sturdza, de s'engager directement envers la Roumanie, « ni sur des thèmes politiques, ni sur des aspects militaires », afin de ne pas risquer, comme le saisissait bien le chancelier Hohenlohe, « de susciter la méfiance en permanent état de veille de la Russie », alors que Berlin ne cessait d'essayer de la convaincre de « l'absence de tout engagement du Reich dans le Sud-Est européen »¹⁶. Seul avec « l'avis » du kaiser Guillaume II, sollicité expressément par le chancelier Hohenlohe à la « prière » de D.A. Sturdza¹⁷, « l'émissaire » du roi Charles a pu avoir « un entretien » avec Alfred von Schlieffen, le chef du Grand État-major de l'armée allemande. On lui a fait ainsi savoir que « pour des questions de nature militaire », la Roumanie pouvait compter « premièrement et uniquement sur l'Autriche-Hongrie »¹⁸. Il restait, dans l'éventualité d'une guerre contre la Russie, que « la partie roumaine » convînt avec « celle austro-hongroise » sur l'emplacement d'une armée « impériale » entre « les deux royales », l'une à Galați et l'autre à Iași, reliées par une voie ferrée qui devrait être « construite spécialement à cette fin », si Berlin était d'accord avec la nécessité d'une ligne de fortifications Nămolosa-Galați¹⁹. C'était tout ce que D.A. Sturdza avait réussi à obtenir dans sa « mission » à Berlin, où les hauts officiels du Reich « s'abstenaient de tout acte formel en ce qui concerne le traité avec la Roumanie », car « ils savaient qu'entre ce traité-là et ses propres intérêts, dans le cas d'une « guerre orientale », le gouvernement de Bucarest « n'allait pas sacrifier les derniers pour l'amour du premier »²⁰. Le chancelier Hohenlohe a annoncé à son « gracieux souverain impérial » qu'il fallait non seulement « refuser une entente directe avec la Roumanie » mais aussi exclure « une réunion à trois » entre celle-ci, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie « sur n'importe quel thème »²¹.

Le « ministre royal » dans la capitale du Reich, Alexandru Beldiman, a joué un rôle particulier dans « l'assaut diplomatique » pour « convaincre Berlin » de l'importance qu'avait pour la Roumanie « la ligne directe d'alliance avec l'Allemagne ». Dans des textes comme *Germania și România în context european*

¹⁶ *Die Grosse Politik*, vol. XI, p. 310 et les suiv. (Hohenlohe c. Wilhelm al II-lea, Berlin, 7 janvier 1897); *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 62–64 (le même document, en roumain).

¹⁷ *Die Grosse Politik*, vol. XI, p. 310 (doc. cit.).

¹⁸ *Ibidem*, p. 310 et les suiv.

¹⁹ *Ibidem*, p. 312–313 (Alfons Mumm von Schwarzenstein, aux Affaires étrangères d'Allemagne, c. Hohenlohe, Berlin, 15 janvier 1897); *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 66–68 (le même doc., en roumain).

²⁰ *Die Grosse Politik*, vol. XI, p. 306 (Hohenlohe c. Bülow, ambassadeur à Rome, Berlin, 14 janvier 1897); *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 66 (le même doc., en roumain).

²¹ *Die Grosse Politik*, vol. XI, p. 314 (Hohenlohe c. Guillaume II, Berlin, 16 janvier 1897); *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 68 (le même doc., en roumain).

la *sfârșitul anului 1897*²² (L'Allemagne et la Roumanie en contexte européen à la fin de 1897) et *Memoriu secret*²³ (Mémoire secret), remis au Roi Charles et ensuite attachés par le ministre de Sa Majesté Royale à Berlin à quelques notes adressées au Ministère des Affaires étrangères du Reich²⁴, le politicien philo-allemand le plus élaboré des Roumains d'avant 1914 soulignait les arguments d'une étroite alliance entre « l'empire central et le petit royaume des embouchures du Danube » : « la situation en Autriche-Hongrie suscitait dans les milieux dirigeants allemands une évidente inquiétude liée à l'avenir de la Double Monarchie, surtout dans l'éventualité d'un changement du souverain, compte tenu de l'âge de l'empereur François-Joseph » (le gérant prestigieux du « régime dualiste » – *n.n.*, *G.C.*). En Autriche-Hongrie, en raison justement du « dualisme » et de l'élimination de toute « solution fédéraliste », le « danger slave » se faisait de plus en plus sentir, étant susceptible d'attirer de son côté même « la grande rivalité allemande-slave ». Si la Double Monarchie continuait à être érodée « de l'intérieur » et à ne pas offrir des garanties de partenariat stratégique à l'Allemagne, les autorités de Berlin devaient prendre en considération le rôle de la Roumanie (« Les relations de la Roumanie avec la Triple Alliance, des relations spéciales avec l'Allemagne représentent une priorité absolue. Il n'est ni dans l'intérêt de l'Allemagne ni dans celui de la Roumanie que le centre de poids de nos relations avec la Triple Alliance se déplacent de Berlin... vers Vienne... Il ne serait nullement souhaitable et il serait même nuisible si la politique allemande nous laissait dans la soi-disant sphère d'influence de l'Autriche-Hongrie »)²⁵. La Roumanie pourrait acquérir même le rôle de pivot stratégique pour « un nouvel équilibre » dans le cas où l'Allemagne n'aurait plus pu compter sur l'Autriche-Hongrie et aurait cherché à reconsidérer les relations avec la Russie²⁶. La France et la Russie pouvaient profiter de la situation « de l'Autriche-Hongrie », ce qui représentait un grand danger pour l'Allemagne et risquait de mettre la Roumanie devant le dilemme de s'orienter soit vers la Double Monarchie soit vers « l'empire oriental ». Certes, l'Autriche-Hongrie était nécessaire pour « l'équilibre général » mais à condition seulement qu'elle reconsidère la nature de son État. C'était ce qui pouvait servir à l'amélioration des relations roumano-austro-hongroises et à « l'attachement de la Roumanie aux empires centraux, sur l'axe représenté par le Danube ». Cet « attachement » était l'option stratégique de la Roumanie aussi longtemps qu'elle ne pouvait recevoir des garanties de la part de la

²² *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 91–96 (Al. Beldiman, *Germania și România...*, Mémoire à Charles I^{er}, Berlin, 20 décembre 1897); texte conservé aux Archives Nationales de la Roumanie, désormais ANR, fonds *Casa Regală*, dossier n° 10/1997, f. 1–8.

²³ *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 104–106 (Al. Beldiman, *Memoriu secret pentru regele Carol*, Berlin, 4 mai 1898), 120 et les suiv. (un autre *Memoriu secret*, Berlin, 20 décembre 1898); ANR, fonds *Casa Regală*, doss. 7/1898, f. 1–6, 7–9.

²⁴ *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 121 (Bülow, ministre secrétaire d'État aux Affaires étrangères d'Allemagne, c. Al. Beldiman, Berlin, 30 décembre 1898, réponse à une lettre du ministre roumain du 20 décembre de la même année).

²⁵ *Ibidem*, p. 95 (Al. Beldiman, *Germania și România...*, Berlin, 20 décembre 1897).

²⁶ *Ibidem*, p. 95 et les suiv.

Russie en ce qui concerne « son indépendance et la préservation de son caractère national »²⁷. Cherchant les fondements de son « adhésion à la Triple Alliance » dans la puissance de l'Allemagne, la Roumanie a saisi le point faible représenté par l'Autriche-Hongrie pour « le système défensif », à cause des « difficultés » que la politique « transylvaine » des Hongrois dressait devant la coopération stratégique entre Vienne et Bucarest²⁸. La « question danubienne » créait des tensions dans les rapports roumano-hongrois et même dans les relations d'alliance entre le Vieux Royaume et la Double Monarchie. C'est pourquoi, D.A. Sturdza, comme pour faire oublier « les péchés politiques de sa gouvernance » au sujet des « frères d'outre-monts »²⁹, a cherché à publier à Berlin « les preuves documentaires de nos droits sur la partie danubienne entre les Portes de Fer et la mer Noire », avec l'intention avouée au roi Charles également de servir à une éventuelle soumission « des excès de Budapest » à des raisons supérieures, telles que celles énoncées à la Conférence de la Haye (« Ces documents – les protocoles des conférences, les textes des traités et les règlements de navigation fluviale, ainsi qu'une carte du cours du Danube en cause – fournissent des preuves irrécusables de la fausse route suivie par les Hongrois et représentent en même temps le mieux guide pour résoudre les complications provoquées inutilement... Ce serait finalement annihiler les résultats tout de même anémiques de la Conférence de la Haye, si la Hongrie réussissait à annuler les stipulations inviolables de droit public... Maintenant, la Hongrie sépare artificiellement, de façon perfide et avec beaucoup de coûts, le Haut Danube du Bas Danube »)³⁰. Toujours au Danube, les relations roumano-bulgares étaient extrêmement tendues à cause d'une « rectification mineure de frontière »: Sofia, encouragée par Saint-Pétersbourg, revendiquait des droits douteux sur l'île Bujoreanu et menaçait Bucarest d'un « procès intenté au Tribunal International d'Arbitrage » et même d'une dispute armée, comme « l'orgueilleux prince de Saxe-Cobourg » l'avait fait apprendre à l'agent diplomatique N. Mișu (« *Vous voulez la guerre ? Nous y sommes prêts !* »)³¹. Qui plus est, le professeur Ștefan Movileanu,

²⁷ *Ibidem*, p. 104–106 (Al. Beldiman, *Memoriu secret*, Berlin, 4 mai 1898).

²⁸ *Ibidem*, p. 120 et les suiv. (Al. Beldiman, *Memoriu secret*, Berlin, 20 décembre 1898).

²⁹ En septembre 1897, pendant une escale à Budapest du roi Charles dans son chemin vers Vienne, des décorations de l'État roumain ont été conférées à de hauts dignitaires, dont Sandor Jeszszky, procureur général de la Hongrie, qui avait décidé de la mise en examen des mémorandistes. « L'homme désastre », D.A. Sturdza, avait encore provoqué, « par des malheureuses affirmations politiques », l'arrêt des subventions « camouflées » de l'État roumain pour les écoles roumaines de Transylvanie ; Ion Mamina, Ion Bulei, *op. cit.*, p. 98 et les suiv.

³⁰ *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 135 (D.A. Sturdza c. Carol I, Berlin, 22 septembre 1899), 134–140, pour tout le mémoire; texte conservé aux ANR, fonds *Casa Regală*, doss. 19/1999, f. 1–7. En 1899, à Berlin, aux éd. Puttkammer und Mühlbrecht a paru *La question des Portes de Fer et des Cataractes du Danube*, par D. Sturdza, avec une *Carte de la partie du Danube entre Moldova <Nouă> et Turnu Severin*. À Berlin toujours, en 1904, D.A. Sturdza allait publier le fameux *Recueil des documents relatifs à la liberté de navigation du Danube*. Les deux publications sont d'une utilité exceptionnelle pour l'étude de « la question danubienne ».

³¹ *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 156 (Johann Pallavicini, ministre austro-hongrois, c. Goluchowski, Bucarest, 29 mars 1900, après des « discussions » avec le roi Charles I^{er}).

rédacteur de la revue *Peninsula Balcanică* (La Péninsule Balkanique), avec des éditoriaux consacrés à « la question macédoine », a été assassiné par un nationaliste bulgare, Stoian Dimitrov, ce qui n'a fait qu'enflammer encore plus les tensions déjà existantes³².

On doit remarquer que les démarches de la diplomatie roumaine à Berlin, pour qu'il prenne en considération « l'adhésion de la Roumanie à la Triple Alliance » n'ont pas eu de chances, à cause justement de ce que représentaient leurs repères de résistance, comme les tentatives de démonter « les intrigues russes » et de contrecarrer « les dangers venus des voisins balkaniques ». L'Allemagne ne voulait pas s'engager directement en une « alliance » avec la Roumanie³³, afin d'éviter « des tensions supplémentaires avec la Russie », et laissait délibérément l'Autriche-Hongrie désamorcer « les mésententes entre le royaume de Charles I^{er} et ses voisins balkaniques »³⁴. Un nouveau *mémoire secret* d'Al. Beldiman, annexé à une *note* du 16 avril 1901 adressée à Bülow³⁵, allait reprendre et développer les arguments sinon de l'adhésion au moins de l'appartenance de la Roumanie à la Triple Alliance. En invoquant « le proche renouvellement » de la Triple Alliance de 1902, Beldiman, mandaté par le premier-ministre D.A. Sturdza sur l'ordre de Sa Majesté le Roi Charles, a sollicité, sous la forme d'une « déclaration faite au gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et Roi de Prusse », de tenir compte: d'abord qu' « en vertu des rapports contractuels existants, la Roumanie était au fond liée aussi bien à l'Allemagne et à l'Italie qu'à l'Autriche-Hongrie. Les droits et les responsabilités des puissances alliées étaient établis par des traités visant tous les participants. Formellement, la Roumanie a conclu un traité d'alliance proprement-dit uniquement avec l'Autriche-Hongrie, alors que les deux autres puissances ont exprimé par des actes séparés l'accession à ce traité-là. Cependant, du point de vue politique et objectivement parlant, les différences n'avaient pas de sens. Le gouvernement royal voulait que le futur traité entre les trois puissances alliées correspondît à la situation réelle » (c'est-à-dire passer de la Triple Alliance à une quadruple alliance, *n.n.*, *G.C.*). Ensuite – « au moment de la conclusion des traités entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie en 1883 et 1892, aussi bien les parties contractantes que les puissances ayant déclaré leur accession n'avaient pensé qu'à une éventuelle attaque de la Russie contre la Roumanie. Depuis, la situation avait changé

³² *Ibidem*, p. 184 et les suiv. (Johann von Schönburg-Hartenstein, de la Légation de l'Autriche-Hongrie, c. Goluchowski, Sinaïa, 6 août 1900).

³³ *Ibidem*, p. 122 (Bülow c. Al. Beldiman, Berlin, 30 décembre 1898).

³⁴ *Die Grosse Politik*, vol. XVIII, p. 109–112, 133–136 (Kiderlen-Waechter c. Bülow, Bucarest, 23 novembre 1900 et 1^{er} février 1901); *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 196–200, 204–207 (le même doc. en roumain).

³⁵ *Die Grosse Politik*, vol. XVIII, p. 651 (Al. Beldiman c. Bülow, Berlin, 26 avril 1901), 651–654 (Al. Beldiman, *Mémoire*, Bucarest, 7/20 avril 1901, annexé à la note pour Bülow du 26 avril 1901); *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 218 et les suiv., 219–221 (le même doc., en roumain, le second, *Anexă. Memoriu secret privind apartenența viitoare a României la Tripla Alianță*).

radicalement au sud du Danube... En contradiction avec l'orientation de Stambulov, le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg a estimé avoir la mission d'étouffer les aspirations des Bulgares à l'indépendance nationale et de confier à nouveau son pays à l'empire des tsars. Du moment où l'influence russe est devenue à nouveau auto-puissante à Sofia, l'attitude de la Bulgarie envers la Roumanie se fit de plus en plus hostile » (Beldiman exagérait « l'influence russe » en passant sous silence l'influence austro-hongroise, tout aussi importante dans le cas de la Bulgarie, après 1885, et dangereuse pour la Roumanie – *n.n.*, G.C.). Au fond, « la partie roumaine » sollicitait surtout « à celle allemande » à ne pas être considérée comme « un élément attaché, de jeu secondaire » de la Triple Alliance, mais sur un pied d'égalité avec toutes les autres « parties du système défensif ». Cette sollicitation était évidemment dictée par un besoin de sécurité de la Roumanie. Cependant, comme le même Beldiman allait le noter avec amertume, « l'intérêt de l'Allemagne dans l'appartenance de la Roumanie à la Triple Alliance n'était pas direct mais indirect, issu de l'alliance allemande-austro-hongroise ». « L'opinion allemande sur le traité austro-hongro-roumain d'alliance partait de la prémisse que, en vertu des conventions existantes, la Roumanie était tout aussi bien défendue contre une éventuelle attaque non-provoquée de la Bulgarie comme de la Russie ou de toute autre puissance ». La « question spéciale » qui se posait était si, en ayant recours à la mobilisation de forces armées dans la Dobroudja, la Roumanie était « protégée par le traité de la Triple Alliance »³⁶. À toutes ces questions, « la partie allemande » a réitéré « sèchement » sa position, connue par la Roumanie³⁷ et très satisfaisante pour l'Autriche-Hongrie³⁸. Cette situation allait durer jusque vers 1914, avec l'anticipation moralisatrice d'Al. Beldiman (« Les amis qui se sont avérés de totale confiance sont moins bien traités que ceux dont on se méfie »)³⁹.

Les Allemands ont appris la nouvelle de la signature du traité roumano-austro-hongrois de « renouvellement de l'alliance » avec un apparent détachement, invoquant « le manque d'intérêt direct » et une « possible accession déclarative » à ce qui était déjà convenu entre Vienne et Bucarest⁴⁰. Ils allaient maintenir et

³⁶ *Die Grosse Politik*, vol. XVIII, p. 655 et les suiv. (Al. Beldiman, *Aufzeichnung*, texte sans date); *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 221–223 (le même doc.).

³⁷ *Die Grosse Politik*, vol. XVIII, p. 657–659 (Oswald von Richtofen, des Affaires étrangères du Reich, c. Kiderlen-Waechter, Berlin, 25 mai 1901); *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 223–225 (le même doc. en roumain).

³⁸ *Die Grosse Politik*, vol. XVIII, p. 665–667 (Otto von Mühlberg c. Konrad Gisbert Romberg, Berlin, 24 juillet 1901), 667 et les suiv. (Romberg c. Bülow, Vienne, 26 juillet 1901); *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 240 et les suiv., 242 (le même doc. en roumain).

³⁹ *Regele Carol I în rapoartele diplomatice austro-ungare*, vol. II, p. 255 (Al. Beldiman c. le roi Charles I^{er}, Berlin, 23 novembre 1901).

⁴⁰ *Die Grosse Politik*, vol. XVIII, p. 675 et 676 (Kiderlen-Waechter c. Bülow, Bucarest, 22 et 28 avril 1902); dans le télégramme du 22 avril, le ministre allemand à Bucarest a mentionné que « la signature du traité <austro-hongro-roumain du 17 avril> a été faite en présence du ministre *ad interim* des Affaires étrangères, Ionel Brătianu »; sur l'exemplaire conservé dans les archives viennoises, publié par Pribram, le signataire est D.A. Sturdza, et Pallavicini, cf. *Les traités politiques secrets de*

confirmer une fois de plus la manière dont ils avaient compris « l'adhésion de la Roumanie à la Triple Alliance » – sur le même ton sévère que dans les années 1897–1902 –, au moment du dernier « renouvellement » des documents de cette « adhésion », en février-mars 1913. Dans l'attitude de « la partie allemande » on ne devrait pas déceler que des signes de « petite sympathie » ou de « manque d'intérêt » pour la Roumanie. Le cours des événements internationaux entre 1902 et 1913, considéré comme celui d'une « première guerre froide »⁴¹ par les historiens spécialistes d'expressions spéculatives, qui parlaient même d'« une nouvelle guerre de cent ans » commencée vers 1914 et déroulée, avec des syncopes, jusque vers la fin du XX^e siècle⁴², allait même mettre en doute la viabilité de « tout le système de la Triple Alliance ». La mondialisation de la scène des « grandes affaires » ou des « rivalités de pouvoir » créait des incertitudes au sujet du caractère opérationnel d'un « système éminemment continental ». L'Allemagne a cherché elle-même à devenir « une puissance maritime de premier rang », donc mondiale. Cependant, toute tentative de l'Allemagne de parvenir à une « entente » avec une autre grande puissance que l'Autriche-Hongrie et, jusqu'à un certain point, l'Italie, a été vouée à l'échec. On doit mentionner en ce sens ses tentatives de briser l'alliance franco-russe ou de conclure « un accord direct » avec la Grande Bretagne, y compris d'éloigner le Royaume Uni de la III^e République. Dès 1903, l'Allemagne s'est sentie « dépassée »⁴³ de ce que, une année après, allait devenir l'« entente cordiale franco-britannique »⁴⁴ suivie, en 1907, d'un « accord » britannico-russe⁴⁵. Du fait de concerner explicitement « des affaires extra-européennes », afin d'assurer

l'Autriche-Hongrie 1879–1914, publiés et commentés par Alfred Francis Pribram, tome I, *Le secret de la Triple-Alliance*, Paris, 1923, p. 121.

⁴¹ Albert Jourcin, « Prolog la secolul nostru (1871–1918) », in *Istoria universală* (Larousse), vol. III, *Evoluția lumii contemporane*, ed. F.-G. Dreyfus, A. Jourcin, P. Thibault, P. Milza, Bucarest, 2006, p. 267–277.

⁴² Niall Ferguson, *The Pity of War*, New York, 1999, p. 433–462, en particulier.

⁴³ *German Diplomatic Documents, 1871–1914*, vol. III, New York, Londres, 1928, p. 172–174 (Bülow c. l'ambassadeur allemand à Saint-Petersbourg, Friedrich Johann von Alvensleben, Berlin, 13 mai 1903).

⁴⁴ *British Documents on the Origins of the War, 1898–1914*, ed. by G.P. Gooch and Harold Temperley, vol. II, *The Anglo-Japanese Alliance and the French-British Entente*, Londres, 1927, p. 402–404 (*Convention between the United Kingdom and France respecting Newfoundland, and West and Central Africa*, Londres, 8 avril 1904), 404–406 (*Declaration respecting Egypt and Morocco*, Londres, 8 avril 1904), 406 et les suiv. (*Declaration concerning Siam, Madagascar, and the New Hebrides*, Londres, 8 avril 1904); *Documents diplomatiques français, 1871–1914*, 2^e série, 1900–1911, tome IV, 1871–1914, Paris, 1929, p. 533–535, 536 et les suiv. (*Article secret*), 537–542 (*Convention concernant Terre-Neuve et l'Afrique*), 542 et les suiv. (*Déclaration concernant le Siam, Madagascar et les Nouvelles-Hébrides*), datées le 8 avril 1904, signées à Londres par le lord Lansdowne et par Paul Cambon.

⁴⁵ *British Documents on the Origins of the War*, vol. II, p. 612–616 (*Memorandum respecting the Anglo-Russian Convention*, Londres/Foreign Office, 29 janvier 1907), 618–620 (*Full text of the Convention between the United Kingdom and Russia relating to Persia, Afghanistan, and Thibet*, signed at St. Petersburg, 31 août 1907; signataires Arthur Nicolson et Aleksandr Izvolski).

tacitement « les parties signataires » qu'elles seraient « entendues » dans l'éventualité d'une guerre « sur le vieux continent », l'accord franco-britannique et la convention britannico-russe marquaient un tournant dans l'évolution des rapports internationaux. Par leur mobilité, ils surclassaient « le système un peu fixiste » de la Triple Alliance. Or, ce fait allait se refléter dans presque toutes « les crises européennes, jusqu'en 1914 ». Les effets de la défaite désastreuse de la Russie dans la guerre contre le Japon seraient atténués grâce à l'entremise des Etats-Unis, puissance extra-européenne, « événement » auquel l'Allemagne n'a presque pas réagi⁴⁶. La tentative un peu nonchalante de Guillaume II et du tsar Nicolas II de conclure un accord allemand-russe en 1905, à Björkö, frisait l'impossible, selon l'article du « texte final » (« *Dans le cas où l'un des deux empires serait attaqué par une puissance européenne, son allié l'aidera en Europe avec toutes ses forces terrestres et maritimes* »)⁴⁷, car elle aurait mis « chacune des deux parties » dans la situation d'é luder « les autres alliances » qu'elles avaient conclues. D'autres tentatives des Allemands de conclure « de grands accords » ont été, elles aussi, vouées à l'échec, comme, par exemple, avec les Britanniques, en 1908, par des contacts diplomatiques⁴⁸, qui ont anticipé l'échec du « pacte maritime » de 1912, ou bien avec la Russie, en novembre 1910 à Postdam, quand Guillaume II et Nicolas II se sont bornés à des « déclarations de bonnes intentions »⁴⁹. C'est au même niveau de « déclarations et intentions » qu'on peut situer les soi-disant « accords » britannico-russe de Reval⁵⁰ en 1908 et italo-russe de Racconigi⁵¹ en 1910.

Le soi-disant « accord » austro-hongrois-russe de 1908 a représenté un cas à part parmi les actes internationaux d'avant 1914. Le 16 septembre 1908, « dans le château médiéval de Buchlau », en Moravie, dont le propriétaire était Léopold von Berchtold, à ce moment-là ambassadeur à Saint-Pétersbourg et futur ministre des Affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie, Aerenthal et Izvolski « se sont rencontrés » pour négocier « un accord satisfaisant pour les deux parties »: l'une des deux puissances devait « annexer » la Bosnie et la Herzégovine et l'autre obtenir le

⁴⁶ *German Diplomatic Documents*, vol. III, p. 184 et les suiv. (Guillaume II c. Bülow, Berlin, 28 décembre 1904).

⁴⁷ *Die Grosse Politik*, vol. IX, II^e partie, p. 465 (*Vertrag*, Björkö, 24 juillet 1905).

⁴⁸ *Ibidem*, vol. XXIV, p. 99-104 (Wolff-Metternich c. Bülow, Londres, 16 juillet 1908), 117-119 (Bülow c. Wolff-Metternich, 5 août 1908).

⁴⁹ *Readings in European International Relations since 1879*, ed. by W. Henry Cooke, Edith P. Stickney, New York et Londres, 1931, p. 153-156 (Serguiev Sazonov c. Nicolas II, Saint-Pétersbourg, 4 novembre 1910).

⁵⁰ *British Documents on the Origins of the War*, vol. V, p. 237-245 (Charles Hardinge, *Memo-randum, Visit to the Emperor of Russia at Reval*, juin 1908, sur la rencontre du roi de la Grande Bretagne avec le tsar Nicolas II, qui ont eu des « discussions » à la suite de l'accord de 1907).

⁵¹ *Readings in European International Relations*, p. 153 (*Russo-Italian Accord concluded at Racconigi*, octobre 1909, acte concernant la Péninsule balkanique, les « deux parties » se mettant d'accord au sujet du respect du *statu-quo* balkanique et de défense du principe d'affranchissement national des Balkaniques).

contrôle sur les détroits de la mer Noire. Un document écrit qui atteste cet « accord » n'a pas été rédigé⁵². Sachant tirer profit des discussions de Buchlau, l'Autriche-Hongrie a annexé les deux provinces par une « combinaison subtile » avec l'indépendance de la Bulgarie et même avec « la révolution des jeunes Turcs ». La situation s'est compliquée au moment où la Russie a demandé à l'Autriche-Hongrie de lui confirmer sa promesse de l'aider à s'emparer du contrôle des Détroits, ce que Vienne refusa. La guerre était ainsi prête à éclater entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, une guerre « voulue » à Vienne, par Conrad von Hötzendorf, le chef du Grand État-major de l'armée de la Double Monarchie⁵³, mais non pas à Berlin, qui a contacté d'« autres puissances » pour assurer la paix⁵⁴. L'Allemagne rendait au nom de la paix le service que d'« autres puissances » lui avaient fait au moment où le kaiser Guillaume avait daigné « débarquer » à Tanger, en 1905, en provoquant « la crise marocaine »⁵⁵, avec une seconde édition en 1911. Si une « crise » aussi grave que la soi-disant crise « bosniaque » n'a pas mené à une guerre générale, d'autant moins pouvaient le faire d'« autres », comme la guerre italo-ottomane, en 1911, ou les « guerres balkaniques »⁵⁶. La formation de la Ligue balkanique, apparemment « encouragée » par Saint-Pétersbourg mais en fait initiée par la Bulgarie « sous l'inspiration » de Vienne et par les traités conclus entre ce « pays balkanique » et la Serbie et la Grèce, qui s'avéraient tout aussi intéressants pour le Monténégro, a été à l'origine de la première guerre balkanique. La Roumanie ne s'est pas impliquée dans la guerre, mais elle a cherché à s'assurer, lors des négociations de paix qui avaient échoué au niveau d'une conférence à Londres, d'obtenir des « compensations territoriales au sud de la Silistrie », qui se justifiaient par les augmentations territoriales des « pays balkaniques ». La situation de la Roumanie, du point de vue de ses rapports avec l'Allemagne⁵⁷ et

⁵² Margaret MacMillan, *Războiul care a pus capăt păcii. Drumul spre 1914*, trad. de l'anglais par Smaranda Câmpeanu, Bucarest, 2015, p. 411 et les suiv.

⁵³ Conrad von Hötzendorf, *Aus meiner Dienst, 1906–1918*, vol. I, Vienne, 1921, p. 631–634 (Conrad von Hötzendorf c. H. von Moltke le Jeune, Vienne, 1^{er} janvier 1909); *Osterreich-Ungarns Aussenpolitik, von der Bosnischen Krise 1908 bis zum Kriegsausbruch 1914. Diplomatische Aktenstücke*, bearbeitet von Ludwig Bittner und Hans Uehersberger, Vienne, 1930, p. 744–808 (*Tel. aus London*, 14 janvier 1909).

⁵⁴ *Die Grosse Politik*, 1^{re} partie, p. 224–227 (Bülow c. Aerenthal, Berlin, 30 octobre 1908), vol. XXVI; II^e partie, p. 623 et les suiv.; Heinrich von Tschirschky und Bögendorff c. Bülow, Vienne, 24 février 1909), 693–695 (Bülow c. l'ambassadeur allemand à Saint-Pétersbourg, Friedrich von Pourtales, Berlin, 21 mars 1909); *British Documents on the Origins of the War*, vol. V, p. 736 et les suiv., 757 et les suiv. (Arthur Nicolson c. Edward Grey, Saint-Pétersbourg, 24 et 29 mars 1909).

⁵⁵ Margaret MacMillan, *op. cit.*, p. 411 et les suiv., pour la précision de la narration ; A.J.P. Taylor, *The Struggle for Mastery in Europe 1848–1918*, Oxford, New York, 1984, p. 438–441 pour le commentaire des conférences d'Algésiras de 1906, où la situation n'a pas été à la lumière du « concert des grandes puissances ».

⁵⁶ A.J.P. Taylor, *op. cit.*, p. 490–500, l'analyse succincte la plus réussie « des deux guerres balkaniques », de 1912 et 1913.

⁵⁷ Claudiu-Lucian Topor, *op. cit.*, *passim*.

dans le contexte créé par « les transformations balkaniques »⁵⁸, ne pouvait, comme N. Iorga l'avait remarqué⁵⁹, être nullement propice au « renouvellement » du traité avec l'Autriche-Hongrie, qui avait été « prolongé » après 1908 sous la forme d'une « reconduction » pour deux-trois ans et qui, selon les stipulations du document d'« alliance », aurait pu continuer de la même manière cinq ans avant 1913. Le Roi Charles et « le gouvernement Maiorescu » avaient de la peine à accepter « un renouvellement du traité » avec une Autriche-Hongrie qui soutenait « les prétentions de la Bulgarie au détriment même de son alliée, la Roumanie ». Or, ce fut justement la Double Monarchie qui a insisté pour « le renouvellement » aussi bien du traité de la Triple Alliance que de ceux « d'adhésion de la Roumanie ».

Le « renouvellement » des traités de la Roumanie avec les puissances de la Triple Alliance a eu lieu peu de temps après celui de « l'acte fondamental pour le système défensif central-européen ». Le texte du traité « renouvelé » le 5 décembre 1912, à Vienne⁶⁰, était presque identique à celui de 1902, tout comme le protocole final⁶¹. La nouveauté était un autre protocole, « entre les trois parties », par lequel on admettait que *le statu-quo* territorial dans les régions nord-africaines impliquait « la souveraineté de l'Italie sur la Tripolitaine et la Cyrénaïque » et que « les arrangements au sujet de l'Albanie et le Sandjak convenus entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie, le 20 décembre 1900/9 février 1901/15 décembre 1909, n'étaient pas modifiés par le traité de la Triple Alliance »⁶². La Triple Alliance allait être renforcée en 1913 par une convention maritime⁶³. Le traité austro-hongro-roumain a été « renouvelé », sans modifications, le 5 février 1913, à Bucarest⁶⁴, tout comme

⁵⁸ Parmi les études récentes de chez nous, Gheorghe Zbucea, *op. cit., passim*; Nicu Pohoasă, *Politica externă a României în timpul războaielor balcanice (1912–1913). Români și grupările politico-militare ale marilor puteri*, Bucarest, 2010, *passim*.

⁵⁹ N. Iorga, *Comment la Roumanie s'est détachée de la Triplice*, d'après les documents austro-hongrois et des souvenirs personnels, Bucarest, 1932, p. 13–29.

⁶⁰ *Les traités politiques secrets de l'Autriche-Hongrie*, tom I, p. 138–142 (*Cinquième traité de la Triple Alliance*, Vienne, 5 décembre 1912). La ratification du traité a été faite par l'empereur François-Joseph, à Vienne, le 10 décembre 1912, par l'empereur Guillaume II, à Berlin, le même jour, la même année, et par Victor Emmanuel III, à Rome, le 16 décembre 1913).

⁶¹ *Ibidem*, p. 142 et les suiv. (*Protocole final*, Vienne, 5 décembre 1913).

⁶² *Ibidem*, p. 143 et les suiv. (*Deuxième protocole final*, Vienne, 5 décembre 1913). Les signataires du traité et des deux protocoles, Berchtold, Tschirschky et Giuseppe di Avarna.

⁶³ *Ibidem*, p. 412–417 (*Appendice: Convention maritime entre le Ministère de la Guerre Impérial et Royal austro-hongrois, l'Etat Major de l'Amirauté de la Marine Impériale Allemande et le Ministère de la Marine Royale de l'Italie*, projet du 23 juin 1913, amendé le 2 août 1913 et entré en vigueur le 1^{er} décembre 1913), 417–424 (*Convention additionnelle pour la Méditerranée*), 424–426 (*Répartition des forces navales de la Triple Alliance pour les opérations communes*).

⁶⁴ *Ibidem*, p. 145–147 (*Traité entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie relatif au renouvellement du traité d'alliance de 1892, déjà renouvelé en 1896 et en 1902*, Bucarest, 5 février 1913; signataires Karl Emil von Fürstenberg et Titu Maiorescu).

les traités « d'accession » de l'Allemagne⁶⁵ et de l'Italie⁶⁶. Connaissant depuis quelques années la position de l'Allemagne, agréable à l'Autriche-Hongrie, dans la question des conditions contractuelles de « l'adhésion » de la Roumanie à la Triple Alliance, le Roi Charles I^{er}, mentionnait Titu Maiorescu⁶⁷, ne s'est pas montré satisfait du « renouvellement » des traités. L'attitude du roi reflétait une certaine insatisfaction pour la manière dont on avait compris « l'adhésion » de la Roumanie à la Triple Alliance. Il ne pouvait pas faire abstraction de ce que l'ancien chancelier Bismarck, « le chancelier le plus illustre » de l'Allemagne, lui avait dit en 1883, en présence du premier-ministre roumain, I.C. Brătianu, à savoir que « le petit royaume avait été inclus en un système défensif d'États » qu'il appelait la Ligue de la Paix. En fait, l'Autriche-Hongrie a tenu à avoir l'initiative du « renouvellement en 1913 de l'alliance avec la Roumanie ». Après « la visite » que le comte Berchtold avait « entreprise » en Roumanie⁶⁸ en août 1912, le général Conrad von Hötzendorf a été lui aussi « l'invité » des hauts officiels roumains à Bucarest, avec « l'enjeu caché au grand public » de négocier la convention militaire austro-hongro-roumaine⁶⁹.

⁶⁵ *Ibidem*, p. 148 (*Traité entre l'Autriche-Hongrie, l'Empire Allemand et la Roumanie relatif à l'accession de l'Empire Allemand...*, Bucarest, 26 février 1913; signataires Fürstenberg, Julius Waldthausen et Maiorescu).

⁶⁶ *Ibidem*, p. 149 et les suiv. (*Traité entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie relatif à l'accession de l'Italie...*, Bucarest, 5 mars 1913; signataires Fürstenberg et Carlo Fasciotti); le traité italo-roumain a été signé par Fasciotti et Maiorescu, à Bucarest, le 27 février 1913; *ibidem*, p. 145 (note éd.). Le traité austro-hongro-roumain a été ratifié par l'empereur François-Joseph, à Vienne, le 9 février 1913, et par Charles I^{er}, à Bucarest, le 12 février 1913; l'échange de ratifications a été fait à Bucarest, le 12 février 1913. Le traité austro-hongro-roumain-allemand, « d'accession de l'Allemagne », a été ratifié par l'empereur François-Joseph à Vienne, le 5 mars 1913, par l'empereur de l'Allemagne à Berlin, le 27 février 1913, et par le roi Charles, à Bucarest, le 8 mars 1913; l'échange de ratifications a été fait à Bucarest, le même jour du 8 mars, l'année mentionnée. Le traité austro-hongro-italien a été ratifié par l'empereur François-Joseph à Vienne, le 14 mars 1913, et par le roi Victor Emmanuel III, à Rome, le 18 mars 1913; l'échange de ratifications a été fait à Vienne, le 31 mars, l'année mentionnée. L'échange de ratifications du traité italo-roumain a été enregistré à Bucarest, le 26 mars 1913; *ibidem*, p. 144 et les suiv. (note éd.). La date de signature du traité italo-roumain est confirmée par le ministre italien des Affaires étrangères, Antonio di San Giuliano, Bucarest, 27 février 1913).

⁶⁷ Gică Manole, *Titu Maiorescu. Omul politic*, Târgoviște, 2014, p. 311 et les suiv.; une étude réussie sur les idées et les actes politiques de Maiorescu.

⁶⁸ Sorin Cristescu, *Carol I. Corespondență personală (1878–1912)*, Bucarest, 2005, p. 492 (Charles I^{er} c. Marie de Flandres, Château Peleş, 28 juillet 1912, qu'il « attendait » Berchtold).

⁶⁹ On a considéré que le 30 novembre 1912, à Bucarest, une convention militaire austro-hongro-roumaine a été conclue; Gheorghe N. Căzan, Șerban Rădulescu-Zoner, *op. cit.*, p. 330, avec la mention que ce texte, en fait le projet de cet acte, s'est conservé parmi « beaucoup d'autres », attaché aux mémoires du général inspecteur chef de l'armée austro-hongroise, en 1912, en train de devenir chef d'État-major; v. Conrad von Hötzendorf, *op. cit.*, vol. II, p. 263 et les suiv. Des études récentes ont prouvé (v. *ibidem*, p. 351–356), qu'à la date susmentionnée a été (re)confirmée « la disposition » de la Roumanie « d'offrir un soutien armé à l'Autriche-Hongrie, dans l'éventualité d'une guerre contre la Russie »; Claudiu Lucian Topor, *op. cit.*, p. 112.

Si cette convention avait été réellement « scellée » le 30 novembre 1912, les négociations austro-hongro-roumaines en vue du « renouvellement de l'alliance » auraient été plus détendues. Or, la situation a été toute autre, l'affirme Titu Maiorescu, le ministre roumain des Affaires étrangères. Le général Conrad « était arrivé avec une lettre de l'empereur François-Joseph adressée au roi Charles » au sujet du « renouvellement de l'alliance »⁷⁰. Le roi Charles et le général Conrad « ont discuté du plan de collaboration entre notre armée et celle austro-hongroise » et même de l'implication de « troupes allemandes, et probablement italiennes » dans cette « collaboration », dans l'éventualité d'une « guerre contre la Russie »⁷¹. Le roi de la Roumanie n'a répondu que le 16 janvier 1913 à la lettre de l'empereur d'Autriche-Hongrie⁷². Il a écrit également au roi d'Italie, « partie accédante » au traité austro-hongro-roumain »⁷³. Comme ce traité portait trop l'empreinte de Vienne », le roi Charles, « dérangé » aussi par « la duplicité » de l'Autriche-Hongrie (« ... tantôt avec nous, tantôt avec les Bulgares »), a chargé son ministre » des Affaires étrangères de « demander » au comte Fürstenberg « de retarder l'envoi ou la signature par l'empereur François-Joseph des documents qui prolongeaient l'alliance ». Le prétexte d'« une pareille demande » a été la possibilité, dans le contexte de l'inflammation des esprits », de l'avènement à la gouvernance de Ion I.C. Brătianu, « qui n'accepterait pas la prolongation du 'traité d'alliance' si l'Autriche-Hongrie n'aidait pas la Roumanie dans la prise de la Silistrie ». « Enragé » (« ... il est devenu rouge ») par la demande du roi Charles qu'il a qualifiée de « chantage »⁷⁴, le ministre austro-hongrois à Bucarest a proposé à « son collègue allemand », Waldthausen, de faire tous les deux « des pressions » pour que « la partie roumaine » se conformât aux procédés formels du « renouvellement de l'alliance », ce que Titu Maiorescu a dû finalement « accomplir » (Jeudi, le 31 janvier/13 février 1913 : « J'ai remis au prince Fürstenberg l'exemplaire de traité en velours rouge signé par le roi pour être ratifié... ; procès-verbal en deux exemplaires identiques en français, portant la date du trente janvier selon le calendrier ancien/douze février selon le nouveau calendrier, confirmant les ratifications »)⁷⁵.

Déjà « fanée » au moment du « renouvellement de 1913 », l'alliance austro-hongro-roumaine » allait « sécher » complètement en été de la même année, à mesure que le Vieux Royaume a assumé, aux paramètres de l'intervention armée contre la Bulgarie et de la Conférence de paix de Bucarest, « la clôture » de la

⁷⁰ Titu Maiorescu, *România, războaiele balcanice și Cadrlaterul*, éd. Stelian Neagoe, Bucarest, 1995, p. 47.

⁷¹ *Ibidem*.

⁷² *Ibidem*, p. 65.

⁷³ *Ibidem*, p. 67.

⁷⁴ *Ibidem*, p. 77.

⁷⁵ *Ibidem*, p. 78.

troisième, à l'avis des Allemands⁷⁶, ou de la deuxième, à l'avis des autres⁷⁷, guerre balkanique. Les relations austro-hongro-roumaines avaient été extrêmement tendues au cours de ces « guerres balkaniques ». À l'automne 1912, la Double Monarchie a tenté, comme elle l'avait fait en 1897 ou en 1908, de s'entendre avec la Russie pour résoudre « toute la crise du Sud-Est européen ». Le kaiser Guillaume II et « ses ministres » ont accusé des « difficultés » au niveau de la Triple Alliance et la possibilité « de consolidation de l'Entente »⁷⁸, alors que les hauts officiels roumains ont senti « des frissons d'inquiétude »⁷⁹. L'entente austro-hongro-russe a été interrompue par « la proposition française » – faite par le ministre des Affaires étrangères Raymond Poincaré, après des « discussions » avec son homologue russe, Serguiev D. Sazonov – d'une démarche collective des grandes puissances pour contraindre « les États balkaniques et la Turquie » à se rappeler « l'obligation » de respecter le *statu-quo* territorial et de se conformer à l'article XXIII du traité de Berlin de 1878, qui préconisait « des réformes dans l'administration de la Turquie européenne »⁸⁰. Sur l'initiative des Britanniques, des délibérations diplomatiques, une Conférence de paix « des États balkaniques avec la Turquie » et une « réunion des ambassadeurs » présidée par le secrétaire d'État Edward Grey⁸¹, ont eu lieu à Londres. La Roumanie n'y a pas participé et a eu seulement la possibilité d'être admise, pour des questions qui « la concernaient directement », à la réunion des ambassadeurs des grandes puissances. Des négociations roumano-bulgares menées par Nicolae Mișu et Stoian Danev, à Londres toujours, ont eu pour résultat, le 16/29 janvier 1913, un procès-verbal ou un protocole inopérant, à la rigueur⁸².

⁷⁶ *Die Grosse Politik*, vol. XXXIII (*Der erste Balkankrieg*), sur la guerre de la Ligue balkanique (Bulgarie, Grèce, Serbie et Monténégro) contre la Turquie; *ibidem*, vol. XXXIV (*Die Londoner Botschafterreunion und der zweite Balkankrieg*), « la deuxième » guerre étant une attaque des habitants de Monténégro contre les Albanais, pour Scutari, et des gestes belligérants des Grecs, des Bulgares et des Serbes, de sorte que l'Autriche-Hongrie, « en se sentant provoquée », a annoncé « des repréailles armées » surtout contre la Serbie; v. aussi *German Diplomatic Documents*, vol. IV, p. 160 (note éd.); *Die Grosse Politik*, vol. XXXV (*Der dritte Balkankrieg*), sur l'action belligérante de la Roumanie en été 1913.

⁷⁷ *British Documents on the Origins of the War*, vol. IX, *The Balkan Wars*, part II, *The League and Turkey*, p. 1071–1073 (*The Second Balcan War*), sur l'action armée de la Roumanie, en 1913, contre la Bulgarie.

⁷⁸ *Die auswärtige Politik des Deutschen Reiches*, vierter Band, p. 185–227 (Kapitel 52: *Schwierigkeiten im Dreibund und Festigung der Tripelentente*).

⁷⁹ *Die Grosse Politik*, vol. XXXIII, p. 255 (Waldthausen c. les Affaires étrangères d'Allemagne, Sinaïa, 25 octobre 1912, après des « discussions » avec le roi Charles I^{er}).

⁸⁰ *Documents diplomatiques français*, 3^e série (1911–1914), tome IV, p. 41 et les suiv. (Poincaré c. les ambassades de la France à Londres, Vienne, Berlin et Rome, 4 octobre 1912).

⁸¹ *British Documents on the Origins of the War*, vol. IX, part. II, p. 1026–1063 (*Protocols of the Conference*, en nombre de 15, entre le 16 décembre 1912 et le 9 juin 1913), 1063–1068 (*Meetings of Ambassadors in London*, 6 janvier – 11 août 1913).

⁸² *Documente diplomatice. Evenimentele din Peninsula Balcanică. Acțiunea României 20 septembrie 1912 – 1 august 1913*, Bucarest, 1913, p. 48 (T. Maiorescu c. le ministre roumain à Sofia, Dimitrie I. Ghica, Bucarest, 23 janvier 1913).

L'entremise des grandes puissances, agréée à Bucarest et à Sofia, s'est concrétisée par le protocole de Saint-Petersbourg, du 26 avril/9 mai 1913, qui admettait que « la ville de Silistrie fût attribuée à la Roumanie »⁸³. Les travaux d'une « commission mixte » qui devait tracer la nouvelle frontière au sud de la Dobroudja ont échoué. L'intention de la Roumanie de recourir à des « mesures armées » contre la Bulgarie a été « découragée » par la politique austro-hongroise à Sofia, où la diplomatie russe promettait, sans nul effet notable, de défendre l'intégrité territoriale de la Bulgarie contre « un retour en force de la Turquie »⁸⁴.

Les tensions survenues dans les relations austro-hongro-roumaines ont été, à un moment donné, sur le point d'effacer les raisons de « l'alliance défensive ». La diplomatie allemande a dû, dans cette situation, faire de son mieux pour éviter une « rupture totale » entre Vienne et Bucarest. Bucarest s'est trouvé dans l'impossibilité de donner cours à la proposition d'alliance de la Serbie, à cause de « l'observation allemande » que cette action attirerait inévitablement la réaction dure de l'Autriche-Hongrie (« *Allianz zwischen Rumänien und Serbien wäre wegen Stellung zu Osterreich sehr missglich* »)⁸⁵. Bucarest n'a pas pu accepter non plus une « entente serrée » avec la Grèce⁸⁶, dans les conditions où le roi et le gouvernement d'Athènes « espéraient voir leur pays attachés à la Triple Alliance »⁸⁷. Dans toute sa politique « balkanique », surtout dans la dispute de frontière avec la Bulgarie, la Roumanie s'est montrée circonspecte envers la Russie et se voyait « suffoquée » par l'Autriche-Hongrie, comme le roi Charles I^{er} le faisait savoir au ministre allemand Waldthausen (« *Der König !.../ sprach mit grosser Entscheidenheit gegen Osterreichs Balkanpolitik, mit der Rumänien nicht zusammengehen könne* »)⁸⁸. L'action armée de la Roumanie contre la Bulgarie allait d'ailleurs être accusée surtout par l'Autriche-Hongrie⁸⁹. La France et la Russie pressentaient « un risque de guerre générale »⁹⁰, alors que la Grande Bretagne et l'Allemagne ont toujours essayé de maintenir les rapports entre les grandes puissances « en équilibre »⁹¹. En vertu de cet « équilibre », l'action armée de la Roumanie dans le sud du Danube a été « encouragée » à Berlin et regardée « avec sympathie » à Rome. Le roi Charles I^{er}

⁸³ *Ibidem*, p. 98 (Constantin Nanu c. T. Maiorescu, Saint-Petersbourg, 26 avril/9 mai 1913), 90–100 (Le protocole de Saint-Petersbourg, date mentionnée).

⁸⁴ *British Documents on the Origins of the War*, vol. IX, part. II, p. 1071 et les suiv. (*Roumanian-Bulgarian Dispute*, note éd.).

⁸⁵ *Die auswärtige Politik des Deutschen Reiches*, vierter Band, p. 549 (Gottlieb von Jagow c. Waldthausen, Berlin, 30 mai 1913).

⁸⁶ *Die Grosse Politik*, vol. XXXV, p. 90 et les suiv. (Jagow c. Guillaume II, Berlin, 21 juin 1913).

⁸⁷ *Ibidem*, p. 120 (Waldthausen c. Jagow, Bucarest, 21 juillet 1913).

⁸⁸ *Ibidem*, p. 46 et les suiv. (Bucarest, 20 juin 1913).

⁸⁹ *Osterreich-Ungarns Aussenpolitik*, vol. VI, p. 739–1054, en particulier (correspondance diplomatique austro-hongroise pendant la guerre balkanique de l'été 1913).

⁹⁰ *British Documents on the Origins of the War*, vol. IX, part. II, p. 1072 et les suiv. (*Second Balkan War*, nota éd.).

⁹¹ *Ibidem*.

allait remercier le kaiser Guillaume II pour la politique de l'Allemagne « favorable à la Roumanie »⁹². L'Allemagne et la Grande Bretagne se sont opposées à « l'intention des autres puissances » de passer à la « révision » du traité de paix de Bucarest du 10 août 1913⁹³, par des délibérations d'une conférence diplomatique qui, à l'avis du ministre russe des Affaires étrangères, ne pouvait avoir lieu qu'à Paris⁹⁴. Ce traité a instauré une paix diplomatique, sans pour autant éteindre les divergences de nature territoriale, parfois graves, entre les États balkaniques. La Roumanie a eu le mérite incontestable de réaliser un moment de « paix régionale ». Sur un plan plus large, « d'affaires », l'Allemagne a joué un rôle essentiel dans le maintien de la paix en 1913. La « survivance » pour encore une année de la Triple Alliance, y compris sur le plan de « l'adhésion de la Roumanie au grand système défensif », a été possible grâce au prestige et au pouvoir du II^e Reich, soutenus par « des sympathies italiennes ». Cette « survivance » portait aussi l'empreinte des « enseignements positifs », décantés dès les années 1879–1883, sur un « système défensif des États ». C'est pourquoi, bien que « séchées » sur la direction Vienne-Bucarest, les raisons de « l'alliance défensive » continuaient à rester en vigueur entre Berlin et Bucarest, en dépit du regret du roi Charles I^{er} et de « ses ministres bons connaisseurs des traités secrets » que l'Allemagne se déclarait seulement « partie accédante à ce que l'Autriche-Hongrie et la Roumanie avaient déjà scellé ». On pourrait donc conclure que « l'adhésion » à la Triple Alliance a été bénéfique pour le Vieux Royaume, pour son besoin de sécurité. Elle a assuré son intégrité et même une petite augmentation de son territoire. La Petite Roumanie a adhéré à une « grande alliance » à une époque où le respect des frontières constituait une *norma sui* de l'ordre européen ». Cet « ordre » a supposé aussi la préservation des grands États, comme « le condamné par l'histoire » Empire ottoman, la « monstrueuse Russie » et « l'anachronique » Autriche-Hongrie. Au moment où « les forces » de réalisation de « l'ordre européen » en vertu du « principe des nationalités » sont revenues au gouvernail de l'histoire européenne, fût-il sous l'impact d'une guerre sanglante, la Roumanie a acquis, de par ses impulsions vitales, une configuration beaucoup plus ample. Il s'agit d'un processus historique qui a impliqué aussi des considérations parfois trop sévères sur « l'adhésion » de la Roumanie à la Triple Alliance. Nous avons cherché à relever les rapports de la Roumanie avec les puissances de la Triple Alliance seulement dans leur évolution vers le dénouement de 1914, et non pas dans ce qui a suivi après cette date, qui tient déjà à une « autre histoire ». « Histoire » dans laquelle la Roumanie est entrée avec sa neutralité de 1914.

⁹² *Die Grosse Politik*, vol. XXXV, p. 358 et les suiv. (Waldthausen c. les Affaires étrangères d'Allemagne, Bucarest, 7 août 1913), 360 (Charles I^{er} c. Guillaume II, Bucarest, 8 août 1913).

⁹³ *British Documents on the Origins of the War*, vol. IX, part. II, p. 1074 (*Treaty of Bucarest*).

⁹⁴ *Die Grosse Politik*, vol. XXXV, p. 363 et les suiv. (Friedrich von Pourtalès c. Bethmann-Hollweg, Saint-Pétersbourg, le 7 août 1913).

AUSTRO-HUNGARIAN-ROMANIAN DIPLOMATIC CHALLENGES DURING THE NEUTRALITY PERIOD. THE CASE OF A “ROMANIAN AGITATOR”

ANDREEA DĂNCILĂ INEOAN

At the time the First World War broke out, Mircea Russu Șirianu, a young man from the Romanian Kingdom, found himself in the capital of France, working hard in order to finish his doctoral thesis. This diligent student was the son of Ioan Russu Șirianu, a consecrated Transylvanian journalist and an influential member of the Romanian National Party of Transylvania¹, and of Constanța (later known to the public under the name of Hodoș), a representative of the feminine literature of the beginning of the 20th century².

Born in Bucharest on May 10, 1889, the young Șirianu attended the classes of the Faculty of Law and was involved already during his student years in many journalistic and cultural projects. At the age of only 20, in 1909, Mircea Russu Șirianu was already under the spotlight of the Royal Security Service, given the fact that he was close to Nicolae Iorga, whom he was helping to recruit Transylvanian students of the “Petru Maior Association” in Budapest for the nationalist summer courses at Vălenii de Munte³. At the age of 23 he was working as editor at “Universul” and he was a competent political analyst of the situation in Hungary. The correspondence between him and the strategists of the Romanian National Party (R.N.P.) in Transylvania reveals a young man, who is well-oriented in interpretation matters of the political fact and more than that: Mircea Russu Șirianu represented a spreading factor of the R.N.P – politics in the press of the Old Kingdom; his column in the “Universul” was always endorsed by Transylvanian leaders⁴.

In 1912, when Mircea Russu Șirianu decided to take doctoral courses in Paris, he was rapidly hired by the Editorial Board of “Românul” in Arad, the

¹ For a more generous portrait of this journalist and politician, see the study of Nicolae Roșuț, *Contribuția lui Ioan Russu Șirianu la reluarea activismului politic*, in “Ziridava”, VIII, Muzeul Județean Arad, 1977, pp. 273–281.

² Constanța Hodoș (born Tălășescu), (1860–1934), prose writer and publicist, who settled in Romania in 1886 (although originating from Arad) and was close from a thematic point of view to the cultural group of “Sămănătorul”. *Dicționarul Scriitorilor Români*, vol. II, coord. by Mircea Zăciu; Marian Papahagi; Aurel Sasu, Bucharest, Editura Fundației Culturale Române, 1998, pp. 512–513.

³ Cornelia Bodea, Radu Ștefan Vergatti, *Nicolae Iorga în arhivele vieneze și ale siguranței regale (1903–1904)*, Bucharest, Mica Valahie, 2013, p. 180.

⁴ George Bariț County Library in Brașov, Special Collections, Ms. 3856, Ms. 3859, Ms. 3862, Ms. 3863, Ms. 3864.

official newspaper of the R.N.P.; as external collaborator, the journalist promised to internationalize the issue of Transylvania by means of the Parisian press.

While trying to intensify the Romanian-French relations, in February 1914, a group of Romanian students in Paris founded the “Vasile Alecsandri” Association and the periodical “La Tribune Roumaine”, whose purpose was going to be “the awareness of Romanianhood in France” with a focus on the fate of Romanians in Hungary⁵. Meanwhile, in the city on the banks of the Seine, the Romanian Bureau of Political Information was founded, his appointed director being Mircea Russu Șirianu, a character who proved to be an actor with increasing importance for the rapprochement between the Romanian Kingdom and France. Functioning as a genuine propaganda machine, the Bureau’s purpose was to work “in order to accurately inform the main European newspapers as well as foreign affair departments of different states about Romanian political business”⁶.

Especially after the resolution of the Balkan Wars, taking advantage of a public opinion that was manifesting itself with growing intensity against the treatment applied to Transylvanian Romanians, the French diplomacy tried to capture this hostile current against Austro-Hungary and to guide it in accordance with the purposes followed by foreign politics⁷, thus encouraging any initiatives that resembled this Romanian Bureau of Political Information and trying to ensure sufficient public scenes for Romanian intellectuals living in the capital of France, in accordance with its geostrategic aims.

After the beginning of the war, Mircea Russu Șirianu regarded the neutrality solution of Romania with non-dissimulated disappointment, continuing to write pro-Entente articles that were published in the Romanian press as well as in the French one. His orientation was obviously part of the atmosphere of the place in which he was developing, but also part of a national commitment made by the journalist long before his arrival in Paris: “The unification of all Romanian patriots in order to accomplish the great ideal of our national unity is necessary”⁸. From this perspective, Șirianu represents a typology of the European journalist, whose propensity for war should be understood by referring to a horizon of expectations already created by some national traditions, a school curriculum, a political and cultural speech that have shaped the public’s attitudes in a patriotic sense along time⁹.

⁵ *La Tribune Roumaine*, in “Românul”, III, no. 22, Arad, 11 February 1914, p. 6.

⁶ *Bureau roumain dl informations politiques*, in “Românul”, III, no. 36, Arad, 27 February 1914, p. 3.

⁷ Vasile Vesa, *Relațiile politice româno-franceze în perioada 1910–1914 în lumina corespondenței diplomatice franceze*, in “Studia Universitatis Babeș-Bolyai”, Series Historia, XV, Fasc. 2, 1970, pp. 118–119; Hadrian Gorun, *Relații politico-diplomatice și militare ale României cu Franța în Primul Război Mondial*, Cluj-Napoca, Argonaut, 2009, pp. 23–24.

⁸ Romanian Academy Library, Department of Manuscripts, S 54 (1) DCLXXXII, Bucharest, 4 October 1914. Mircea Russu Șirianu to C. I. Istrati.

⁹ James Joll, Gordon Martel, *The Origins of the First World War*, III, London, New York, Routledge, 2007, p. 254.

According to Şirianu, the confrontation that was prefiguring itself represented the chance for continental regeneration, whose end would be the instauration of a new, better and juster world. Already during the years before the war, this type of argumentation was widely discussed by European powers interested to use the written works of intellectuals and their cultural motivations in order to ensure a mobilization that would be as easy as possible in case of an eventual conflict¹⁰.

Beside his constant appearances in public space, Mircea Russu Şirianu was also working on his doctoral thesis, elaborating on a subject with sensitive content as well: *The issue of Transylvania and the political unity of the Romanian space*. The coordinator of the thesis was professor Ferdinand Larnaude, an expert in legal sciences and Dean of the Paris Faculty of Law, who was close to the French political circles of the beginning of the 20th century¹¹. As revealed by many of the notes of his doctoral student¹², we are entitled to believe that regarding the relationship of the above-mentioned professor to Mircea Rusu Şirianu, the former surpassed the status of an innocent scientific mentor, in fact representing a transmitter of the political analyses of his Romanian doctoral student to French official circles. Through Larnaude, the analyses signed by Mircea Russu Şirianu reached Aristide Briand, at that time the President of the Council of Ministers and France's Minister of Foreign Affairs, or René Berthelot, Chief of the Bureau of Diplomatic Information: "Afternoon: At 4 o'clock I went to Neuilly-sur-Seine, to Larnaude's place. This is an important visit. I presented him the manuscript of the thesis, and then we talked about politics. He told me that he had sent the letter I had written to him to Mr. Aristide Briand, Head of the French Government. Briand has my letter. We have talked extensively about general politics and especially about the Romanian one."¹³

Before publicly defending his thesis, professor Larnaude granted the young Romanian journalist permission to publish it immediately at a publishing house in

¹⁰ In extended form, the chapter *Civilizație, barbarie și pasiuni de război*, in Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, *Războiul descoperit 1914–1918*, Bucharest, Corint, 2014, pp. 153–203. Wolfgang Mommsen, *German artists, writers and intellectuals and the meaning of war 1914–1918*, in John Horne, *State, Society and Mobilization in Europe during the First World War*, Cambridge University Press, 1997, p. 40.

¹¹ Vincent Laniol, *Ferdinand Larnaude, un «délégué technique» à la conférence de la Paix de 1919 entre expertise et «culture de guerre»*, in "Relations Internationales", 1, no. 149, Presses Universitaires de France, 2012, pp. 43–55.

¹² The Sibiu County Direction of the National Archives keeps a part of Şirianu's notes in form of a manuscript with the title "Însemnări și amintiri din primăvara anului 1916". Further research work has led us to another manuscript belonging to the same person; it can be found at the Sibiu ASTRA Library, Special Collections, under the title *Mon journal*, written in French. Thus, the two parts recombine a diary from the beginning of 1916 until August of the same year; this diary is being currently edited for publication.

¹³ *Après-midi: je suis allé à 4 h., à Neuilly-sur-Seine, chez Larnaude. C'est une visite importante. Je lui ai présenté le manuscrit de la thèse et nous allons causé ensuite politique. Il me dit qu'il a communiqué la lettre que je lui ai écrit à M. Aristide Briand, chef du gouvernement français. Briand a ma lettre. Nous avons longuement causé sur la politique générale et surtout sur celle de la Roumanie".* Sibiu ASTRA Library, Special Collections, Mircea Russu Şirianu, *Mon journal*, without page numbers.

France. The expediency of this process suggests external political motives. In fact, after submitting his manuscript and making the first payments to his editor, Mircea Russu Șirianu revealed his propaganda agent vocation in a few lines of his testimonial: “[...] I have also finished my thesis, it will be ready next week. I have worked to prepare my propaganda for the political work [...]”¹⁴.

In 1916, the conclusions of the thesis that he had defended in the meantime in Paris appeared under the title *La Question de Transylvanie et l'unité politique roumaine. Histoire. Situation actuelle. La Roumanie et la guerre européenne. Les revendications roumaines*. The summarized assessments of Mircea Russu Șirianu impressed with the trenchant and categorical manner, in which they were formulated: Austro-Hungary is “another sick man of Europe”, and as for the Transylvanian issue, from a legal point of view, there is only one satisfying solution for Romania, that is annexation¹⁵.

Thus, the work of Mircea Russu Șirianu becomes one of the firmest publicly assumed and argument-based solutions regarding Transylvania during the years of the Great War. In fact, the few details of the development journey of the young Mircea Russu Șirianu reconstitute a frequent typology of that epoch, with strong traits borrowed from the Transylvanian environment, specific to the active intellectual who easily converts his cultural expertise into acts of political militancy.

The publishing of this book on an important matter for the balance of war alliances offers the young Romanian journalist the opportunity of starting an impressive campaign of self-promotion. The volume was sent immediately to the members of the French government, politicians, professors, journalists and academicians. After receiving thank you letters from his famous recipients (“Yesterday evening, after dinner, I received a letter from the Presidency of the Republic: M.R. Poincaré is thanking me for sending him my book”¹⁶), and sometimes even invitations to meet them, Mircea Russu Șirianu wrote with contentment: “In a second, I have made a bunch of connections”¹⁷.

Thus, his volume of political and legal analyses focusing on the Transylvanian issue became, with the undeniable approval of its author, a politically instrumentalized object. Mircea Russu Șirianu was aware of the relationship capital his work was able to provide, and he therefore invested enormously in popularization campaigns and strategies for captivating the interest of the French side: “I am really lucky to have had the chance of launching my book at a moment in which the whole world is interested in Romania and in Transylvania”¹⁸.

¹⁴ „[...] j'ai fini ainsi avec ma thèse, elle sera prête la semaine prochaine. J'ai travaillé pour préparer ma propagande pour le travail politique [...]” *Ibidem*.

¹⁵ Mircea Russu Șirianu, *La Question de Transylvanie et l'unité politique roumaine*, Paris, Jouve, 1916, pp. 22–23.

¹⁶ J'ai reçu ce soir, après le dîner, une lettre de la Présidence de la République: M.R. Poincaré me remercie pour l'envoi de mon livre”. Sibiu ASTRA Library, Special Collections, Mircea Russu Șirianu, *Mon journal*.

¹⁷ „Je me suis fait d'un coup un tas de relations”. *Ibidem*.

¹⁸ J'ai vraiment de la chance d'avoir lancé mon ouvrage à un moment où tout le monde s'intéresse à la Roumanie et à la Transylvanie”. *Ibidem*.

Taking into account that in France the ties between the Ministry of Foreign Affairs and the press were profoundly consolidated, and there was even a tradition of professional development along the journalist to diplomat axis¹⁹, the attempt to conquer the French publicistic space started by Șirianu can be understood also from the perspective of obtaining a high visibility that allowed him to further approach the zone of Parisian politics.

Only the letters from home were able to awaken him from his euphoria caused by the reception of his volume, announcing him that he might have to go to court due to the fact that he did not respond to the conscription order sent already at the beginning of the year²⁰.

While Mircea Russu Șirianu was collaborating with the entire French political spectrum, it is interesting to observe what kind of Romanian political affiliations he was attracted to. We are learning from his notes that the first copies of his new book were sent to his mother in Bucharest, to colonel Verzea, Postal Director, a man who was benefiting from strong ties with Transylvanian political leaders, and to Leonte Moldovan, a Transylvanian from Șinca Veche (Brașov), who is mentioned as his stipendiary. The volume was sent to Romania through diplomatic courier, from the headquarters of the Romanian Legation in Paris, after meetings with Alexandru Em. Lahovari. Colonel Rudeanu, sent by Ionel Brătianu to the capital of France for matters related to the endowment of the army, also appears in the notes as someone who is close to the recent doctoral graduate, as does I.G. Duca. With few exceptions, the persons who were close to the politics around the Romanian journalist were recruited from the liberal group, an option that was obvious in fact already from the time of his collaboration at "Universul", a newspaper that, in the opinion of the historian Ion Bulei, "was covertly supported by the Brătianu family" during the neutrality period²¹.

This connection network provided Mircea Russu Șirianu with the ability of an information gatherer for the Romanian world as well as for the French political and cultural upper class that he intensely visited during this period (he participated in many meetings and official receptions, where were discussed a series of journalistic projects that were going to be accomplished after his arrival at home and he was promised the help of the French government for a French-Romanian magazine in Bucharest²²).

On February 24, 1916 a note in his diary reveals a character directly involved in matters of diplomatic appointments in Romania: "Before noon, I have seen Larnaude at the Faculty, we talked about politics. He told me that, as a result of my letters that he had sent to Quai d'Orsay, the Minister of France to Bucharest will be

¹⁹ M.B. Hayne, *The French Foreign Office and the Origins of the First World War 1898–1914*, Oxford, Oxford University Press, 1993, pp. 43–44.

²⁰ Sibiu ASTRA Library, Special Collections, Mircea Russu Șirianu, *Mon journal*.

²¹ Ion Bulei, *Arcul așteptării 1914–1915–1916*, Bucharest, Editura Eminescu, 1981, p. 132.

²² Sibiu ASTRA Library, Special Collections, Mircea Russu Șirianu, *Mon journal*.

changed, that imbecile Blondel. Here is a positive result of my activity...”²³. Indeed, Camille Blondel, who was leading the French Legation in Bucharest, was replaced by Charles de Saint-Aulaire, a probably desirable change for someone of Șirianu’s kind, an extremely hasty pro-Entente supporter who interpreted Blondel’s mandate to attract Romania into the area of French foreign policy in terms of a fiasco.

On March 2, 1916 Mircea Russu Șirianu defended his doctoral thesis in Paris. Forced by the increasingly insistent calls for conscription, he decided in March 1916 to return home to Bucharest after his long Parisian sojourn. While he was passing through Switzerland and at the moment when he was crossing the border to Austria, he was arrested on spot by the authorities and sent after a short investigation to the civilian prisoner camp in Katzenau²⁴, near Linz, with instructions to be kept there until the end of the war.

Even if the propagandistic activity for the Entente, conducted until that moment, seemed to him as a sufficient accusation (“I have spent an agitated evening especially because I know what I will be accused of and what fate I shall have”²⁵), after an interrogatory in front of a lieutenant, Mircea Russu Șirianu wrote: “I am not charged with espionage, which is a weight off my shoulders, but I still don’t know what I have been arrested for. The respective lieutenant told me to write a memoir, in which I should describe my whole life and especially my activity during the war. I am not relieved yet, but it seems to me like I have made some progress. I was fearing more”²⁶

Immediately after the beginning of the war, a circle of suspects consisting of civilians considered capable of irredentism or acts of espionage appeared in the Austro-Hungarian military structures that were increasingly interested in counteracting the propaganda of the Entente²⁷. During the period of war, these individuals considered dangerous will be taken care of by the General Staff of the K.u.K. Army through a subsection founded by imperial decree at the end of July

²³ „Avant midi j’ai vu Larnaude à la Faculté, nous avons causé politique. Il m’a dit que, comme suite à mes lettres qu’il a communiqué au Quai d’Orsay on va changer le ministre de France à Bucarest, cet imbécile de Blondel. Voilà un beau résultat de mon activité...” *Ibidem*.

²⁴ The camp was imagined by Austro-Hungarian authorities for imprisoning Italians from Tirol, who exhibited irredentist views. Alessandro Ferioli, *Il lager di Katzenau*, in www.storiaXXIsecolo.it, G. Chini, *Da Katzenau a Eferding. Memorie d’esilio* in “Alba trentina”, n. 1, January 1921), in www.itcleopardi.scuolaer.it consulted on 20.02.2015, Claudio Ambrosi, *Vite internate: Katzenau 1915–1917*, Trento, Fondazione Museo Storico del Trentino, 2008. More information about this camp and Mircea Russu Șirianu’s adaptation to his prisoner status together with an analysis of the detention journal can be consulted in our study, *Destinies in a Time of War: Mircea Russu Șirianu*, in “Brukenthalia”, no. 5, Sibiu, Editura Muzeului Național Brukenthal, 2015, pp. 765–772.

²⁵ Sibiu County Direction of the National Archives, Mss. var. I. 350.

²⁶ *Ibidem*.

²⁷ Mark Cornwall, *The Undermining of Austria-Hungary. The Battle for Hearts and Minds*, Palgrave Macmillan, 2000, pp. 18–19.

1914, the War Security Office, a department responsible for supervising censorship and political surveillance measures²⁸.

The arrest of Şirianu should be seen in the context of a spy hunt psychosis that had started inside the Austro-Hungarian Monarchy already on the first days of the conflict²⁹. Although subject of a still neuter country, the restraint of Mircea Russu Şirianu was based on his ties with the movement of Transylvanian intellectuals and especially his frequent pro-Entente articles signed in the Romanian and French press. All these could have easily created him a profile of an influential agent of France, who could have been sent to Bucharest on a mission to destabilize Romania's traditional political line. These suppositions were enough in order to draw the attention of the Austrian Security Service to this uncomfortable journalist.

Immediately after his imprisonment in Katzenau, Mircea Russu Şirianu wrote to his mother through the Red Cross in Bucharest, explaining her the situation and asking for her help: "I was arrested nine days ago, when I entered Austria, and I was detained here as a civilian prisoner of war. The reason: Because I wrote articles for France and against Austria. I am not charged with anything and I am not sent to trial, but they want to keep me here until the end of the war"³⁰.

On March 30, 1916 the Romanian Minister of Foreign Affairs received from Constanța Hodoş the details of her son's arrest together with the plea for a diplomatic intervention for his liberation "because I believe it is not legal for a citizen and soldier of a neutral country to be kept prisoner"³¹. Immediately after this notification, Emanoil Porumbaru contacted the Romanian Minister to Vienna by means of an encoded telegram, asking him to activate all his competent connections in order to liberate the prisoner Russu Şirianu³². Shortly after, a new letter sent by the Minister in Bucharest to Minister Edgar Mavrocordat in Vienna warned that if the only charge brought to the Romanian journalist consisted in the interventionist articles against Austro-Hungary he had signed, the Viennese authorities would become responsible for an abuse because "as subject of a neutral country, in which freedom of press is guaranteed to all inhabitants of the country, the political opinion that some persons may have cannot be invoked in order for them to be prosecuted and detained in another state, even in a currently belligerent one, and if this is the case, it would be a completely unjustified persecution"³³.

²⁸ Wolfram Dornik, *Conrad von Hötzendorf and the "Smoking Gun": A Biographical Examination of Responsibility and Traditions of Violence against Civilians in the Habsburg Army, in 1914: Austria-Hungary: The Origins and the First Year of World War I*, Günter Bischof; Ferdinand Karlsrufer (ed.), Innsbruck University Press, 2014, p. 70.

²⁹ József Galántai, *Hungary in the First World War*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1989, p. 95.

³⁰ Archive of the Ministry of Foreign Affairs, in Romanian: Arhiva Ministerului Afacerilor Externe (further abbreviated as A.M.A.E.), Fond 71-1914 E1, Diverse 1914-1924, vol. 149, telegram without page numbers, attached to the file.

³¹ *Ibidem*, f. 59.

³² *Ibidem*, f. 100. *Ibidem*, f. 75.

³³ *Ibidem*, f. 100.

Meanwhile, the Minister of Foreign Affairs had sent the birth certificate of Mircea Russu Șirianu to Vienna, proving the fact that he was a Romanian citizen, together with a document of the Ministry of War attesting his quality as reserve sub-lieutenant in the Romanian Army³⁴. These documents were considered necessary under the given circumstances, in which a confusion starting from the birthplace of Șirianu's parents might have existed, which would have made him a Romanian from Transylvania; in this case, his liberation would have been compromised and the intervention of the Romanian government would have become tenuous.

The reactions and arguments produced by the two ministries of foreign affairs involved in the resolution of this incident have the value of a barometer revealing the increasingly tensioned atmosphere in the relations between the two governments. The Romanian side, through Minister Porumbaru, would consider the situation as paradoxical, given the fact that the restraint of Șirianu did not have any legal basis. The diplomat expressed the belief that even political opinions of subjects of a neutral country should be considered as literary, and they should not base any charge formulated by a belligerent state³⁵.

On the other side, the Austro-Hungarian Minister of Foreign Affairs, who was summoned by the Romanian Legation in Vienna to formulate a point of view, requested the whole motivation of the Șirianu case from the General Staff after he had tried to avoid a clear response to his Romanian counterparts, hiding behind the war context that required enhanced safety and caution measures at the Empire's borders³⁶. Even if the passenger of a neutral country benefits from a valid passport, this does not automatically also mean "the absolute right to cross the borders of the Monarchy", on the contrary, this task was reserved to some officials who were able to estimate whether free trespassing could be granted to each individual³⁷.

In Austro-Hungarian documents, the most frequently claimed reason for arresting Șirianu is the suspicion of espionage. The representative of the Minister of Foreign Affairs at the imperial military structures believed that Șirianu was not only one of the frequent suspects of espionage restrained since the beginning of the war, but "one of the most dangerous agitators against the Central Powers"³⁸. The situation became increasingly delicate for the Austro-Hungarian side after the case Șirianu became international on April 29, 1916, in "Journal des Balkans", where an extensive article on his imprisonment appeared under the title "A New Austro-Hungarian Infamy"³⁹.

Thus, for Austro-Hungarian officials, the necessity of an urgent motivation for the detention of Șirianu, based on conclusive evidence, became more and more

³⁴ *Ibidem*, f. 101–102.

³⁵ *Ibidem*, f. 109.

³⁶ Haus-, Hof- und Staatsarchiv, Ministerium des Äußern, AR, F52, Staaten R 96.

³⁷ A.M.A.E., Fond 71–1914 E1, Diverse 1914–1924, vol. 149, f. 119.

³⁸ Haus-, Hof- und Staatsarchiv, Ministerium des Äußern, AR, F52, Staaten R 96, 30.05.1916.

³⁹ *Ibidem*.

pressing. While trying to find arguments that could justify his imprisonment in Katzenau, military experts looked for precedents that had been handled identically, or interpreted certain articles of war legislation and the neutrality agreement in order to sustain the preventive detention of spies from neutral countries.

However, the Ministry of Foreign Affairs in Bucharest continued to reject the charges of espionage brought against Şirianu. Emanoil Porumbaru responded to his counterpart that these suspicions could not be sustained under the circumstances, in which the Romanian journalist had chosen as his way back home the most guarded path. This would be the least appropriate route, if the fears of the Austrian authorities were well-founded⁴⁰.

But the development of these Romanian-Austro-Hungarian negotiations became even more complicated when prisoner Şirianu managed to escape from the concentration camp, planning to take refuge on the premises of the Romanian Legation in Vienna in order to request protection from there. After a few days, he was caught on the road between Linz and Vienna by the military authorities, who found a new reason for justifying his restraint in front of the Romanian diplomats: during his breakout, Mircea Russu Şirianu was wandering through several places, from which he learned information of military nature, whose exploitation could bring prejudice to Austro-Hungary⁴¹. Even after learning about the new situation, the position of the Bucharest Cabinet remained an uncompromising one, insisting on the liberation of its citizen.

As a result of this intense diplomatic pressure, Mircea Russu Şirianu was liberated, and on July 30, 1916, after more than four months of Austrian detention, he arrived in Romania. He was urgently invited to the headquarters of the Ministry of Foreign Affairs, where he talked with Minister Porumbaru, who assigned him a new editorial project (a volume that would elaborate on the issue of Banat in the same way, in which he had done for Transylvania) and to the Ministry of War, where generals Christescu and Iliescu asked him to provide many reports⁴². In fact, between his return to Romania and Romania's entry into war, Mircea Russu Şirianu attended daily meetings with influent persons from the Ministry of Foreign Affairs, the Ministry of War, or the General Staff of the Army.

When Romania joined the war, Mircea Russu Şirianu was mobilized immediately. Like a gloomy premonition, on February 20, 1914 he wrote in an article: "Let us not linger within the perilous illusion that the Bulgarians have given up the part of land that we have annexed based on the peace imposed by us to these enemies. So far, no blood has been spilled for the new Dobruja. And no conquest has ever been made without blood!"⁴³. The epilogue was going to follow after only

⁴⁰ *Ibidem*, 63281, 12.06.1916.

⁴¹ Haus-, Hof- und Staatsarchiv, Ministerium des Äußern, AR, F52 Staaten R 96, 6845\ 28.06.1916.

⁴² Sibiu ASTRA Library, Special Collections, Mircea Russu Şirianu, *Mon journal*.

⁴³ Mircea Russu Şirianu, *O nouă alianță*, in "Românul", III, no. 30, Arad, 7/20 February 1914, p. 1.

two years and a half, when Mircea Russu Șirianu died during the confrontation with the Bulgarian troops in Turtucaia.

At the end of the presentation of the Șirianu case, there are some observations that need to be made. The Great War, the “total war” meant also instituting a “total propaganda”, in which the part reserved to the press became essential in the strategic field. In this national mobilization caused by the military conflict, journalists represented some of the most powerful intermediaries between the political institutions and the people. Not by chance, in a state that declared its neutrality, this sector became highly important to the belligerent blocks that were directly interested to put pressure on political decision makers by means of the press.

The reports issued during the neutrality period by the Austro-Hungarian Minister in Bucharest, Count Czernin, were constantly warning about a new factor inserted into the Romanian-Austro-Hungarian relations: a public opinion that was hostile towards Vienna, but especially towards Budapest⁴⁴. For the Dual Monarchy, war meant also the challenge of controlling the public space by all possible means. The way in which the Austro-Hungarian information structures reacted in the Șirianu case should be placed in the larger context of some vulnerabilities that had appeared inside these departments⁴⁵; the fear regarding the spreading of the enemy nationalist propagandas forced them to react in a precipitated way, especially towards journalists, who were the representatives of a strategic segment for the fate of the war. Political and military structures realized already in the summer of 1914 that the developing war was fought not only on the battle field, but represented also a competition for imposing a dominant vision concerning the conflict, which could decisively turn the balance⁴⁶.

Public intellectuals like Șirianu, those who formulate projects with an impact on their societies, who produce “maps of collective identity”⁴⁷ become disturbing for the belligerent block that is directly attacked in the lines of their articles. Mircea Russu Șirianu represented a threat to the security structures at the top of the Monarchy because he managed to render a European dimension to the Romanian national cause. Through his many connections, he became a nationalist agitator who internationalized his cause, his visibility being highly enhanced compared to that of the old propagandists, for whom the public represented just the mass of subscribers to “Universal”.

⁴⁴ Ioan Ardeleanu et al. (ed.), *1918 la români. Desăvârșirea unității național-statale a poporului român*, vol. I, Bucharest, Editura Științifică și Enciclopedică, 1983, pp. 373–383; 390–391.

⁴⁵ Mark Cornwall, *Disintegration and Defeat. The Austro-Hungarian Revolution*, in *The Last Years of Austria-Hungary: A Multi-National Experiment in Early Twentieth-Century Europe*, Mark Cornwall (ed.), II, 2002, Exeter, Exeter University Press, p. 169.

⁴⁶ Matthias Karmasin, Gabriele Melischek, Josef Seethaler, *Preface*, in *Seeling War. The Role of the Mass Media in Hostile Conflicts from World War I to the “War on Terror”*, M. Karmasin, G. Melischek, J. Seethaler (ed.), Chicago, Bristol, 2013, p. XI.

⁴⁷ John Hutchinson, *Ethnicity and Modern Nations*, in “Ethnic and Racial Studies”, vol. 23, no. 4, Routledge, 2000, p. 655.

In the context in which the whole diplomatic correspondence of Prime Minister Tisza István regarding the negotiations with Romania during the neutrality period was focusing on separating “the Romanian issue” from “the Transylvanian issue”⁴⁸, one can sense the impact of a book like that signed by Mircea Russu Șirianu, published in the Parisian milieu. The action he initiated in France can be included into the scenario of the “cold war”, of the ideological war prepared by Italy and Romania against Austro-Hungary already during the neutrality period⁴⁹.

Mircea Russu Șirianu is a character gravitating around several power centers (R.N.P., N.L.P., i.e. the National Liberal Party, the French cultural and political media) that can raise some suspicions regarding the personal motivations of his endeavors during war years. There is no doubt about the fact that he was a journalist with propagandistic vocation, benefiting from a powerful paternal heritage in this regard. Nevertheless, the protection provided to him by the above-mentioned political areas cannot be ignored. Although the diary is constructed in a sufficiently encoded manner so that it does not allow for clear associations, reading between the lines of his notes and some archive documents still reveals a few hints about his missions. A letter he sent to the Romanian Legation in Vienna during his detention reveals the network of political endorsers of the recent doctoral graduate: “You know me well, and I can be also recommended by Mister I.G. Duca, Minister of Public Instruction, Mister Victor Verzea, Mr. C. Coșescu from the Ministry of Foreign Affairs, Mr. Em. Antonescu, university professor, who was my professor, and many other persons who know me in Bucharest, or His Excellency, Minister Lahovary, Romania’s Minister to Paris”⁵⁰.

His incursions into the zone of French politics, the familiarity with Romanian decision makers and their frequent meetings with the former prisoner may suggest that his actions are situated in the region of “soft diplomacy”, representing a more or less discreet message extension of some political and diplomatic instances. On the other hand, we have to outline the persistence of Mircea Russu Șirianu’s ideational project, whose political options remain between the same coordinates along the entire duration of his journalistic activity. For all these reasons, Mircea Russu Șirianu represents a case that is relevant for the way in which in a war context the category of the intellectual with multiple agendas chooses to act. At a macro level, “the Șirianu incident” represents another litmus test for the Romanian-Austro-Hungarian diplomatic relations, whose increasing deterioration seems impossible to avoid at the horizon of 1916.

⁴⁸ István Tiza, *Count Stephen Tisza, Prime Minister of Hungary: Letters (1914–1916)*, Peter Lang Publishing, 1991.

⁴⁹ Hannes Leidinger, *The Case of Alfred Redl and the Situation of Austro-Hungarian Military Intelligence on the Eve of World War I, in 1914: Austria-Hungary: The Origins and the First Year of World War I*, Günter Bischof; Ferdinand Karhofer (ed.), Innsbruck University Press, 2014, p. 37.

⁵⁰ A.M.A.E., Fond 71–1914 E1, Diverse 1914–1924, vol. 149, f. 110.

L'ENTRÉE DANS LA GRANDE GUERRE DE ROUMANIE. CAUSES ET CONSÉQUENCES

LA ROUMANIE ET LA PREMIÈRE GUERRE. DU DÉCLENCHEMENT DE LA CONFLAGRATION À L'ENTRÉE EN GUERRE ET LES OPÉRATIONS DE 1916 SUR LE FRONT ROUMAIN

DAN BERINDEI
Membre de l'Académie Roumaine

L'État national roumain s'était formé en 1859 par la double élection du colonel Alexandre Jean Cuza, en tant que prince régnant de la Moldavie et ensuite de la Valachie, deux principautés formées dès le XIV^e qui groupaient environ deux tiers des Roumains. Le Congrès de Paris de 1856 et ensuite la Convention de Paris de 1858, conclue entre les sept grandes puissances européennes, avaient soumis ces Principautés Unies qui se trouvaient sous la suzeraineté de la Sublime Porte à leur garantie collective. Au fond, il s'agissait d'un interlude, car l'objectif national des Roumains était celui d'une pleine indépendance. L'obtention de cette nouvelle phase de l'existence de l'État roumain fut favorisée par l'autonomie dont bénéficiaient les deux principautés, ce qui les avait protégées des immixtions de l'Empire ottoman. Pendant des siècles elles avaient pu conserver leurs princes régnants, leur classe dominante – les boyards –, leur croyance (les mosquées ne pouvaient pas être construites sur le sol moldave ou valaque), mais aussi jusqu'au XVIII^e siècle leurs armées et même leur activité diplomatique.

Le divorce final de la Sublime Porte fut préparé par le traité de 1856, ainsi que par le processus intense de modernisation du règne du prince Cuza et ensuite, à partir de 1866 de celui du prince Carol de Hohenzollern-Sigmaringen. Les Principautés Unies ou la Roumanie, dénomination utilisée par les Roumains eux-mêmes, continua son développement. En 1877 elle participa à la guerre russo-turque et elle obtint du Congrès de Berlin en 1878 la reconnaissance de son indépendance, ainsi que la province de la Dobroudja, prise à la Valachie par les Ottomans au XV^e siècle; elle avait maintenant assuré son accès aux mers du monde, en détenant aussi les bouches du Danube.

L'ascension progressive du pays eut lieu. Les graines roumaines à l'époque étaient très recherchées et en même temps s'intensifia l'exploitation du pétrole dans une telle mesure qu'à la veille de la Première Guerre mondiale la Roumanie était devenue le quatrième pays producteur (après la Russie, les États-Unis et le Mexique). Ce furent surtout ces deux produits qui assurèrent au pays la base matérielle de son développement et en premier lieu sa modernisation (entre autres: un réseau de chemins de fer, le pont moderne construit à Cernavoda reliant les deux rives du Danube, mais

aussi les édifices construites dans les principales villes et surtout dans la capitale devenue un « petit Paris »). Parmi les pays qui avaient gagné leur indépendance dans l'Europe du Sud-Est en commençant avec la Grèce et en continuant lors du traité de Berlin par la Serbie et le Monténégro, la Roumanie représentait la construction étatique la plus ancienne. Elle occupait aussi la première place en ce qui concerne le nombre de sa population, le développement et le niveau de la production agricole, sa dotation en chemins de fer, le début de son industrie moderne, le développement et la dotation de l'armée, l'affirmation d'une vie culturelle. Elle bénéficiait aussi d'une grande stabilité. Le roi – un titre qu'il avait pris en 1881 avec le consentement des dynasties européennes – Carol régnait depuis plus de quatre décennies tandis que dans les pays balkaniques – sauf le Monténégro – on avait assisté à des renversements et des coups d'État¹.

Les deux guerres balkaniques ont représenté en 1912–1913 un prélude de la guerre mondiale². Le traité de Bucarest d'août 1913 avait réinstallé la paix, mais la grande guerre allait se déclencher toujours dans la zone à la suite de l'attentat de Sarajevo. Les deux systèmes d'alliance – la Triple Alliance et l'Entente – se sont affrontés. Toutefois, la Triple Alliance ne fonctionna pas d'une manière complète, car l'Italie n'entra pas en guerre du côté de ses alliés et allait passer dans l'autre camp en 1915. En ce qui concerne la Roumanie, le processus fut aussi en bonne partie similaire. En 1883 elle avait adhéré à la Triple Alliance en voulant sortir de l'isolement³, surtout qu'après le traité de Berlin qui lui avait reconnu l'indépendance ses rapports avec la Russie avaient pris une tournure délicate, car l'Empire du tzar, bénéficiant du consentement des autres grandes puissances, lui avait repris le sud de la Bessarabie qu'en 1856 avait été rendu à la principauté de Moldavie. La défaite de la France en 1870–1871 avait déterminé un recul dans sa présence si active au Sud-Est de l'Europe pendant le règne de l'empereur Napoléon III. À cela s'est ajouté évidemment aussi la présence sur le trône roumain d'un prince allemand. Mais d'un autre côté l'adhésion à ce groupe de puissances a posé des problèmes compliqués, vu les tensions de la Roumanie et de l'Autriche-Hongrie. Il s'agissait de contradictions économiques, quoique leurs rapports fussent des plus intenses, qui allaient conduire à un moment même à une guerre douanière, du problème du Danube, la Roumanie s'opposant à la tentative de Vienne qui visait d'obtenir une prééminence incontestée, et surtout du problème des Roumains sujets du royaume de Hongrie.

C'était à ce sujet que le « mariage de raison » de la Roumanie avec la Triple Alliance portait en lui-même les causes de son échec. Dès le XVIII^e siècle avait été initié le processus compliqué par lequel était envisagé la constitution d'une Roumanie,

¹ Voir des détails dans *Istoria românilor* (Histoire des Roumains), Bucarest, 2014, vol. I, tome I (sous presse).

² Voir le volume *Les guerres balkaniques 1912–1913*, coordonné par Jean-Paul Bled et Jean-Pierre Deschodt, Paris-Sorbonne, PUPS, 2014.

³ Des détails dans *Istoria românilor* (Histoire des Roumains, Bucarest, Académie Roumaine, 2014, vol. VII, tome II.

État rassemblant l'ensemble des Roumains qui se trouvaient dans les deux principautés roumaines soumises à la domination du sultan, mais aussi au-delà de celles-ci dans les provinces soumises aux empires limitrophes. Ce processus allait de pair et en concurrence à celui visant au contraire une complète intégration de ces territoires dans le cadre des empires. C'était presque une lutte entre David et Goliath! Toutefois pendant le XIX^e siècle avaient été réalisés des objectifs essentiels: l'unification de la Moldavie et de la Valachie, les débuts d'une modernisation et d'une intégration « européenne » et l'indépendance.

L'adhésion à la Triple Alliance que le premier ministre Jean Brătianu aurait désiré être conclue seulement avec l'Allemagne, ce qui ne fut pas accepté par Bismarck, eut lieu donc en 1883, mais en même temps elle resta secrète, dans le coffre-fort du roi Carol, n'étant connue que par quelques hommes politiques considérés par le monarque non opposés à cette alliance. Cela posa des problèmes lors des renouvellements du traité qui imposèrent même des changements de gouvernements. Ces renouvellements eurent lieu au cours de trois décennies, le dernier même en 1913, les partenaires étant conscients de son caractère relatif.

Les tensions avec l'Autriche-Hongrie furent causées par la politique du gouvernement hongrois visant ses sujets roumains et par l'impuissance des deux parties à trouver une solution. Elles furent accentuées pendant la crise balkanique de 1912–1913, quand le soutien de l'Autriche-Hongrie fut accordé surtout à la Bulgarie et par le fait que le règlement du conflit revint aux pays concernés, échouant les tentatives de l'Autriche-Hongrie visant sa propre immixtion diplomatique. Cependant, l'adhésion de la Roumanie lui imposait de s'encadrer dans l'alliance de 1883. Le problème était devenu délicat et à cela s'ajoutait le fait que le vieux roi se considérait responsable du problème. Seulement deux années manquaient en été 1914 à ce long règne pour fêter son demi-centenaire. Le roi Carol avait réussi non seulement à se maintenir, ce qui était bien rare dans la zone, mais aussi il avait contribué d'une manière substantielle à l'ascension du pays, tout en respectant la Constitution. La Roumanie s'imposait parmi les petits pays indépendants de l'Europe du Sud-Est et bénéficiait également à la veille de la grande conflagration d'un niveau de développement économique, évidemment dans les limites de la zone à laquelle elle appartenait.

La France et son attitude eurent un rôle déterminant à l'évolution de la politique extérieure roumaine. Les tensions avec l'Autriche-Hongrie ont contribué au progressif refroidissement des rapports austro-hongrois-roumains, dû tant au problème de la Transylvanie qu'aux conséquences du traité de Bucarest d'août 1913. Mais, en parallèle, eut lieu une contre-offensive diplomatique de la France avec des effets bien visibles, surtout qu'elle avait lieu sur un terrain traditionnellement favorable et que le changement de gouvernement de janvier 1914 par lequel Jean J. Brătianu et les libéraux étaient arrivés au pouvoir la favorisait. Tandis que Brătianu a ouvert le débat concernant une nouvelle réforme agraire et aussi l'introduction du suffrage universel, ce qui allait être approuvé par la Chambre et le Sénat en mars 1914, mais

réalisé seulement après la guerre, la France a déclenché son opération de rapprochement. Lors d'une réception diplomatique de janvier, le ministre des Affaires étrangères G. Doumergue se montra très affable avec Alexandre Lahovary, le ministre plénipotentiaire roumain⁴. Toujours en janvier 1914 fut constitué à Paris le Comité franco-roumain sous la présidence de Lacour-Gayet, qui en avril 1914 allait proposer l'historien Alexandre D. Xenopol en tant que membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques⁵.

En Roumanie, l'activité de la Ligue Culturelle s'intensifia avec la contribution d'hommes politiques marquants appartenant à plusieurs partis. En plus, cette société se fixa en tant qu'objectif non seulement l'unité culturelle, mais en premier lieu l'unité politique de tous les Roumains⁶. Le courant hostile aux Puissances centrales et favorable à un changement d'orientation s'intensifiait. L'attitude changée de la Russie y contribua. Le 1/14 juin eut lieu à Constanța la visite du tzar et de sa famille et même fut envisagé un mariage du prince Carol avec la grande duchesse Olga⁷.

Les événements se précipitaient. Le 16/29 juin arriva à Bucarest la triste nouvelle de l'attentat de Sarajevo. L'opinion publique se montrait hostile à l'Autriche-Hongrie et vis-à-vis de ses plans concernant la Serbie. Le roi lui-même dut déclarer à Waldburg, le chargé d'affaires d'Allemagne, que tenant compte de l'hostilité existante la Roumanie ne pourrait pas remplir ses « obligations d'alliance »⁸, réserve qu'il exprima aussi à Czernin⁹. Toutefois, Guillaume II s'efforçait à convaincre François Joseph le 1/14 juillet que la Roumanie allait rester fidèle à l'alliance avec les Puissances Centrales¹⁰. De Saint-Petersbourg, le représentant roumain relatait à son tour que Sazonov lui avait demandé que la Roumanie intervînt aussi à Vienne non seulement à Belgrade en faveur d'une attitude modérée¹¹.

Toutefois le déclenchement de la guerre était proche et inévitable. Le 12/25 juillet les rapports diplomatiques de Vienne et Belgrade furent rompus et le 15/28 juillet l'Autriche-Hongrie déclara la guerre à la Serbie¹². Quant à l'Allemagne elle allait le faire à la Russie le 19 juillet/1^{er} août et à la France le 21 juillet/3 août. Le

⁴ Le rapport d'Alexandre Em. Lahovary du 16 janvier 1914, apud Anastasie Iordache, *Reorientarea politică a României și neutralitatea armată 1914–1916* (La réorientation politique de la Roumanie et la neutralité armée 1914–1916), Bucarest, Éditions Paideia, 1998, p. 59.

⁵ Vasile Vesa, *România și Franța la începutul secolului al XX-lea, 1900–1916*, Cluj-Napoca, Éditions Dacia, 1975, p. 56–57.

⁶ Vasile Netea et C.Gh. Marinescu, *Liga Culturală și unirea Transilvaniei cu România* (La Ligue Culturelle et l'union de la Transylvanie à la Roumanie), Iași, 1978, p. 252–253.

⁷ Voir Ester Uribes, *La rencontre de Constanța du 14 juin 1914*, dans « Revue Roumaine d'Histoire », VII (1968), no 2, p. 233–246.

⁸ *Documents allemands relatifs à l'origine de la Guerre*, Paris, 1922, tome I, p. 78–83.

⁹ *Documents diplomatiques concernant les rapports entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie, 22 juillet 1914 – 21 août 1916*, Vienne, 1916, p. 3.

¹⁰ *Documents allemands...*, tome I, p. 58–60.

¹¹ Télégramme de C. Diamandy à I.I.C.Brătianu du 11/24 juillet 1914, apud Anastasie Iordache, *op. cit.*, p. 86.

¹² *Ibidem*, p. 87.

19 juillet/1^{er} août François Joseph adressa un télégramme à Carol I^{er} lui demandant d'ordonner à son armée à prendre les armes aux côtés de ses alliés¹³. Mais vu les circonstances existantes, c'était une démarche irréaliste. Entre temps, la Russie avait fait la proposition à la Roumanie de conclure une convention promettant des « concessions »¹⁴, tandis que R. Poincaré le président de la France déclarait à Izvolski, le représentant de la Russie à Paris, qu'on devait promettre la Transylvanie à la Roumanie¹⁵.

Le premier ministre Brătianu était prudent et habile en assurant ce difficile passage progressif d'un système d'alliance à un autre. Le moment décisif fut le Conseil de couronne du 21 juillet/3 août 1914¹⁶. Ce fut aussi le moment où les cartes furent dévoilées. Le roi se trouvait dans une situation extrêmement délicate. Jusqu'alors il avait su au long des décennies diriger les jeux, mais cette fois-ci il se trouvait devant une embuscade, pratiquement presque seul contre tous! Presque un demi-siècle s'était écoulé depuis son arrivée dans sa nouvelle patrie, mais jamais il ne s'était trouvé dans une situation pareille. Il était né allemand, avait la fierté de sa famille princière, croyait dans le caractère invincible de l'ascension de l'Allemagne, mais il avait aussi compris les problèmes de sa nouvelle patrie et voulait la servir.

En vérité, c'était maintenant Jean Brătianu qui menait le jeu. Le vieux roi se trouva dans une situation des plus pénibles. Il présenta aux participants, tant membres du gouvernement que de l'opposition, les traités conclus avec la Triple Alliance et plaida pour l'entrée en guerre aux côtés des Puissances Centrales. Sauf le conservateur Petre Carp qui a soutenu le monarque, tous les participants se sont prononcés pour la neutralité, en s'appuyant d'ailleurs sur les clauses du traité invoqué par le roi qui imposait l'entrée en guerre seulement s'il s'agissait d'une agression¹⁷, or l'agresseur dans le cas existant était l'Autriche-Hongrie et le pays agressé était la Serbie! Le vieux roi se trouva dans une situation des plus pénibles. Le conservateur Jean Lahovary accusa même l'Autriche qu'elle avait provoqué la guerre « pour détruire l'équilibre balkanique créé par la paix de Bucarest » de 1913¹⁸. Les élites politiques avec lesquelles il avait collaboré tant de décennies et auxquelles il s'était toujours imposé ne suivaient plus le roi. À son tour, le premier ministre a soutenu l'idée de la neutralité, en invoquant aussi le fait, en tant qu'argument, que les alliés ne s'étaient même pas

¹³ Apud *Ibidem*, p. 89.

¹⁴ Télégramme de S.D. Sazonov à Poklevski Kosiell du 16/29 juillet 1914, *Documents diplomatiques secrets russes*, traduits du russe par I. Polonsky, Paris, 1928, p. 167 et Anastasie Iordache, *op.cit.*, p. 92.

¹⁵ *Documents diplomatiques secrets russes...*, p. 170 et Anastasie Iordache, *op.cit.*, p. 96.

¹⁶ Ion Mamina, *Consilii de Coroană* (Conseils de couronne), Bucarest, 1997, p. 32–52; très importants sont les souvenirs de I.G. Duca, l'un des participants au Conseil de Sinaia (I.G. Duca, *Amintiri politice* (Souvenirs politiques), Munich 1981, vol. I, p. 51–62.

¹⁷ L'article 2 du traité renouvelé le 5/18 février 1913 stipulait les conditions d'un *casus foederis* (le texte dans N. Daşcovici, *Interesele și drepturile României în texte de drept internațional public* (Les intérêts et les droits de la Roumanie dans des textes de droit international public), Iași, 1936, p. 6–7).

¹⁸ I.G. Duca, *op.cit.*, vol. I, p. 55.

efforcés de communiquer au préalable à la Roumanie la grave décision qu'ils avaient prise¹⁹. À un moment, en coup de théâtre, préparé par Brătianu, on apporta le télégramme annonçant que l'Italie s'était prononcée pour la neutralité. Le roi lui-même réalisa que sa position était devenue insoutenable. Sauf Carp, tous les représentants des conservateurs, comme ceux des libéraux s'étaient prononcés en faveur de la neutralité. Le monarque constata avec regret la position des membres du Conseil et il déclara cependant se soumettre à cette option, quoique il fût d'opinion contraire. Comme Jean Duca, l'un des dirigeants libéraux l'a remarqué, « le vieux roi assistait à la démolition de son œuvre de 39 ans »²⁰.

On avait donc adopté la formule de l'expectative armée, proposée par le chef des conservateurs démocrates Take Ionescu²¹. Le pays se trouvait dans un état d'effervescence, le courant favorable à l'Entente était dominant, en dépit des efforts de la propagande des Puissances Centrales et surtout de l'Allemagne. Les manifestations et les meetings se succédaient et à ce propos les rapports de police et de la Sûreté générale signalaient un vrai état d'effervescence et même une hostilité qui se manifestait à l'égard du vieux roi²², ce qui était aussi confirmé en septembre par un rapport de Jakoby Moses Mor, l'agent de l'Autriche-Hongrie, qui montrait que « l'opinion publique de Roumanie, est, sans différence de parti, contre nous et les cercles officiels font peu de choses contre l'état d'esprit de la population »²³. D'ailleurs non par hasard Blondel, le ministre plénipotentiaire de la France, avait rapporté le 14 août que « les militaires et les civils, officiers et fonctionnaires, ne se gênent pas se déclarer ouvertement et à vive voix en faveur de la France » et que « la majorité du peuple et sans réserve de notre côté »²⁴.

Les Puissances Centrales s'efforcèrent aussi à déployer leur propagande. Des journaux furent achetés, mais toutefois cette propagande n'eut que des résultats bien faibles, car le contre-courant, favorable à l'Entente, était évidemment plus fort, ce qui se manifesta par l'adhésion de personnalités marquantes et par l'attitude des plus importants organes de la presse.

La Roumanie occupait en Europe du Sud-Est une position géopolitique importante quand au déroulement des événements, non seulement si on prenait en considération les aspects militaires, mais aussi pour ce qui était l'attitude qu'allait adopter d'autres pays de la zone. En plus, sur le plan économique tant les grains roumains et surtout le pétrole jouaient un rôle essentiel. Donc des deux camps les efforts furent incessants visant à déterminer un alignement de la Roumanie de leur côté. Même des lettres de menace furent adressées au vieux roi, considéré responsable

¹⁹ *Ibidem*, p. 57.

²⁰ *Ibidem*, p. 59.

²¹ *Ibidem*, p. 57; Anastasie Iordache, *op. cit.*, p. 109.

²² Vasile Vesa, *op. cit.*, p. 69–70.

²³ *Ibidem*, p. 72.

²⁴ *Ibidem*, p. 70.

du non-passage ferme du pays du côté de l'Entente²⁵. Significatif était aussi la probabilité signalée dans les rapports militaires roumains concernant les massives désertions qui allaient se produire au cas d'une entrée en guerre aux côtés de l'Autriche-Hongrie²⁶.

Le gouvernement s'efforçait à se maintenir dans les limites fixées le 21 juillet/3 août à Sinaia, le roi se trouvait en défensive et mi-septembre la bataille de Marne lui montra que ses convictions concernant l'invincibilité de l'armée allemande étaient relatives. La réaction des Puissances Centrales qui acceptèrent la décision du Conseil de couronne de Sinaia calma en partie au moins les remords du souverain. Berchthold télégraphia à Czernin le 22 juillet/4 août 1914 que les Puissances Centrales continuaient « à considérer la Roumanie comme leur alliée »²⁷.

L'Italie suivait une ligne similaire à celle de la Roumanie, ce qui se concrétisa aussi dans un accord du 10/23 septembre, signé par Brătianu et le baron Fasciotti, par lequel les deux pays s'engagèrent à adopter une attitude commune à l'avenir se basant sur des consultations réciproques²⁸. Du rang de l'Entente, la Russie essaya à déterminer l'entrée en guerre de la Roumanie du côté de l'Entente, en août 1914, en lui offrant d'occuper la Bucovine et ensuite elle fit même la promesse de la Transylvanie, mais en septembre elle arriva à la conclusion qu'un accord garantissant pour le moment un état de neutralité était préférable. On arriva à cet accord que le roi lui-même accepta²⁹, par lequel la Russie reconnaissait à la Roumanie le droit d'inclure dans ses frontières les provinces à majorité roumaine de l'Autriche-Hongrie, Bucarest s'engageant en échange à garder une neutralité bienveillante et à passer à l'action au moment considéré par lui comme opportun. Un échange de lettres de Sazonov et C. Diamandy, le ministre plénipotentiaire roumain à Saint-Pétersbourg du 1^{er} octobre concrétisa cet accord³⁰. L'accord avec l'Italie et celui avec la Russie montraient clairement quelles étaient les perspectives dans un proche avenir.

Le gouvernement et surtout le premier ministre Brătianu adoptèrent toutefois, dès l'automne 1914, une position qui ne trahissait pas leurs options en faveur d'un ou de l'autre des deux blocs. La neutralité allait être maintenue encore deux ans. Jean Brătianu avait adopté la même position de 1875 à 1877 et l'exemple du père fut suivi par son fils qui tenait compte des risques d'un engagement en action

²⁵ *Ibidem*, p. 72.

²⁶ *Ibidem*, p. 73.

²⁷ *Documents diplomatiques concernant les rapports de l'Autriche-Hongrie et de la Roumanie...*, p. 4.

²⁸ Anastasie Iordache, *op. cit.*, p. 125.

²⁹ I.G. Duca, *op. cit.*, p. 72.

³⁰ Émile Leloy, *Les documents secrets des archives du Ministère des Affaires Étrangères de Russie publiés par les bolcheviks*, Paris, 1919, p. 106–107; *Războiul României. Documente oficiale*, Bucarest, 1921, p. 85; voir aussi Anastasie Iordache, *Înceierea acordului româno-rus din 18 septembrie – 1 octombrie 1914. Însemnăteaa și consecințele sale* (La conclusion de l'accord roumaino-russe du 18 septembre/1^{er} octobre. Son importance et ses conséquences), dans « *Revista de Istorie* », Bucarest, XXIX (1976), no 1, p. 49–62.

prématurée. Mais parallèlement un long processus de négociation avait été déclenché et il fut continué jusqu'en août 1916.

Une dizaine de jours après l'accord réalisé avec la Russie, le roi Carol est mort, ce qui dégaugea les perspectives du pays. Sa fin a été provoquée sans doute par ce qui s'était passé. Son neveu et successeur, le prince Ferdinand, marié à une princesse anglaise, adopta une autre position que son oncle. Né aussi allemand, il accepta pleinement le sens que Brătianu imprimait à son pays et qui correspondait aux intérêts et aux sentiments des Roumains et il allait servir avec dévouement la cause de sa nouvelle patrie.

Les événements dévoilaient, même si les ententes réalisées n'étaient pas publiques, que d'une manière ou d'une autre la Roumanie allait être impliquée dans la terrible conflagration qui s'était déclenchée. Pour le moment, cependant, elle s'était engagée dans un état de neutralité et celui-ci allait durer encore deux ans, étape où se sont déroulées des luttes politiques, des négociations et évidemment des préparatifs, surtout dans les conditions de relatif isolement dans lequel se trouvait le pays, ce qui lui imposait beaucoup de prudence. L'état de guerre arrivera ensuite aussi et les épreuves par lesquelles passa la Roumanie furent extrêmement dures.

Le premier ministre Brătianu sut utiliser les deux années de neutralité au bénéfice de sa patrie avec efficacité et discrétion. Le principal gain fut le prolongement de l'état de paix, car Brătianu tout en étant décidé d'entrer en guerre du côté des adversaires de l'Autriche-Hongrie, était conscient des périls que la Roumanie risquait en participant à la conflagration, isolée des grands puissances alliées de l'Occident et ne pouvant se baser que sur le concours incertain de la Russie. En plus, chaque jour de paix gagné signifiait moins de sacrifices. Il sut garder une discrétion absolue, même envers ses proches et il résista avec habileté aux pressions de la majorité de l'opinion publique qui se prononçait en faveur de l'immédiate entrée en guerre. En réalité, il le désirait aussi, mais il voulait prolonger un état de neutralité qui ajoutait des jours de paix au bénéfice de son pays, en prolongeant en même temps la période de négociation avec les grandes puissances adversaires des Puissances centrales afin d'obtenir le meilleur traité d'alliance.

Après le Conseil de Couronne de juillet la Roumanie s'est située sur une position de neutralité active et d'expectative armée, Brătianu commençant le jeu habile entre les deux groupements de puissances qui s'affrontaient. Il a su ne pas dévoiler ses intentions finales, il a continué ses efforts afin de doter l'armée roumaine et en même temps s'est engagé dans un processus de négociation qui allait durer quelques années, mais qu'il considérait à juste raison indispensable. Il se rendait bien compte que chaque puissance poursuivait ses propres objectifs et que le sort des revendications de son petit pays ne pouvait pas être laissé aux bon vouloir des « grands ».

Entre temps, le mouvement national en faveur de l'entrée en guerre ayant l'objectif de la libération des provinces à majorité roumaine de l'Autriche-Hongrie s'accroissait. Les hommes politiques se groupaient dans l'un ou l'autre des deux camps, la majorité se situait comme l'opinion publique du côté de l'Entente. Les

conservateurs s'étaient divisés, un groupement autour de Nicolae Filipescu en soutenant l'Entente et la même position était celle des conservateurs-démocrates de Take Ionescu, tandis que Petre Carp soutenait avec intransigeance l'alliance avec l'Allemagne en invoquant le danger que représentait la Russie. Du côté des libéraux seulement le bessarabien Constantin Stere, recteur de l'Université de Jassy, se situait sur une position favorable aux Puissances Centrales. La Ligue Culturelle avait adopté la nouvelle dénomination de *Ligue pour l'unité politique de tous les Roumains*, en choisissant en tant que président le chanoine transylvain Vasile Lucaci³¹ et Filipescu organisa l'*Action nationale* qui militait pour une entrée immédiate en guerre aux côtés de l'Entente.

Le gouvernement et surtout le premier ministre Brătianu adoptèrent toutefois, dès l'automne 1914, une position qui ne trahissait pas l'option finale entre l'un ou l'autre des deux blocs. La neutralité allait être maintenue encore deux ans. Jean Brătianu avait adopté la même position de 1875 à 1877 et l'exemple du père fut suivi par son fils qui tenait compte des risques d'un engagement en action prématurée. Mais parallèlement un long processus de négociation avait été déclenché et il fut continué jusqu'en août 1916, quand on arriva à une entente finale avec l'Entente. Après cela la guerre passera à l'ordre du jour et la Roumanie allait y être directement impliquée, en passant par des épreuves extrêmement dures.

Entre temps, la guerre avait suivi son cours, mais ses résultats n'étaient pas ceux qu'on attendait des deux côtés. Il était devenu évident que la conflagration allait encore durer. Quant à Brătianu, il poursuivait le chemin qu'il s'était tracé en évitant une action prématurée, tout en continuant en 1915 de doter l'armée avec un budget sensiblement augmenté³² et surtout en continuant les négociations avec les grandes puissances de l'Entente. À leur tour, celles-ci avaient exercé des pressions afin de déterminer la Roumanie à l'action.

La guerre était devenue progressivement mondiale et l'Europe du Sud-Est y fut présente. En automne 1914 la Turquie fermait les Détroits et après cela entra en guerre du côté des Puissances centrales, en automne 1915 viendra le tour de la Bulgarie³³. Dans sa zone géopolitique seulement la Serbie luttait contre les Puissances centrales. Toutefois, la Roumanie tout en gardant sa position de neutralité préparait aussi son entrée en guerre, mais son premier ministre ne dévoilait pas ouvertement son jeu et surtout négociant avec décision avec les partenaires qu'il avait choisi, tandis que ceux-ci à leur tour cherchaient à déterminer l'entrée en guerre du gouvernement roumain en tenant compte en premier lieu de leurs propres intérêts.

Entre temps, la pression intérieure existait aussi. Mais Brătianu restait inébranlable, chaque jour qui passait étant au bénéfice d'une augmentation du niveau

³¹ Vasile Netea și C.Gh. Marinescu, *Liga Culturală și unirea Transilvaniei cu România*, București, 1978, p. 252–253.

³² Ion Agrigoroaiei et Anastasie Iordache, *România în anii Primului Război Mondial*, dans *Istoria românilor*, II^e édition, București, vol.VII/2, p. 672.

³³ *Ibidem*, p. 677.

de préparation de l'armée et aussi du progrès des négociations qui devaient assurer l'avenir du pays. En même temps, la Roumanie étant encore neutre pouvait poursuivre ses relations commerciales des deux côtés au bénéfice de ses finances.

Toutefois, l'évolution de la guerre détermina une augmentation des pressions en vue de la participation de la Roumanie au conflit. Celles-ci étaient provoquées tant par les problèmes du front de Verdun que de celles du front russe de Pologne. Une intervention roumaine aurait dégagé les zones de conflit de la pression des armées des Puissances centrales. À son tour, Brătianu refusait d'impliquer son pays dans la conflagration sans avoir reçu au préalable l'engagement de ses alliés par rapport aux revendications roumaines et un plein soutien militaire.

Quand le 9 juillet 1915 Sazonov demanda l'entrée en guerre de la Roumanie dans cinq semaines, Brătianu conditionna l'implication de son pays de la conclusion du traité politique par lequel les grands alliés reconnaissent les nouvelles frontières de l'État roumain ainsi que d'une convention militaire³⁴. Les négociations allaient encore traîner et entre temps, la situation du front de l'Ouest imposa également l'intervention roumaine, cette fois-ci demandée par la France, soumise en février 1916 à la puissante offensive allemande de Verdun. C'est ainsi qu'on arriva dans ce long processus de négociation au moment de la signature des documents le 4/17 août 1916. Auparavant, Maurice Paléologue avait sommé la Roumanie d'entrer en guerre afin de ne pas rater l'occasion « de devenir un grand peuple par l'union de tous ses fils »³⁵.

La Roumanie s'engageait d'entrer en guerre le 14/27 août 1916. Le 12/25 août, aux insistances de la France, la Russie avait accepté l'engagement que les territoires majoritairement roumains de l'Autriche-Hongrie fussent réunis à l'État roumain. En même temps, par la convention militaire les Alliés s'engageaient à fournir à la Roumanie minimum 300 tonnes par jour de munitions et de matériel de guerre³⁶. Le 14/27 août, un dimanche, se réunit le Conseil de Couronne à Sinaia qui décida l'entrée en guerre. La déclaration fut faite à Vienne dès le même soir et dès la même nuit l'armée roumaine déclencha l'offensive en Transylvanie. Devant les membres de l'Académie Roumaine, l'écrivain Barbu Ștefănescu-Delavrancea précisa que l'entrée en guerre poursuivait en tant qu'objectif l'union avec nos frères de Transylvanie, du Banat et de Bucovine³⁷. Les dés étaient jetés. La grande aventure avec tous ses sacrifices et ses souffrances commençait pour la Roumanie.

Ce fut un moment important dans le déroulement général de la guerre. L'entrée en guerre de l'armée roumaine contribua à affaiblir les forces des Puissances centrales sur le front français et sur le front russe. Successivement, vont arriver sur

³⁴ Victor Atanasiu, Anastase Iordache, Mircea Iosa și Ion M. Oprea, Paul Oprescu, *România în Primul Război Mondial*, București, 1979, p. 119–120.

³⁵ Maurice Paléologue, *La Russie des Tsars pendant la Grande Guerre*, Paris, s.a., vol. II, p. 312–313.

³⁶ Ion Agrigoroaiei et Anastasie Iordache, *op.cit.*, dans *Istoria românilor*, ediția II-a, București, vol. VII/2, p. 684–685.

³⁷ Barbu Ștefănescu-Delavrancea, *Războiul și datoria noastră*. București, 1916, p. 27.

le front roumain 40 divisions ennemies, dont 18 allemandes³⁸. La contribution roumaine au renforcement des positions de ses grands Alliés fut évidente. Dans l'armée roumaine se trouvaient au moment du déclenchement des opérations 813 758 soldats et une vingtaine de mille d'officiers, en plus on formait une réserve de plus de 400 000 hommes³⁹. Mais le front qu'on devait défendre était très long, environ 1 200 Km et en plus le pays devait faire face à quatre adversaires, deux étant des grandes puissances. Les opérations visant l'ouverture promise du front de Salonique furent retardées et se transformèrent dans un échec.

Cependant, l'enthousiasme initial fut justifié par les opérations militaires déroulées en Transylvanie. L'armée roumaine força les passages des Carpates et réussit à occuper environ la troisième partie de la province. Son entrée fut saluée avec enthousiasme par la majorité de la population, mais au Sud du pays, du côté de la Bulgarie, les opérations furent loin d'être encourageantes. Le général allemand Mackensen qui reçut la commande déclencha une offensive qui eut le résultat de la chute de Turtucaia le 23 août/5 septembre 1916 et la prise par l'ennemi de 28 000 prisonniers⁴⁰. Dans la province de Dobroudja se déroulèrent de dures luttes. Constanța tomba le 9/22 octobre et Cernavoda le 12/25 octobre; jusque vers la fin de l'année toute la province était perdue⁴¹.

Mais, entre temps, les forces ennemies furent renforcées en Transylvanie, l'avance roumaine arrêtée et progressivement l'armée roumaine fut contrainte à la retraite. Des luttes dures continuèrent sur le territoire de l'État roumain, la résistance ayant lieu initialement dans les Carpates et elle continua dans le reste du Sud du territoire. Les forces ennemies, surtout renforcées par des divisions allemandes, furent supérieures à celles roumaines, en plus bénéficiant d'une dotation technique en armement supérieure. En plus, le soutien de l'armée russe fut inexistant ou trop faible. L'avance des forces ennemies fut freinée pendant deux mois, mais leur avance eut toutefois lieu, l'armée roumaine étant contrainte à la retraite. Une contre-offensive roumaine fut déclenchée le 17/30 novembre 1916, mais le jour suivant une automobile roumaine dans lequel se trouvait le plan de l'opération sur l'ensemble du front fut capturée et ainsi le commandement allemand put déjouer les opérations en cours⁴². Le 20 novembre/3 décembre la défaite de l'armée roumaine était évidente⁴³. Cependant, l'armée put se retirer du territoire de l'ancienne Valachie en Moldavie et sa destruction ne put pas avoir lieu.

Des combats continuèrent afin que la retraite fût assurée et qu'en même temps puissent être déplacées les institutions et la plus grande partie des fonctionnaires. Bucarest fut évacué. La famille royale et le gouvernement le quittèrent. On évacua

³⁸ Ion Agrigoroaie, Anastasie Iordache, *op. cit.*, vol.VII/2, p. 690.

³⁹ *Ibidem*, p. 691.

⁴⁰ *Ibidem*, p. 693.

⁴¹ *Ibidem*, p. 692–694.

⁴² *Ibidem*, p. 698–699.

⁴³ *Ibidem*, p. 701.

les œuvres d'art et les choses précieuses pour éviter leur capture. Un nombre important de familles choisirent la voie de l'exil. Des jeunes boy-scouts partirent aussi vers la Moldavie en affrontant des conditions bien précaires. Ce fut un véritable exode. Vers la fin de l'année 1916 la capitale⁴⁴ et une bonne partie du pays furent ainsi quittées et occupées par les quatre armées ennemies (allemande, austro-hongroise, bulgare et turque).

Au Sud de la Moldavie l'avance ennemie fut arrêtée. Le front était maintenant plus court et plus facile à défendre, mais le nombre de réfugiés était très grand et des problèmes de ravitaillement ont surgi, surtout qu'on était maintenant en plein hiver. La première campagne avait pris fin. La retraite avait été très dure et il a été aussi évident que le soutien des grands Alliés était assez relatif. Celui de la Russie avait été loin de correspondre aux attentes, l'intervention de Salonique avait été un échec et le soutien en matériel de guerre fut insuffisant, surtout à cause du long voyage et le transit par la Russie. Le rôle de la mission militaire française et du général Berthelot fut cependant important et il allait contribuer pendant l'étape suivante à l'organisation de la résistance de la petite « île » roumaine.

La Roumanie était entrée en guerre avec 23 divisions d'infanterie et 2 de cavalerie, mais à la fin de l'année 1916 elle n'avait plus sur le front que six divisions, le reste ne gardait que les dénominations, ne bénéficiant plus ni des effectifs ni de l'armement correspondant⁴⁵. Du total des 505 060 combattants engagés dans la lutte en été 1916, seulement 194 945 arrivèrent en Moldavie à la fin de l'année, c'est-à-dire 39 %⁴⁶. L'armée avait été soumise à de très dures épreuves, ayant cependant le mérite d'effectuer la retraite en luttant et en étant capable d'organiser la résistance au Sud de la Moldavie. En bonne mesure, l'été de l'année suivante offrira l'occasion d'une revanche et la résistance allait continuer toute l'année 1917 et cela en dépit de la dissolution de l'armée russe bolchevisée.

Pour l'État roumain le bilan était plus qu'inquiétant. La retraite ne signifia pas seulement l'échec de la campagne, mais aussi la perte de plus de la moitié du territoire, une réduction massive de l'économie, inclusivement l'évacuation de l'outillage industriel et même la destruction de l'industrie pétrolière (1 677 sondes et 25 raffineries⁴⁷) du territoire perdu et, en plus, dans le territoire maintenant réduit du pays devaient être trouvées les ressources pour que la population et le nombre très grand de réfugiés, ainsi que l'armée pussent subvenir au cours de l'hiver et de l'année suivante.

La résistance sur la nouvelle ligne de front qui se constitua au Sud de la Moldavie non seulement s'organisa, mais elle prouva aussi la capacité des combattants roumains qui réussirent à arrêter l'avance des forces ennemies en gagnant ainsi aussi la

⁴⁴ Bucarest fut occupé le 23 novembre/6 décembre 1916, *ibidem*, p. 705.

⁴⁵ *Ibidem*, p. 703.

⁴⁶ *Ibidem*.

⁴⁷ *Ibidem*.

possibilité d'un temps gagné pour une massive réorganisation de l'armée. Le rôle de la mission militaire Berthelot fut important à cet égard, mais surtout l'attitude patriotique de l'armée qui repoussa les tentatives d'offensive des armées des Puissances centrales et en même temps fit face sans se contaminer à la propagande bolchevique de l'armée russe en état de progressive dissolution. L'historien Nicolae Iorga, membru aussi du Parlement, a tenu à Iassy devenu capitale provisoire, un discours impressionnant qui contribua au renforcement des sentiments patriotiques, des hommes politiques et de l'opinion publique et contribuant ainsi à stimuler les efforts de résistance de ses compatriotes. Au cours des mois suivants on réussit à faire face aux problèmes les plus compliqués, l'armée passant par un processus de réorganisation. Les victoires de Mărăști et Mărășești, en été 1917, allaient pleinement prouver ensuite la mesure de la capacité de résistance d'un petit pays, isolé de ses grands Alliés et de son armée et elles auront aussi une importante contribution militaire au déroulement de la grande conflagration.

les œuvres d'art et les choses précieuses pour éviter leur capture. Un nombre important de familles choisirent la voie de l'exil. Des jeunes boy-scouts partirent aussi vers la Moldavie en affrontant des conditions bien précaires. Ce fut un véritable exode. Vers la fin de l'année 1916 la capitale⁴⁴ et une bonne partie du pays furent ainsi quittées et occupées par les quatre armées ennemies (allemande, austro-hongroise, bulgare et turque).

Au Sud de la Moldavie l'avance ennemie fut arrêtée. Le front était maintenant plus court et plus facile à défendre, mais le nombre de réfugiés était très grand et des problèmes de ravitaillement ont surgi, surtout qu'on était maintenant en plein hiver. La première campagne avait pris fin. La retraite avait été très dure et il a été aussi évident que le soutien des grands Alliés était assez relatif. Celui de la Russie avait été loin de correspondre aux attentes, l'intervention de Salonique avait été un échec et le soutien en matériel de guerre fut insuffisant, surtout à cause du long voyage et le transit par la Russie. Le rôle de la mission militaire française et du général Berthelot fut cependant important et il allait contribuer pendant l'étape suivante à l'organisation de la résistance de la petite « île » roumaine.

La Roumanie était entrée en guerre avec 23 divisions d'infanterie et 2 de cavalerie, mais à la fin de l'année 1916 elle n'avait plus sur le front que six divisions, le reste ne gardait que les dénominations, ne bénéficiant plus ni des effectifs ni de l'armement correspondant⁴⁵. Du total des 505 060 combattants engagés dans la lutte en été 1916, seulement 194 945 arrivèrent en Moldavie à la fin de l'année, c'est-à-dire 39 %⁴⁶. L'armée avait été soumise à de très dures épreuves, ayant cependant le mérite d'effectuer la retraite en luttant et en étant capable d'organiser la résistance au Sud de la Moldavie. En bonne mesure, l'été de l'année suivante offrira l'occasion d'une revanche et la résistance allait continuer toute l'année 1917 et cela en dépit de la dissolution de l'armée russe bolchevisée.

Pour l'État roumain le bilan était plus qu'inquiétant. La retraite ne signifia pas seulement l'échec de la campagne, mais aussi la perte de plus de la moitié du territoire, une réduction massive de l'économie, inclusivement l'évacuation de l'outillage industriel et même la destruction de l'industrie pétrolière (1 677 sondes et 25 raffineries⁴⁷) du territoire perdu et, en plus, dans le territoire maintenant réduit du pays devaient être trouvées les ressources pour que la population et le nombre très grand de réfugiés, ainsi que l'armée pussent subvenir au cours de l'hiver et de l'année suivante.

La résistance sur la nouvelle ligne de front qui se constitua au Sud de la Moldavie non seulement s'organisa, mais elle prouva aussi la capacité des combattants roumains qui réussirent à arrêter l'avance des forces ennemies en gagnant ainsi la

⁴⁴ Bucarest fut occupé le 23 novembre/6 décembre 1916, *ibidem*, p. 705.

⁴⁵ *Ibidem*, p. 703.

⁴⁶ *Ibidem*.

⁴⁷ *Ibidem*.

possibilité d'un temps gagné pour une massive réorganisation de l'armée. Le rôle de la mission militaire Berthelot fut important à cet égard, mais surtout l'attitude patriotique de l'armée qui repoussa les tentatives d'offensive des armées des Puissances centrales et en même temps fit face sans se contaminer à la propagande bolchevique de l'armée russe en état de progressive dissolution. L'historien Nicolae Iorga, membru aussi du Parlement, a tenu à Iassy devenu capitale provisoire, un discours impressionnant qui contribua au renforcement des sentiments patriotiques, des hommes politiques et de l'opinion publique et contribuant ainsi à stimuler les efforts de résistance de ses compatriotes. Au cours des mois suivants on réussit à faire face aux problèmes les plus compliqués, l'armée passant par un processus de réorganisation. Les victoires de Mărăști et Mărășești, en été 1917, allaient pleinement prouver ensuite la mesure de la capacité de résistance d'un petit pays, isolé de ses grands Alliés et de son armée et elles auront aussi une importante contribution militaire au déroulement de la grande conflagration.

LE 27 AOÛT 1916. IMPLICATIONS ET RÉACTIONS

LIVIU MAIOR

En 1916, l'Entente n'était victorieuse que sur le front politique et diplomatique. La décision de la Roumanie d'entrer en guerre a été, elle aussi, de nature politique. Du point de vue militaire, elle ne se justifiait pas. Les désinformations de Joffre avaient compté pour beaucoup. Le Sud-Est européen dans son ensemble n'était pas favorable à l'Entente. La Turquie et la Bulgarie du côté des Puissances centrales, la Grèce hésitante, la Serbie et le Monténégro vaincus. Sur le front oriental, l'offensive de Brusilov suscitait des espoirs, alors que les offensives russes, qui continuaient, s'étaient soldées par autant d'échecs et n'avaient pas eu d'effets sur le plan militaire.

Pour la Roumanie, les succès militaires de la Russie sur le front de l'Est restèrent le seul espoir. Les faiblesses de l'Entente, les défaites subies et surtout « le mythe » de l'invincibilité des Puissances centrales avaient déterminé l'Angleterre et la France à accorder des garanties à la Roumanie au cas où elle serait entrée en guerre. La convention militaire signée le 17 août 1916 contenait plusieurs stipulations de nature financière, militaire et d'assistance. L'armée roumaine, qui avait pour mission de changer décisivement le sort du front oriental et implicitement celui occidental par une offensive visant aussi à sauvegarder la Serbie, n'était pas prête à faire face à un objectif stratégique d'une pareille importance. La Roumanie s'est retrouvée face à quatre ennemis, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Turquie et, peu de temps après, l'armée allemande. De nombreux historiens militaires ont tendance à considérer l'entrée de notre pays en guerre comme une erreur. À l'avis de Leo Valiani, l'intervention de 1916 avait eu des conséquences sérieuses pour la Russie et moins pour l'Autriche-Hongrie. Le Stavka (État-major) de l'armée russe avait été obligé de transférer sur le front roumain des divisions entières. D'autres considèrent que l'échec militaire survenu à l'automne 1916, l'occupation du pays et la perte des ressources de céréales et de pétrole avaient prolongé la guerre jusqu'en 1918¹.

L'offensive russe en Galicie, le succès remporté pendant les premiers jours des opérations inquiétèrent la Roumanie, et cela pour des raisons tout à fait compréhensibles. Brătianu discutait déjà avec l'Entente la question de l'entrée en guerre, or il craignait que les victoires de Brusilov ne conduisent à l'occupation de la Transylvanie par les troupes tsaristes, dans leur tentative plus ancienne d'établir un lien avec la Serbie, ce qui aurait naturellement abouti à une paix séparée d'où la Roumanie aurait été exclue. Il transmit à la France qu'il était prêt à signer un traité d'alliance le 5 juillet 1916. Les alliés, surtout la Russie, étaient intéressés par le front oriental, qui représentait un danger majeur pour la Roumanie ainsi que le

¹ Voir David Lloyd George, *War memories of David Lloyd George*, vol. III, London, 1931, p. 265.

front du sud, d'où planait le danger d'une attaque germano-bulgaro-turque. Le général Joffre joua un rôle néfaste pour la Roumanie, cachant la vérité sur le potentiel réel de l'Allemagne, le danger majeur pour les deux fronts. Il avait affirmé que l'Autriche-Hongrie n'était pas capable de mettre sur pied une division en vue d'une contre-attaque et que les Allemands, selon ses informations « sûres », n'avaient réussi à créer même pas une division au cours de l'année 1916². Les Russes s'avèrent plus sceptiques, car l'entrée de la Roumanie en guerre prolongeait le front, ce qui nécessitait un transfert de nouvelles unités. Le général Alexeev s'y est opposé, mais sans succès. La promesse anglo-française concernant une attaque du front de Salonique afin de bloquer toute opération bulgaro-allemande au nord du Danube était une chimère. Les Puissances centrales, par le général Mackensen, avaient bloqué tous les cols des Balkans, rendant impossible toute attaque terrestre depuis Salonique. La Roumanie entra en guerre sans nulle chance, c'était une guerre menée sur deux fronts et elle avait un potentiel militaire inférieur aux Puissances centrales. L'Angleterre rejeta la proposition de lancer une attaque du sud. Si du point de vue politique l'entente fut vite conclue, du point de vue militaire elle fut un fiasco. L'armée roumaine, par exemple, avait pour mission d'occuper les cols des Carpates orientales afin de permettre aux troupes russes d'attaquer la Transylvanie. Si les Roumains tinrent leur promesse après le 27 août 1916, les Russes ne le firent pas. Ce geste de la Russie provoqua des mésententes et généra une grande confusion parmi les généraux roumains. Leurs hésitations permirent le transfert et l'organisation rapide des deux armées, la I^{ère} austro-hongroise et la IX^e allemande, sur le territoire de la Transylvanie.

Outre une dotation insuffisante, le manque d'une artillerie lourde et surtout d'une capacité rapide de transfert des troupes sur le nouveau front, l'attaque bulgaro-turque du sud et l'avancée vers la capitale conduisirent à un échec roumain dans cette phase de la Grande Guerre. Ainsi, en trois semaines seulement, 1 500 wagons constitués en Hongrie transportèrent une armée équivalant à tous les effectifs de l'armée roumaine engagés dans les combats du sud de la Transylvanie. Le fameux Karpaten Korps composé d'unités allemandes fut aussi disloqué sur le front roumain, bien que ses effectifs ne fussent pas supérieurs à ceux d'un corps de cavalerie russe³.

L'Allemagne continua au début d'août 1916 les démarches auprès de Budapest en vue d'une négociation avec les leaders politiques des nationalités, des Roumains en particulier. Les arguments de Tisza et de ses proches hostiles à la reprise des négociations, qui tenaient cette démarche pour une faiblesse, ne trouvèrent pas d'adeptes à Berlin. La mission de Mathias Erzberger, le chef du Parti de Centre en Allemagne, se solda par un échec. Les rencontres de Vaida-Popovici à Berlin mécontentèrent profondément le ministre des Affaires étrangères viennois, Burian, qui y réagit violemment, en principal à cause du fait que Tisza avait été d'accord avec l'idée des Allemands de céder à la Roumanie des territoires en Bucovine. Sa

² Glenn Torrey, *The Romanian Battlefield in World War I*, University Press of Kansas, 2011, p. 10–11. L'une des monographies sur ce thème d'exception parue dans une langue étrangère. L'auteur, un très bon connaisseur de la question, a publié au fil des années une série d'articles et d'études couronnés par ce volume.

³ Parmi les officiers de cette unité militaire, le jeune lieutenant Erwin Rommel.

nervosité avait encore une seconde motivation. Comme Czernin avait demandé à Ion I. Brătianu la permission de transiter des équipements militaires vers la Turquie, le premier ministre roumain prétendit en revanche que la Hongrie cédât des territoires à la Roumanie, tout en sachant qu'il était impossible d'aboutir à une conclusion à ce sujet. Sous pression, Tisza devint un partisan dévoué de l'idée d'attirer la Bulgarie du côté de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Dès que la Bulgarie eut signé le traité avec les Puissances centrales, il demanda à l'ambassadeur Czernin de traiter la Roumanie comme une quantité « négligeable », comme un État qui, à son avis, resterait neutre à cause du danger bulgare qui la menaçait à la frontière sud. Il chercha en même temps à durcir les mesures de nature policière contre les Roumains transylvains, la presse et les intellectuels transylvains. Budapest ignore la réaction de Brătianu au changement des politiques de Tisza envers les Roumains. Elle doutait des qualités des soldats roumains, qu'elle tenait pour inférieurs aux Hongrois et aux Allemands. Tisza regrettait d'avoir eu une position conciliante à l'automne 1914. Il commettait une erreur qui ne tarderait pas de lui coûter cher en tant que personnage politique et qui affecterait aussi le statut de la Hongrie.

L'intervention militaire de la Roumanie eut des effets, comme nous allons le voir, sur les États-majors des armées allemande et austro-hongroise. Falkenhayn, Ludendorff et Conrad von Hötzendorf refusèrent de collaborer et furent, par conséquent, remplacés. La nouvelle de l'entrée en guerre de la Roumanie généra un nouveau scandale dans le Parlement de Budapest, avec des accusations à l'adresse du premier-ministre Tisza, considéré comme le principal coupable pour la mauvaise organisation de la guerre à la frontière avec la Roumanie, en Transylvanie et en Hongrie. Tisza rejeta toute la responsabilité sur le général Conrad. En juin 1916, le chef d'État-major impérial était pessimiste en ce qui concerne la possibilité d'une riposte décisive de l'armée austro-hongroise au cas où les troupes roumaines seraient entrées en Transylvanie. Par contre, Tisza, conscient du danger roumain qu'il ne résumait pas à l'aspect militaire, en prenant en considération une possible fraternisation des Roumains transylvains, proposa à la Cour viennoise le transfert de quelques unités militaires bulgares en Transylvanie, simultanément à une attaque de la Bulgarie dans le sud du Danube. Pour le premier-ministre hongrois, l'entrée de la Roumanie en guerre était extrêmement dangereuse étant donné la situation sur le front de l'Est, où l'offensive du général Brusilov avait infligé des défaites écrasantes à l'armée austro-hongroise. Pour alarmer l'État-major, il n'hésita pas de comparer une éventuelle intervention de l'armée roumaine à une « promenade » militaire de l'armée roumaine jusqu'au cœur de la Hongrie. L'euphorie qui avait envahi la Hongrie après la mobilisation décrétée en 1914 s'est éteinte après l'offensive de Brusilov, d'autant plus qu'elle était accompagnée du spectre de l'entrée de la Roumanie en guerre aux côtés de l'Entente.

Le 14 août 1916, le général Arz von Straussenburg fut nommé commandant de la 1^{ère} Armée, ayant pour mission de défendre le territoire transylvain face à une attaque roumaine. Il avait été l'un des plus capables militaires de rang supérieur de l'armée austro-hongroise. Un personnage remarquable, avec le sens de l'humour et

plein de bonhomie. Le problème dont il parlait toutes les fois qu'il en avait l'occasion, c'était que la 1^{ère} Armée n'existait pratiquement pas *de facto*. Les 38 000 soldats d'Arz n'avaient pas été capables de faire face à l'offensive roumaine du 27 août 1916. La ville de Sibiu, par exemple, était défendue par la gendarmerie ou par des unités militaires régulières composées de ce qui restait des divisions vaincues en Galicie.

Dans le Parlement, après l'attaque roumaine, le leader de l'opposition prononça un discours furibond, en demandant la démission de Tisza. D'autres parlementaires, dont le comte Apponyi, s'associèrent aux contestataires. Ils accusaient la vulnérabilité du système défensif et surtout l'inexistence d'une politique de prévention de la population sur ce danger. Le comte Andrássy se montra tout aussi intransigeant à l'égard de Tisza, et Mihályi Károlyi, le futur premier-ministre, inclut Czernin parmi « les coupables ». Il l'accusa d'avoir des « sympathies » pour la Roumanie et proposa que la Transylvanie fût défendue par des troupes exclusivement hongroises. Essayant de rejeter les accusations, le premier-ministre ne fit qu'accentuer la panique. Le commissaire gouvernemental pour la Transylvanie, Betegh, demandait fermement une aide logistique de la part de Budapest pour évacuer les officialités de la zone du sud-est par la voie ferrée. Les autorités publiques, y compris la Métropole orthodoxe de Sibiu et celle gréco-catholique de Blaj, devaient être évacuées vers Oradea, avec les objets de culte précieux.

Les habitants hongrois et allemands des villes de Braşov et Sibiu de même que l'administration locale entrèrent en panique. La population fut informée des ordres d'évacuation, et à Sibiu il exista même une intention de faire sauter la gare et les ponts. L'interruption de l'éclairage public ne fit qu'entretenir l'état de panique. Ce fut le moment où intervint l'organisation de « scouts » des élèves de lycée, qui avait des relations avec une société similaire de Roumanie. Après l'entrée des troupes roumaines dans Braşov, le dirigeant de cette organisation se présenta au commandant de la ville pour offrir ses services. Des patrouilles de maintien de l'ordre public furent organisées sous la direction de Sterie Stinghe et M. Bogdan⁴. Les autorités de Făgăraş ainsi qu'une partie de la population hongroise et les Juifs quittèrent la ville et se dirigèrent vers Sighişoara. « Les gens perdirent la tête. La population abandonnée par les autorités, qui avaient pris la fuite, se ruait vers la gare dans un état d'ahurissement, en emportant tout ce qu'elle avait pu prendre à la hâte », se rappelle le vicaire gréco-catholique Jacob Popa⁵. Toutes les personnes de 17 à 55 ans étaient obligées de passer, avec leur bétail, sur la rive droite du Mureş. C'était une décision qui visait les gens capables de « fraterniser » avec l'armée roumaine. Les habitants restés à Făgăraş commencèrent à s'organiser. Le député roumain du parti de Tisza, Nicolae Şerban, présidait le Sénat de la ville qui avait pris des mesures pour assurer le maintien de l'ordre public. Son adjoint fut nommé Kovács János, un habitant hongrois. Dès que l'armée roumaine eut entré dans la ville, le vice-maire

⁴ *Anuarul Liceului Ortodox Român „Andrei Şaguna” din Braşov*, 1925, p. XCCC1.

⁵ Ioana Elena Ignat, *Viaţa cotidiană în Făgăraş în anul 1916. Însemnările vicarului Iacob Popa*, Cluj-Napoca, Eds. de l'Académie Roumaine – Centre d'Études Transylvaines, 2011, p. 19.

fut arrêté et à la tête des institutions furent nommés uniquement des Roumains. Liviu Pandrea fut désigné maire.

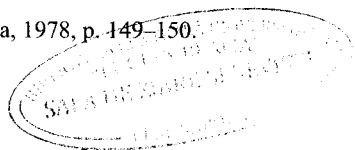
Des colonnes entières de réfugiés, environ 200 000 personnes de la zone du sud-est de la Transylvanie se retirèrent vers le centre de la province. Les troupes de soldats roumains de l'armée austro-hongroise furent évacuées vers Mediaş et de là vers la Hongrie. L'occupation des villes et le changement de l'administration se déroulèrent sans incident. Les enseignes, les emblèmes et les drapeaux austro-hongrois furent remplacés par des enseignes et des drapeaux roumains. Sextil Puşcariu, officier dans le K.u.K., décrit l'exode de la population hongroise et saxonne et des autorités mais aussi l'accueil chaleureux de l'armée roumaine : « Ils traversaient des villages roumains. Des paysans en habits de fête étaient rassemblés dans les rues. Sur leurs visages on pouvait voir la joie. Les Saxons et les Hongrois de l'unité étaient en colère à entendre, à Agârbiciu, un gamin leur crier : 'Pourquoi emportez-vous tous les biens, car les Roumains viennent s'installer à votre place' »⁶. Puşcariu remarque que les villages roumains étaient « calmes », les paysans continuaient à travailler la terre, dans d'autres localités les gendarmes évacuaient la population. « Les habitants vendaient des vivres, des volailles à des prix de rien ». Quant à la situation militaire, les ordres qui venaient étaient parfois contradictoires, générant la confusion. À Cluj, le chaos était encore plus grand. De nombreux Moldaves de Bucovine, de différentes ethnies, avaient envahi la ville après l'offensive russe en Galicie. Leur unité fut retirée sur le territoire de la Hongrie et remplacée par des troupes allemandes et austro-hongroises.

L'entrée de la Roumanie en guerre, l'occupation du sud de la Transylvanie éveilla des réactions normales dans les localités roumaines. Les habitants de Porumbac, qui avaient connu la Grande Roumanie – affirme le même Puşcariu – étaient pleins d'espoir. Quelques semaines plus tard, sa mère allait lui dire : « Nous avons vu la Grande Roumanie »⁷. La population roumaine vécut tout de même un certain sentiment d'insécurité, craignant que l'armée roumaine ne réussît pas à vaincre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. La plupart des hommes étaient déjà sur les front d'Italie et de Galicie, d'autres unités étaient évacuées sur le territoire de la Hongrie actuelle, de la Slovaquie et de République tchèque. Ils voyaient des troupes allemandes et austro-hongroises se diriger en masse vers le sud de la Transylvanie. Dans la zone du nord-est, les tentatives russo-roumaines d'entrer sur le territoire de la province connurent des échecs successifs, bien que l'armée roumaine eût réussi à préparer les cols orientaux à l'offensive russe.

L'entrée de l'armée roumaine en Transylvanie eut un effet psychologique particulier sur les soldats et les officiers roumains enrôlés dans les troupes austro-hongroises. Sur le front italien ils exprimèrent ouvertement leur sympathie, sur le front oriental ils commencèrent à nourrir des plans d'avenir. Le plus important c'était que la Grande Roumanie n'était plus qu'un rêve, elle était devenue une réalité, fût-il pour peu de temps.

⁶ Sextil Puşcariu, *Memorii*, Bucarest, Eds. Minerva, 1978, p. 149–150.

⁷ Idem, p. 168.



L'entrée de l'armée roumaine en Transylvanie généra aussi les premières disputes plus vocales entre Roumains et Hongrois. Les gendarmes de Tășnad rapportaient le 31 août un conflit entre Gheorghe Filip et un gardien de gare, Nagy János. Le dernier avait reproché au Roumain « n'est-il pas une saloperie de la part de la Roumanie que de nous envahir? » et celui-ci lui avait répondu: « Pourquoi le serait-il? ». Les témoins étaient intervenus pour calmer la situation: « essayons de ne pas nous injurier les uns les autres, car ce n'est pas nous qui déciderons de la guerre »⁸. Au sein de la population, les cas d'affrontements violents furent sporadiques. Les gens étaient beaucoup trop effrayés pour réagir. Le comes de Salaj rapportait deux instigations à la révolte en 1916, 12 instigations à la haine contre la nation hongroise et une offense à l'adresse du « roi ». Les infractions, affirmait-il, avaient été commises « dans une situation qui nous a été défavorable, au temps de l'avancée des Russes et de l'invasion des Roumains »⁹. Un geste qui eut un impact négatif sur la population roumaine fut la déclaration de fidélité du nouveau métropolitain Vasile Mangra, du 21 septembre 1916, au nom du clergé orthodoxe sur la demande expresse de Tisza István. La plupart des prêtres et des archiprêtres avaient une option toute différente.

Les premiers affrontements armés entre des unités de l'armée roumaine et des unités de l'armée austro-hongroise se produisirent sur le front du sud-ouest, dans la zone du Banat. Comme un paradoxe de l'histoire, une unité du Régiment 8 s'opposa avec les armes à l'offensive commandée par le général Ion Dragalina, ancien officier dans le K.u.K. Un avocat roumain de Teregova, le lieutenant Gheorghe Dragu, fut capturé avec ses soldats par l'armée roumaine. Dragalina ordonna au début qu'il fût exécuté, pour une raison qui serait expliquée par un témoin, Jumanca: « Il nous est impossible de concevoir qu'un Roumain et son unité formée de Roumains s'opposent à l'armée roumaine ». Avant l'exécution, le général changea la sentence. Gheorghe Dragu entra dans l'armée roumaine et, après la guerre, il devint préfet de la nouvelle administration¹⁰. En revanche, des unités du Régiment 43 Caransebeș cantonnées à proximité capitulèrent rapidement, sans opposer résistance. Les dirigeants politiques et militaires de Budapest avaient eu raison d'évacuer la plupart des unités composées de militaires roumains. En revanche, l'armée roumaine dut affronter des unités militaires hongroises pour la plupart dans la zone orientale de la Transylvanie. Les Sicules du Régiment 82 ont compté parmi les défenseurs les plus farouches des territoires des trois districts peuplés d'une population de langue hongroise. Les Saxons en ont fait autant dans la sud de la Transylvanie.

⁸ Ion Tomole, *Lupta românilor din „Țara Silvaniei” pentru drepturi politice și făurirea statului național unitar român (1905–1918)*, Cluj-Napoca, Eds. Dacia, 1985, p. 165–166.

⁹ Idem, p. 169.

¹⁰ *Marele Război în memoria bănățeană 1914–1919, vol. II. Memoriile lui Pavel Jumanca*, Édition Valeriu Leu, Nicolae Bocșan, Mihaela Bedecan, Presa Universitară Clujeană, Académie Roumaine – Centre d'Études Transylvaines, Cluj-Napoca, 2013, p. 61.

Une question qui revenait toujours visait les informations détenues par le gouvernement au sujet de l'intervention de la Roumanie. Les rapports qui « bombardaient » Budapest et Vienne étaient unanimes à reconnaître le danger roumain. Quelques-uns avaient une note de surréalisme, d'autres constataient seulement que les Roumains étaient des citoyens déloyaux d'une manière qui ne les distinguait pas des informations antérieures à la guerre. La psychose du « daco-roumanisme » continuait avec la même intensité. La situation n'était pas meilleure au haut commandement allemand. Le général Falkenhayn fut pris au dépourvu après avoir ignoré la majorité des informations qui lui parvenaient, et Tisza chercha à jeter la responsabilité sur ses épaules. L'attaque roumaine repoussée et la contre-offensive des Puissances centrales préparée par Hindenburg, Ludendorff et Arz ne réussirent pas à améliorer la position du premier-ministre, qui fut soumis à des critiques de plus en plus sévères.

Une partie des réponses à cette question se retrouveront certainement dans les relations des principaux « acteurs » politiques et militaires allemands et austro-hongrois, mais aussi dans les mémoires de W. Churchill et David Lloyd George. Les témoignages du dernier viennent avec un argument moins rencontré dans l'historiographie roumaine, à savoir le sentiment de « culpabilité » des alliés à l'égard de la Roumanie. À l'automne 1916, ils avaient laissé l'armée roumaine seule devant les Puissances centrales, un pays qui était entrée en guerre au moment où l'Entente n'avait pas remporté trop de succès sur les champs de bataille. Bien que la Roumanie eût été vaincue en 1916-1917, elle a gagné la bataille finale en octobre-décembre 1918.

THE GREAT WAR AND ROMANIA'S FATE IN EUROPE

IOAN-AUREL POP

Member of the Romanian Academy

The Great War – although it had started in the South-East of Europe – was thoroughly prepared in Western and Central Europe, as well as overseas, or in the Tsarist Empire. Naturally, as a result of the attack in Sarajevo, the small countries and the peoples located in the Balkan area were once again blamed as being “the powder keg of Europe”. In the summer of 1914, following a well-orchestrated propaganda, even the public opinion in the countries representing the great powers was in favour of the war, in order to regain the lost “glory”, to get “revenge” for some defeats in the past, to recover “ancient lands”, etc. The Governments, much more realistic than the people, had as purpose nothing else than the interests of each country and each nation. The very notion of “nation” had different meanings in the west (where it was mistaken for the state and had a primary political meaning) as compared to the east (where nations were ethnolinguistic and tended to destroy the multinational empires, in order to form new states, appropriate for these nations). Only the left wing parties were criticising the war, but even some of those (the social-democrat parties in the West) approved, in the end, directly or tacitly, the entry of their countries into the war.

In 1914, Romania was a small European country, with a monarchical form of government (it was a kingdom), having a surface of 137,000 square kilometres, and approximately 7.4 million inhabitants. More than half of all Romanians at that time lived in other states, a small part in the Russian Empire (in the half part of Moldavia located between the Prut and the Dniester rivers, called Bessarabia, occupied by the Russians in 1812), and an even larger part in the Austria-Hungary Empire (in Transylvania, Banat, Crişana, Maramureş, and Bukovina); other Romanians lived in the Balkans, south of the Danube, in Serbia, Greece, Albania, etc. In all these historical provinces mentioned, from the Tsarist and the Austria-Hungary empires, the majority of the population was Romanian. These Romanians from outside the borders of Romania had to take part in the First World War starting from 1914, when their countries joined the war. As such, approximately one million of these Romanians fought, directly or indirectly, in 1914–1916, for causes which were of no concern for them and which even brought them prejudices. In the summer of 1914, Romania, which in 1883 had signed a secret treaty with the Central Powers (Germany and Austria-Hungary), declared its neutrality just like Italy (which had the same relationship with the Central Powers as Romania). It was only two years later, after torments and impetuous and difficult debates, that the country joined the war on the

side of the Entente (France, England, and Russia). Always thinking about their national interest – just like any other country – the Romanians were in a dilemma because they knew that irrespective of their decision, they had something to win and something to lose. As such, if Romania had allied with Germany (and, implicitly, with Austria-Hungary), in case of a victory, it would have lost Transylvania (with the aforementioned neighbouring regions), as well as Bukovina (territories that could not be reclaimed from an ally); if Romania had joined the Entente, in case they won, Romania would have lost Bessarabia (which would remain under Russian occupation). After two years of neutrality, however, it was no longer possible for Romania to remain indecisive without endangering its future and even its existence.

On 14th May 1916, following long and in-depth thoughtfulness, King Ferdinand I (of the German dynasty of Hohenzollern-Sigmaringen) called the Crown Council to announce its decision of joining Romania to the Triple Entente and of declaring war against Austria-Hungary. The two groups – unequal, of course – confronted directly, both animated by the desire to defend the country. The great politician Petre Carp – feeling offended and furious with the King when he expressed and motivated his option for the Entente – pronounced hard words and reminded the sovereign he was part of a German dynasty, which had certain interests to defend. Aching, but firm and lucid, the King then uttered memorable words, forgotten by many today:

“Mr. Carp, you were wrong when you spoke of the interests of the dynasty. I am not familiar with these interests, I only know the interests of the country. In my conscience, these two interests intertwine. If I have decided to take this serious step, it’s because, after a thorough analysis, I am deeply and firmly convinced it is in compliance with the true aims of this nation... The dynasty shall follow the fate of this country, winning with it, or losing with it. Since, above all, you should know, Mr. Carp, that my dynasty is Romanian. You made a mistake when you called it foreign, German. No, it is Romanian! Romanians did not bring here my uncle, King Carol, to set up a German dynasty at the mouths of the Danube, but to set up a national dynasty and I claim for My House the honour of having completely fulfilled the mission this people gave to my uncle”.

These were indeed the words (and then the facts) of a great Romanian statesman.

Consequently, in the night of 14–15/27–28 August 1916, Romania declared war against Austria-Hungary, according to the secret agreements signed with the Entente¹, and the Romanian army crossed the Carpathians. It was the moment when the dramas of many Romanian soldiers from Transylvania, Banat, Crişana, Maramureş, etc. started, as they were forced to fight against the Romanians from the Kingdom, dramas literarily enhanced by Liviu Rebreanu in his famous novel “Pădurea spânzuraţilor” (“Forest of the Hanged”), and by others as well, through other means. In 1916–1917, after the occupation of Wallachia and Bucharest, after the

¹ Constantin Kirişescu, *Istoria războiului pentru întregirea României: 1916-1919*, Ediția a III-a, vol. I-II, Bucureşti, 1989.

courageous resistance in Mărăști, Mărășești, and Oituz, we were very close to being completely erased from the world map, being trapped between the threat of the Central Powers and of the eastern one (Bolshevik after some time). The year 1918, with a few shadows and many lights, brought fulfilment to the Romanian national state. Mention should be made that in those years – 1918 and the previous ones – preparations were made to destroy the multinational empires and to emancipate the peoples frustrated after centuries of oppression. As such, from the old Russian, German, and Austria-Hungary empires, were born or reborn under new forms Poland, Czechoslovakia, the Kingdom of the Serbs, Croats, and Slovenians (known as Yugoslavia as of 1929), Romania, Austria, Hungary, Germany, the Baltic countries. In Romania's case, the situation is both similar and different from the previously mentioned examples. While the future Yugoslavia and Czechoslovakia were multinational states, Austria and Germany – federal states, Hungary, Romania, Poland, Lithuania, Latvia, Estonia, etc. were unitary national states, with absolute majorities formed by the peoples who gave their names.

All these fundamental changes, which had not been seen on the European map for a long time, were made according to precise rules, agreed upon by the international community, and then approved (with certain adjustments, where the winning powers decided) at the Peace Conference in Paris in 1919–1920. The massive territorial and political modifications, which took place during the war years and especially in 1918–1920, have two major components – a national one and an international one. The national component pertains to the wish of the ethnical majorities (previously considered minorities) from certain regions to live in their own states or in states inhabited by the same ethnicities, i.e. to create the necessary conditions so that the majority of the Poles live in Poland, the majority of the Czech live in the Czech Republic, the Slovaks in Slovakia, the Hungarians in Hungary, the Romanians in Romania, etc. Certainly, there were some claiming that all Poles should live in Poland, that all Czechs should live in the Czech Republic, etc. which was impossible, just as there were others who were hoping to preserve, in adjusted forms, the old empires, renamed and revamped, which was again impossible. It is true that this wish for a national unity protected by the national states was the last stage in the evolution of the movements for emancipation, as previously, for approximately two centuries, nationalities only wanted to be equal to the dominating nations, without necessarily asking *expressis verbis* for the breaking of these empires and for the formation of unitary national states. The Romanians living in the Habsburg Empire (and from 1867, in a *sui generis* form of this empire, called Austria-Hungary), as well as those in the Tsarist Empire, together with the Poles, the Czechs, the Slovaks, the Croats, the Serbs, the Baltics, the Ukrainians, etc. were part of that evolution, without big differences or particularities. In 1918, things rushed everywhere in the region, especially after Russia produced the biggest change of political regime in its history, defecting and then concluding a separate peace treaty. Given the new conditions, the Romanians organised themselves, elected their own representative bodies – political and military (of public order) –, and, where possible,

took control over the territory. Certain such representative central bodies, recognised by the international community as legal, decided the fate of Bessarabia, Bukovina, and Transylvania (in its broad meaning, i.e. the old voievodate, including the regions of Banat, Crişana, Sătmar, Maramureş). Those forums were the “State Council” (gathered in Chişinău, on 27 March/9 April 1918), the “General Congress of Bukovina” (gathered in Cernăuţi, on 15/28 November 1918) and the “Great National Assembly”, through its 1,228 delegates having the right to vote (gathered in Alba Iulia, on 18 November / 1 December 1918).

All those acts of will of the Romanian nation were consequently approved by the world forum authorized to do that, i.e. by the Peace Conference in Paris, in 1919–1920. The other peace conference, which took place after the Second World War, in 1946–1947, reconfirmed the decision taken by the Romanians in 1918 and ratified in 1919–1920, except for the territorial appropriations made by the Stalinist communist regime during and at the end of the war (the north of Bukovina, the land of Herţa, and Bessarabia).

During the period of time ranging from 1848 to 1918, the most legitimate or progressive European movements were those of national emancipation, of obtaining the democratic liberties, of undermining the oppressive empires, of formation of states according to ethnic and national criteria. This is what most nations of that time did, following the example of the Westerners, who had previously done it. That was the most advanced tendency at that time. No one spoke of the European Union, of globalisation, of the territorial autonomy of minorities, or of the elimination of discriminations based on religious criteria.

The great majority of the Romanians were trained then to fight for the formation of their national state, as the Italians, the Germans, the Poles, the Serbs, the Czechs, the Slovaks, the Latvians, the Estonians, the Lithuanians, etc. did too. They did not do it better or worse than others². In this fight of theirs, they were neither more conscious nor more enthusiastic, neither more apathetic nor more reticent than others, than their neighbours. All the data we have show that most of the Romanians wanted the union of Transylvania and of the other provinces with Romania, and that they firmly expressed their wish, at the level of the democratic exigencies of that time. Moreover, the international community appreciated the act of national will of the Romanians, formulated in 1918, and recognized the realities decided by the Romanians. When it was possible, especially in Bukovina, but in Bessarabia and Transylvania as well, the minorities were asked, and some of their members also supported their belonging to Romania. As such, the union, prepared by the most advanced part of the intelligentsia and of the political class of that time, respected the exigencies of the democracy.

² The Romanians – a certain percentage – who did not want the union of their provinces with Romania were mostly working for their adoptive states, being high officials, officers, official councillors, clerks, etc.

*

Consequently, modern Romania came to be between 1859 and 1918, simultaneously with Germany and Italy, and remained as such (with some variations, as we have seen) until this day. Since the Second World War, Romania has had the surface of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, but a population three times smaller. Its population of approximately 20 million stable inhabitants is formed of almost 90% ethnic Romanians, 6.4% Hungarians, 2.5% Romani, the rest being formed of small groups of Slavs, Germans, Turkish-Tatars, Armenians, Greeks, Jewish, etc. From the religious and denominational point of view, around 86% of Romania's inhabitants are Orthodox, the others being Roman-Catholic, Greek-Catholic, Protestants, Neo-Protestants, Muslims, Jews, etc. Romania is part of NATO and the EU, even if the stability and future of these groups of states have seriously been challenged during the past years. In today's Europe of 27 member states, in what surface and population are concerned, Romania ranks sixth, after Germany, France, Italy, Spain, and Poland.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

ROMANIA AND WORLD WAR I, 1914–1918: AN INTRODUCTORY SURVEY¹

PAUL E. MICHELSON

I. Introduction

“Romania’s participation in World War I had a far-reaching impact on all the belligerents. Both the Central Powers and the Allied Coalition diverted substantial military resources to the Romanian Front, to the detriment of operations elsewhere. Moreover, the promises of territorial acquisitions that the Entente Powers reluctantly gave to win their new ally tied their hands in negotiating a peace settlement later. The Romanians, for their part, suffered through a crushing defeat in 1916, a hard-won trial by fire on the battlefield in 1917, and the traumatic impact of the Russian Revolution, which forced them into a disastrous separate peace with the Central Powers. The eventual victory of the Entente allowed them to achieve the war aims for which they fought”².

For Romania, World War I did not really begin in 1914. Given Romania’s location in the middle of the South East European “tinderbox” where the war ignited, it was surprising that Romania remained uninvolved for so long. But, despite the fact that in 1883, the Romanian Kingdom signed on as a silent and supposedly secret partner in the Triple Alliance between Germany, Austria-Hungary, and Italy, it only became a co-belligerent in the war in 1916. This paper opens with a consideration of the preconditions for World War I and the question of why Romania remained neutral for the first two years of the Great War.

II. Preconditions: The Coming of the War

“The start of the first war was marked in all countries by an explosion of national fervor. Patriotism overrode social resentments and revolutionary aspirations. In a few days, sometimes in a few hours, the socialists, who had been pitiless critics of the diplomacy of both the Wilhelmstrasse and the Quai d’Orsay, were carried away by the collective enthusiasm and embraced the popular sentiment”³.

¹ A shorter version of this paper was first presented at the Romanian Cultural Institute of New York Colloquium “News from the Eastern Front: A Centennial Perspective on Romania During World War I,” 14 June 2016, drawing freely on my contribution “Romania and World War I,” in Kurt W. Treptow, ed., *A History of Romania, third edition* (Iași: Center for Romanian Studies, 1997), pp. 364–389; and on the indispensable and authoritative researches of my mentor, Prof. Glenn E. Torrey. For sources, consult the bibliography given below. All dates are Western style.

² Glenn E. Torrey, *The Romanian Battlefield in World War I* (Lawrence KS: University Press of Kansas, 2011), p. xi.

³ Raymond Aron, *The Century of Total War* (Boston: Beacon Press, 1955), p. 25.

The preconditions for the First World War were both long and short run. For more than a century the Eastern Question, raised by the decline of the Ottoman Empire and the affirmation of the Southeast European nationalities under the domination of that empire, had been a central problem in European diplomacy. The flourishing of nationalism in Europe as a whole and the unreconcilable conflicts that this brought between multi-national empires, countries, and peoples created an increasingly hostile and volatile environment.

This was aggravated by the influence of Social Darwinism which argued for combative national policies, justified aggression as natural and healthy, and gave rise to racial nationalism. In addition, this fostered maneuvers to upset the European balance of power and numerous contests for imperial affirmation. In short, those governments and leaders that asserted themselves by force were by definition “the fittest” and deserved to dominate; those that promoted peace and cooperation were not fit and deserved to be dominated. In international terms, this meant that conflicts came increasingly to be couched in terms of national survival.

It is not surprising in such an environment that a primary focus was on diplomatic and military maneuvers. From the 1870’s onward, the European powers, both large and small, came to be entangled in a complex web of alliances. Many of these were secret (or had important secret provisions), and they made confrontations more and more dangerous as the various sides became increasingly reluctant to back down, especially in the face of perceived or real humiliation.

On the military side, the creation of fool-proof war contingency plans—the Schlieffen Plan for the Germans and Plan XVII for the French – had three negative effects. The possession of a strategy that supposedly provided a secret edge over ones opponent did nothing to reign in warmongering. Secondly, the existence of such plans meant that Germany and France were expending most of their efforts preparing for war instead of avoiding war. And, thirdly, the element of surprise in both plans overlooked the fact that having such a plan might inadvertently force a premature declaration of war, as in fact happened to the Germans once the Russians started a general troop mobilization.

Particularly influential in fostering this militaristic, contentious atmosphere was Kaiser Wilhelm II’s Germany, which had pursued for two decades a policy of *Weltpolitik* to give Germany its “rightful” place in sun. To do this, he abandoned Bismarck’s defensive alliance systems and reluctance to get involved in imperial wild goose chases, initiated an evermore costly arms race, and built an alliance system that came to be focussed on his central European ally Austria-Hungary. Wilhelm’s ill-considered sabre-rattling and unappreciated efforts to start or meddle in one crisis after another provoked a series of incidents managed to drive Great Britain, France, and Tsarist Russia (all traditional political and ideological foes) into an opposing alliance known as the Triple Entente. Not only was the Austro-Hungarian Empire in full-fledged decline, and therefore an increasingly weak link in the chain, but Germany and its ally found themselves confronted by the vexing Two-Front Problem Bismarck worked so hard to avoid.

Among the crises that led to the war were several in Southeastern Europe. There was the Bosnian crisis in 1908, sparked by the Austro-Hungarian annexation of Bosnia-Herzegovina, which humiliated Russia and enraged its Balkan ally Serbia. This was followed by the Balkan Wars of 1912–1913, in which Austria-Hungary intervened (once more with Germany's support) to the disadvantage of Serbia and the dismay of Russia. The Balkan Wars not only raised the level of confrontation between Austria-Hungary and South Slav nationalists and their Russian sponsor; it also sharpened hostilities within Southeastern Europe as the conflicts between the interests of Serbia, Romania, and Greece, on the one hand, and Bulgaria, Turkey, and Austria-Hungary, on the other, became clearer and more inflamed.

III. Preconditions: Romanian Neutrality, 1914–1916

“Ministers and their military advisors thought they were undertaking a war ‘like any other,’ expecting its issue to be determined by a few battles of annihilation. Instead, they committed the people of their countries to a long trial by attrition. Between the aspiration and its fulfillment there intervened...the ‘technical surprise.’... the war of 1914 spread across the Continent and became ‘hyperbolic’”⁴.

The assassination of the heir to the Austro-Hungarian throne, Archduke Franz Ferdinand, at Sarajevo in Bosnia on 28 June 1914 was the precipitant that launched the first of the great conflagrations of the 20th century that came to be known as the World Wars. The alliance systems and the generally belligerent attitude of Europe's leaders and peoples started a domino-effect that soon brought most countries into either the camp of the Central Powers (Germany and Austria-Hungary) or the Triple Entente (Great Britain, France, and Russia).

Romania was an exception. Though it had been a part of a defensive alliance with the Central Powers since 1883, the hostile attitude of Austria-Hungary toward Romania during the Balkan Wars and Romanian national interests in the Transylvanian region of the Dual Monarchy determined Romanian leaders – particularly Ion I.C. Brătianu, who had become Prime Minister on 17 January 1914 – to opt for a position of neutrality⁵. Romania's aging Hohenzollern ruler, King Carol I, summoned a Crown Council on 3 August 1914, supporting, along with P.P. Carp and other Romanian Germanophile elements, the Romanian Kingdom's commitment to its Austro-German alliance, especially in the face of the perennial Russian menace.

⁴ Aron, *Century of Total War*, 1955, pp. 18–19.

⁵ Ion I. C. Brătianu (1864–1927) was the son of Ion C. Brătianu (1821–1891), a 1848 revolutionary and one of the founders of modern Romania. The younger Brătianu was educated as an engineer in France. He served as Minister of Public Works (1897–1899; 1901–1902), Foreign Minister (1902–1904; 1908–1909; 1918; 1919; 1927), Minister of Interior (1907–1908; 1908–1909; 1923–1926); Minister of War (1914–1916; 1922); and Prime Minister (1908–1910; 1914–1916; 1916–1918; 1918; 1919; 1922–1925; 1927). Brătianu was a very private man, even to his closest associates. He enjoyed the reputation of being enigmatic and was nicknamed “The Sphinx,” but this was all part of a deliberate public persona.

However, Brătianu and the preponderance of the Romanian elite (including his Conservative rivals Take Ionescu and Nicolae Filipescu) argued that the treaty was purely defensive in nature and therefore not operational because it was the Central Powers that had launched the armed hostilities. (Italy, also a signatory to the alliance, took the same position⁶). Brătianu underlined the fact that the Central Powers had kept its putative Romanian ally totally in the dark about their plans for war. He also pointed out that Romania could hardly participate in a war designed to smother a small nation over national issues. Finally, Brătianu observed, both public sentiment and “Romanianism” were solidly against Austria-Hungary. While public opinion need not always be heeded, this was not feasible in connection with the “big” national issues. The Crown Council concluded by overwhelmingly favoring neutrality (only Carp voted in favor of the alliance).

The decision gave Romania much needed time to prepare politically, diplomatically, and militarily for war. It also meant that they would have a chance to enter the war at the most opportune moment from the point of view of Romanian national considerations. These considerations clearly came to mean preparation for joining the Entente. King Carol was dismayed by the decision for neutrality – he considered abdication – though, at the same time, he was quite possibly relieved at being able to avoid a massive internal crisis. His death on 10 October 1914 and the accession to the throne of King Ferdinand (who had less sentimental loyalty to Germany and whose consort, Marie, was half English, with a Russian mother and a British father) gave a further impulse to the political and diplomatic activity directed toward the Entente camp. Ion I.C. Brătianu now had virtual mastery of the Romanian internal and external policy.

It had happened that the war broke out as Romania was in a crucial reorientation of its foreign policy. The escalation of anti-Magyar (and therefore anti-Habsburg) sentiment, the resentments caused by the Balkan wars, and the perception that Russia might be less of a threat to Romanian national goals than Austria-Hungary were key factors. (In June of 1914, the Tsar and his family even paid a protocol visit to King Carol at Constanța). Much of the elite, from Brătianu and his National Liberals to the Conservative faction leaders Ionescu and Filipescu were clearly Francophile and Anglophile. The interim of 1914–1916, thus, can be viewed as a transition period in Romania’s diplomatic orientation, one which would likely have occurred even without the war. In this light, much speculation and recrimination over Romania’s delay in entering the war and over which side it would join becomes pointless.

Between 1914 and 1916, Ionel Brătianu pursued several major objectives. First of all, he hoped to use the War to further the Romanian national project. This meant trying to preserve Romania’s freedom of action in an extremely dangerous

⁶ See “Note of Baron Sonnino, Italian Foreign Minister, to Italian Representatives abroad and foreign governments”, 23 May 1915, in US Department of State, *Declarations of War/Severances of Diplomatic Relations, 1914–1918* (Washington DC: Government Printing Office, 1919), pp. 40–45.

situation as long as possible so as to bring about the union of the Romanian kingdom with Romanian-inhabited areas outside its borders. In doing this, Brătianu was not looking for the “best deal,” but rather sought to complete the Romanian national state by acquiring those territories that Romanian nationalists believed should be part of a Romanian national state. First and foremost, this meant Habsburg-controlled Transylvania. Since the war favored the Central Powers between 1914 and 1916, the order of the day for the Romanians was diplomatic delay.

Secondly, Brătianu sought to maximize the Romanian kingdom’s security. He recognized that Romania’s very existence could come into play. Even if successful in achieving the Romanian national project, the Romanian kingdom would not remain what it had been before 1914. Brătianu was, of course, desirous of taking Romania to the next level of national unification, but he was also wary of jeopardizing the state that his own father had played such a major role in creating. A war against the Central Powers would be fought on two fronts (the Carpathians in the North and West; the Danube in the South and East) along 1 400 km of frontier facing Austria-Hungary, Bulgarian, Turkish, and German troops. That these troops were led by capable German generals was not the least of Romania’s concerns.

Thirdly, Brătianu needed to prepare Romania for successful participation in the war, which meant being able to enter the war when it best suited Romanian interests and when it would have a better than even chance of success⁷. This involved both Romania’s diplomatic situation and its military preparation. For all the diplomatic success of 1913, the Second Balkan War had shown how unprepared Romania was militarily. Brătianu had taken over the Ministry of War as well as the Prime Ministership in January 1914. He knew he needed time to deal with not only with problems of budget, supply, and training, but also of strategic re-orientation from the Central Powers to the Entente. Romanian planning had been directed toward meeting a Russian threat in coordination with the Austro-Hungarian army; this now had to be reversed. The military budget was increased by 20% (81.6 million lei in 1913; 97.9 million lei in 1914), while supplemental appropriations for arms and munitions in 1914–1915 totaled 203 million lei. Assiduous military and arms acquisition missions were sent abroad. Officer training was expanded, producing 20 000 officers by 1916 as compared to 8 500 in 1913. Troop levees bolstered the armed forces from 400 000 men in 1913 to 833 000 in 1916, with 416 000 reserves. These were impressive accomplishments, but insufficient as will be seen below. It should also be noted that the virtual governmental takeover of the Romanian economy had a considerably negative impact.

Finally, Brătianu had to move toward these goals while stubbornly resisting hot heads, opportunists, and pressure from all sides that wanted to force his hand and plunge into war. It is a tribute to his perceptiveness, determination, and skill

⁷ Brătianu told the French Minister in București that “he had no intention of going to war until there were 75 chances out of a 100 of winning.” Quoted in Torrey, *The Romanian Battlefield in World War I*, 2011, p. 8.

that he was able to buy more than two years of time before Romanian options were foreclosed. During 1914–1916, București was a swirl of diplomatic negotiations, intrigues, and disinformation campaigns, with everybody talking to everybody else. Brătianu utilized all of this to achieve his goals, including fostering the misleading impression that he was wracked by indecision. The “who” had been determined at the outset, what remained was deciding “when,” “where,” and “how”. It is remarkable that Brătianu was able to stave off commitment on these fateful issues as long as he could and did.

Given that Brătianu had already decided that Romanian objectives could be accomplished only by participation on the side of the Entente, the main problem was the Russians. The Russian Empire was obviously expansionistic and had already shown a penchant for seizing Romanian territory (Basarabia in 1812 and 1878, the last under particularly discreditable circumstances). It was also the Entente partner that Britain and France insisted Romania deal with. Brătianu was troubled by the strategic situation in the east, which was seldom favorable to the Entente, and by Russian inconsistency, incompetence, and uncooperativeness. However, for Romania to successfully participate in the war on the Entente side, Russia had to serve as a pipeline for British and French logistic assistance as well as provide substantial military support. And the Russians had to be securely bound by political and military alliances so as to obviate a repeat of the 1878 fiasco and guarantee the desired outcomes for the Romanian national project. Brătianu’s father had been victimized by the Russians in 1878; he wasn’t about to repeat history.

Mistrust of Russia, a Germanophile argument, paradoxically came to be used by Brătianu as an argument for the Entantophile position. As Brătianu saw it, alliance with the Central Powers was simply not a logical option. If Romania allied against Austria-Hungary and won, its national project would be mostly fulfilled (except for Russian-held Basarabia and perhaps a portion of Bucovina). If the Entente lost, the Dual Monarchy, because of its minority problems, would not be strong enough to rule all of Southeast Europe. The Romanian Kingdom with its German dynasty would probably survive, though as a virtual chattel of the victors. On the other hand, if Romania allied against Russia and won, it would gain very little (Basarabia and perhaps some of Bucovina) and would have to contend in the future with a vengeful Russia. And if Romania allied against Russia and lost, it would either be swallowed up as part of the triumphant Slavic march to Constantinople or reduced to simple vassal status.

Dealing with Russia was frustrating. The question of who would get northern Bucovina was in dispute. So, too, was possession of the western Banat, claimed by both Romania and Serbia. In addition, the Russians were most amenable to negotiations when the war was going badly for them (which, of course, would be when entry into the war would be most unfavorable for the Romanians), and were most obstructionistic on all counts when the war was going better (which is when entry would have been more desirable from the Romanian point of view). Negotiations with the Russians seldom went well.

Matters were complicated since both sides of the warring alliances had assumed that the war would be of brief duration, due to their contingency plans which featured attack and movement and neglected the long run. This “short war illusion” was undermined by the Battle of the Marne in September 1914 and destroyed by the stalemate of trench warfare that ensued. Diplomatic efforts to expand the two coalitions intensified as a result. Southeastern Europe was a primary target of such politicking because of its strategic importance. Gradually the neutrals would be drawn into the war: Turkey in November 1914, Italy in May 1915, Bulgaria in 1915, and Romania in 1916. The latter, with its considerable supplies of grain and Europe’s largest oil fields became an increasingly significant potential ally as the war of attrition dragged on.

Following Tsarist military catastrophes at Tannenberg in August 1914 and the Masurian Lakes in September 1914, and Brătianu's skillful diplomacy, on 1 October 1914 the Romanian government signed a secret convention with Russia in which Romania promised benevolent neutrality toward the states of the Entente. In return, the Tsarist government recognized the legitimacy of Romania’s claims to the territories inhabited by Romanians in the Austro-Hungarian Monarchy, and promised to support unification of these territories with Romania provided that Romania occupied them during the war. At the same time, Brătianu was also able to conclude secret agreements with Italy in which the two states agreed to give each other prior notice of abandoning neutrality (23 September 1914) and promised mutual assistance in case of an Austro-Hungarian attack (6 February 1915). Though subsequent Romanian-Italian cooperation actually amounted to very little, the agreements strengthened Brătianu’s hand and bolstered Romanian neutrality position in the short run.

These successes, especially the agreement with Russia whereby Romania obtained support for its territorial aspirations without actually having to enter the war, eased the pressure on Brătianu to plunge prematurely into the war before it was militarily or domestically ready. While the Central Powers were encouraged that Romania did not enter the war against them, they did not clearly enough realize that Romania’s neutrality in 1914 was already a decision against them and for the Entente.

Internally, Brătianu dominated the situation. He dropped the idea of a coalition government of national unity, used the war to put most substantive political debate – including Parliamentary interpellations and proposed electoral and agrarian reforms – on the back burner, and generally marginalized the opposition. “Postpone anything that might divide us” was the stick with which he subdued his antagonists. He also simply refused to make public statements about the war. The Prime Minister benefitted from the cooperation of the Conservative leader Alexandru Marghiloman, who agreed that a wait and see neutrality was essential for Romanian interests and helped counterbalance the war faction in his own party. Indeed, Brătianu’s position was strengthened by the manifest disunity of the Conservatives.

On the other hand, the government's hand was weakened by the fact that Romanian socialist leaders were the beneficiaries of German financial support, which they used to promote strikes and other protests. Brătianu was not greatly concerned by most of these "actions," but he did feel their pressure in 1916. In addition, while many elements of the National Liberal party were outspoken about the need to join the Entente immediately (such as Emil Costinescu), others urged that priority be given to extracting Basarabia from the Tsarist dungeon of nationalities. These liberals, such as the Basarabian-born Constantin Stere, were not favorably inclined toward the Austro-German alliance as much as they were anti-Russian.

Internal support for entering the war on the side of the Entente continued to escalate during this period. The *Liga Pentru Unitatea Culturală a Tuturor Românilor* now changed its name to "League for the Political Unity of All Romanians", a variety of new associations appeared militating for the national ideal, and frequent public assemblies were held promoting the union of Romanian territories in Austria-Hungary with the Romanian Kingdom. Typical was a Liga meeting at Ploiești in 1915, where Nicolae Titulescu spoke on the role of Transylvania in Romanian civilization:

"Romania cannot be whole without Transylvania... Transylvania is its cradle... the school of its people, the magic that preserved its being... We must have Transylvania! We cannot be without it!... Transylvania is not only the heart of Romania politically; look at the map: Transylvania is the heart of Romania geographically!"⁸

By 1916, support for union had achieved critical mass both among the elite and at the grassroots level, with priority being given to Transylvania.

This was manifested in the parliamentary session of 1915–1916, which was far less docile about neutrality than that of 1914–1915 had been. Brătianu was more and more embarrassed by the questions being raised concerning the war, Romania's diplomacy, and the preparation of the army. The pressure was almost entirely from the side of those calling for Romania's entry into the war on the Allied side.

By 1916, Brătianu began to have fewer and fewer options and pretexts for continued Romanian neutrality. The agreement in principle by the Entente to Romania's requirements meant that he would soon be forced to act. In the face of the murderous battles at Verdun and the Somme, the Allies (especially France) became more and more insistent that Romania needed to act. In addition, Italy's entry into the war had opened a new front for Austria-Hungary, while the Russian offensive in Galicia under General Brusilov (June – September 1916) had the Dual Monarchy's forces reeling in the East. This raised the specter of a separate peace between Austria-Hungary and the Entente, something which would have short-circuited Romania's national project if it occurred before Romania could enter the war.

⁸ Nicolae Titulescu, "Inima României," Liga Culturală meeting in Ploiești, 3 v 1915, reprinted in Nicolae Titulescu, *Discursuri*, edited with an introductory study by Robert Deutsch (București: Editura Științifică, 1967), pp. 142–143.

The on-going negotiations with St. Petersburg, London, and Paris proceeded slowly at first because the Romanians insisted on written guarantees from the Entente that Transylvania, the Banat, and Bucovina would be unified with Romania. However, the fact that the Central Powers were making their own offers (cession of Basarabia to Romania and a more favorable status for the Romanians of Transylvania) coupled with the signing of an economically advantageous commercial treaty with Germany in 1915, the uncertainties of the Russian offensive in Galicia (it eventually stalled in August 1916), and the bloody realities of the “war by attrition” on the western front, strengthened the Romanian hand. It was under these circumstances that the Romanian decision to enter the war was finally made.

IV. Precipitants: Romania Enters the War, 1916

“In the event of a conflict between great powers, said Machiavelli, the small ones generally have no chance to remain neutral, and nothing to gain by doing so, for their attitude arouses the enmity of the conqueror, whoever he may be...”⁹

The political and military conventions between Romania and the Entente were signed in București on 17 August 1916¹⁰. The Allies recognized the rights of Romania over Transylvania, the Banat, and Bucovina, and promised official recognition for the union of these territories with the Romanian Kingdom at the post-war peace conference (in which Romania would participate as an equal partner). The Entente was also to provide Romania with weapons and ammunition, to arrange cooperation with the Russian army in the Dobrogea, and to initiate action against Bulgaria in the region of Saloniki and against Austria-Hungary in Galicia when Romanian troops moved into action in Transylvania. In return, Romania was to declare war on Austria-Hungary and launch an offensive against the Central Powers. The Crown Council convened by King Ferdinand declared war on 27 August 1916¹¹. That same day, Romanian troops crossed the Carpathians into Transylvania.

The impact of the Romanian entry into the war had far-reaching consequences. The Chief of the German General Staff, General Erich von Falkenhayn had completely miscalculated the “when” of Romanian intervention into the war, though he had anticipated that the Romanians would join the Entente eventually. He admitted in his memoirs that while Romania’s declaration of war found the Germans “not unprepared... it took them by surprise. The Chief of the General Staff [Falkenhayn] had not expected war with Rumania until after the Rumanian harvest in the middle of September”¹². Because of German failures on the Western Front in 1916,

⁹ Aron, *Century of Total War*, 1955, p. 22.

¹⁰ Text in Ioan Lupaș, *Lecturi din izvoarele istoriei române* (Cluj: Cartea Românească, 1928), pp. 279–280. See also US Department of State, *Declarations of War/Severances of Diplomatic Relations, 1914–1918* (Washington DC: Government Printing Office, 1919), pp. 55–57.

¹¹ Text in Lupaș, *Lecturi din izvoarele*, 1928, pp. 281–282.

¹² Erich von Falkenhayn, *General Headquarters, 1914–1916, and its Critical Decisions* (London: Hutchinson, ND), p. 284.

Falkenhayn (who had replaced Moltke in September 1914) was in the toils of a struggle to maintain command of the German forces; his blunder in judging the Romanian situation was a final factor that led to his dismissal on 29 August¹³. His replacement by a Hindenburg/Ludendorff team that would pursue a new and disastrous policy of total war resulted in total defeat for Germany and its allies. As a result, the war would no longer admit of any reasonable compromises and would end only with a Carthaginian peace.

It was a tribute to Brătianu's determination and political skills that he was able to buy more than two years of time, both internally and externally, before Romania as a small power was compelled to declare its hand and enter the War on the Allied side. In many respects, he had the same sense of destiny as his father had had half a century earlier. He never doubted that Romania would go to war against the Central Powers, he never wavered in pursuit of the Romanian national project, and he never lost his nerve.

V. The Course of Events: Romania at War, 1916–1918

“The unexpected duration of World War I compelled each of the protagonists to organize and reorganize the home front to improve the efficiency and enlarge the scale of the country's war effort... Time-tested customs and institutions became soft and malleable... Family life, property rights, access to consumables, locality and class relationships – all altered drastically¹⁴.

Romanian forces quickly occupied Braşov (29 August) while advancing on Sibiu and Sighişoara. Their reception by the Romanians of Transylvania was enthusiastic, but Romanian advances and elation were short-lived. The Transylvanian offensive stalled as men and resources were drained off to meet a counter-offensive in the south. The tide soon turned.

Lack of coordination between Russian and Romanian forces coupled with the failure of the Allies to begin the promised Saloniki offensive contributed to disastrous defeats as well as significant casualties and loss of materiel in the Dobrogea, where the German-Bulgarian offensive seems to have taken the Romanians by surprise. The Romanian reversals at Turtucaia (1–6 September, where thousands were killed and 25 000 prisoners were lost) and Silistria were as demoralizing and devastating as the initial advance into Transylvania had been uplifting and inspiring.

¹³ Italy which had declared war on Austria-Hungary on 23 May 1915, on Turkey on 21 August 1915, and on Bulgaria on 19 October 1915, declared war on Germany on 28 August 1916. US Department of State, *Declarations of War/Severances of Diplomatic Relations, 1914–1918* (Washington DC: Government Printing Office, 1919), pp. 46–47.

¹⁴ William H. McNeill, *The Pursuit of Power. Technology, Armed Force, and Society since A. D. 1000* (Chicago: University of Chicago Press, 1982), p. 317.

German and Austro-Hungarian armies now embarked on a massive counter-attack in Transylvania and soon made their way southward across the Carpathians on numerous fronts. On 28 September, Romanian troops were driven back at Sibiu and on 8 October, Braşov was lost. The German/Austro-Hungarian drive through the mountain passes of Moldova was halted in the north at Oituz by the forces under Generals Eremia Grigorescu and Constantin Prezan (14–27 October). This saved the Romanians from being caught in a pincher movement which would have led to the destruction of Romania then and there.

The German offensive shifted to the south. Though the Romanians held temporarily at Predeal and Bran in the center, their position was rapidly being undermined by increasing problems of logistics, materiel, attrition, and the huge front they had to defend. Following a successful German offensive in Jiu region in November – ironically under the command of the demoted former head of the General Staff, General Falkenhayn – the situation became critical. The enemy armies, now clearly superior in numbers, resources, and technique, overwhelmed Romanian resistance at Podul Jiului and Tîrgu Jiu in November and occupied Craiova. When troops under General August von Mackensen crossed the Danube in the south through Zimnicea on 23 November, Bucureşti itself was directly threatened. (The capital had already taken a considerable pounding in October and November from enemy bombing).

The Romanian General staff made one last concentrated stand at the Neajlov-Argeş line to defend the capital (29 November – 3 December). In spite of desperate fighting by Romanian forces commanded by Prezan, the Central Powers were victorious. On 6 December, Mackensen entered Bucureşti. He found the capital undefended and untenanted. The King, Brătianu, and the Romanian government had already evacuated northward to Iaşi.

The calamity was nearly complete. Three quarters of the territory of the Romanian Kingdom had fallen under enemy occupation. Almost 250 000 soldiers, 290 000 guns, 250 machine guns, and 450 cannon were lost during the failed campaigns of 1916. In addition, as Romanian forces retreated, British agents set fire to Romania's oil fields and refineries to prevent their being used by the enemy.

The defeats suffered by Romania in the 1916 campaign had several causes: poor equipment (on every count: rifles, artillery, machine guns) and lack of promised munitions from the Allies (Romanian regiments had a tenth of the machine guns of their opponents); a very long front that could not be defended in the circumstances (due to half-hearted Russian cooperation and the failure of promised allied offensives to materialize at Saloniki and Bucovina); a lack of adequate training, technique, and experience on the part of the Romanian army; and tactical errors by both Romanian military and political leaders (the Romanian battle plan, Hypothesis Z was based more on political than strategic considerations. And by planning offensives on both the Transylvanian and Dobrogean fronts, the Romanians dramatically lessened their odds of success on either). From a psychological point of view, the disaster at

Turtucaia appeared to unnerve the Romanian General Staff. They subsequently lost their initial focus and elan, plunged into poorly considered improvisations, and as their grasp of the strategic situation became hazy, they made increasingly poor decisions.

In addition, the Central Powers were able to concentrate more forces against Romania than expected. Ironically, the Romanian offensive, instead of benefiting from the Brusilov offensive in Galicia, began just as the Germans were hastening re-enforcements to the east. Finally, though Austro-Hungarian and Bulgarian units were little better, if any, than the Romanian forces, the German troops involved had superior military technique, weapons, tactics, and leadership.

For all of this, the Romanian campaign of 1916 had some favorable consequences for the Entente and for Romania. The very fact of Romanian participation on the allied side changed the geo-political situation of the war. As General Erich von Ludendorff, Chief of Staff of the German Army, later recognized, “despite the victories obtained over the Romanian Army, we were weakened in the general context of the war”¹⁵. Forces were drawn to the Eastern Front that would have made a difference in the West. And, despite the debacle, the Romanians continued to fight. In the end, it is even possible that Brătianu had taken the decision to enter the war fully realizing that Romania might be hammered, but went ahead in order to establish the basis for the larger gains achieved in 1918–1919.

At the beginning of 1917, Moldova became the center of national resistance. The Russian army belatedly managed to stabilize the front in southern Moldova on the Galați-Nămoloasă line, giving the Romanians an opportunity to regroup. A new government of national concentration was formed (24 December) under Ion I.C. Brătianu, seconded by Take Ionescu. Conditions were grim as thousands of refugees from the occupied territories flooded into the area in the dead of winter. An outbreak of typhoid fever also spread rapidly during the winter, increasing the seriousness of the situation in Moldova. It became more and more difficult to supply the army (and the population) with food and medicine. To bolster morale and loyalty, King Ferdinand and the Brătianu government now (April and May 1917) shrewdly issued proclamations promising agrarian reform and universal voting rights, proposals that were adopted by the exile Parliament in Iași in the summer. These constitutional modifications were promulgated by the King on 19 July 1917, though they were not to take effect until the war's end.

At the same time, strenuous efforts were undertaken to rebuild the virtually decimated Romanian army. The linchpin of this activity was the work of a French military mission (some 1 500 strong) headed by General Henri Berthelot, which had arrived in Romania in October 1916. Berthelot, working closely with the new Romanian chief of staff, General Prezan, and with the full confidence of the King, succeeded in creating a new, fully operational army of some 20 divisions comprised of 500 000 soldiers, a substantial portion of which was active by June of 1917.

¹⁵ Quoted in Torrey, *The Romanian Battlefield in World War I*, 2011, p. 168.

The strategic situation in the east changed once more with the outbreak of the Russian revolution in March 1917. The German high command now made plans to launch a general offensive in the summer of 1917 which would defeat Romania once and for all, solidify the Danube-Carpathian front, and prepare the way for either the defeat of Russia or its withdrawal from the war. Astonishingly, this German effort in Romania was a resounding failure.

Mackensen's plan was to smash the Moldovan front in an attack heavily supported by cannon and machine guns which would capture the remnants of Romanian territory, disband, capture or force into exile the Romanian king and his government, and open the road to Odessa and the Ukraine. However, in July and August of 1917, the new Romanian armies under the command of Averescu, Prezan, and Grigorescu managed to thwart the Germans with a mini-offensive of their own at Mărăști (24 July – 1 August), and with heroic resistance at Mărășești (6 August – 19 August), and Oituz (8 August – 22 August), sites which became legend in Romanian tradition. Though once again inadequately supported by their Russian allies, with their backs to the wall, Romanian soldiers fought valiantly and battled the Germans to a standstill.

In addition, though they gained a few kilometers of front, Austro-German losses at Mărășești were roughly the same for the Romanians and their Russian allies. From a strategic point of view, it was a victory. For the Romanians, primary credit was due to the ordinary Romanian soldier, whose courage and exertion impressed even the arrogant Germans. The Austro-German command had made the mistake of viewing the campaign of 1917 from their perspective on the Romanians' disastrous campaign of 1916; they paid a heavy price for this in 1917¹⁶. On the leadership level, General Berthelot had considerably exceeded reasonable expectations for his mission, King Ferdinand and Queen Marie rose famously to the occasion, and the Romanian General Staff headed by Prezan proved that with adequate training and better materiel they were a match for the Central Powers.

These battles saved the Romanian Kingdom, redeemed the Romanians in the eyes of their allies, and marked the final German offensive in this sector. The prospect of the permanent partition of Romania began to recede. Brătianu reopened his propaganda offensive in allied capitals in connection with Romanian territorial aims. (In late 1917 a Romanian university mission and a Romanian National Committee began work in Paris).

However, political and military circumstances on the eastern front in November 1917 began to look less than promising. The Bolshevik revolution in Russia in November and the decision of Lenin to pursue peace with the Central Powers created new dangers for the Romanian state. On 3 December 1917, Russia

¹⁶ The Austro-German command "had doubts about its [the Romanian army's] transformation and ability to withstand a major attack.... Austro-German commanders and their men at the front were surprised at the willingness of Romanian soldiers, and some Russians, to resist and counterattack, even in the face of heavy losses". Torrey, *The Romanian Battlefield in World War I*, 2011, p. 332.

signed an armistice with the Central Powers. The disintegration of the Russian army and the collapse of numerous sectors along the Carpathian front now meant that the Central Powers could quite easily have occupied all that was left of Romania. In addition, the Romanians were faced with the destabilizing actions of revolutionary-minded Russian troops and Bolshevik agitators. Romanian line troop strength was also significantly diminished by the necessity of having to occupy Basarabia. The Entente demand that their Romanian allies continue armed resistance was clearly untenable. Therefore, the Romanian government initiated discussions with the Central Powers that resulted in an armistice signed at Focșani on 9 December 1917.

The pressure now mounted from the Central Powers for a separate peace with the Romanians. Romania's Western Allies could not offer any substantial assistance, and Bolshevik Russia was nearing completion of the Treaty of Brest-Litovsk (signed on 3 March 1918) which effectively eliminated the Eastern Front. At the end of January 1918, the Bolshevik regime officially broke relations with Romania, confiscating part of the national treasure that had been sent to Moscow for safe-keeping in the fall of 1916. In response to Romania's evident attempts to avoid negotiations, the Central Powers finally issued an ultimatum which brought results. The Brătianu-Ionescu government resigned on 8 February 1918 and was replaced by a cabinet headed by General Averescu on 10 February.

On 24 February, a set of draconian Austro-German peace conditions were received. They included cession of the Dobrogea, major alterations of the Carpathian frontiers (loss of strategic passes, some 6 500 km², and more than 700 000 people) and extremely onerous economic concessions. This was backed up with the threat that if the war was renewed, Romania would be obliterated from the map of Europe (Germany and Austria-Hungary had signed an accord to this effect in March of 1917). The Averescu cabinet agreed to a preliminary treaty at Buftea on 5 March, which accepted these oppressive conditions (though Constantin Argetoianu was sent to sign it on behalf of the government).

On 18 March, as the more or less unilateral negotiations wound down, a new Romanian government was formed under the leadership of Alexandru Marghiloman. His policy was based on the assumption that neither the Central Powers nor the Entente would win a complete victory. This meant that Romania had to walk a fine line in order to be protected in an eventual compromise peace. The Romanians also hoped that the Germanophile Marghiloman might get better terms from the Central Powers, but the Peace of București which he had to sign on 7 May was little better than the preliminary proposals. The treaty dealt a severe blow to the territorial integrity and the sovereignty of the Romanian state. The Romanian army was to be almost completely disbanded, Romanian resources were to be pillaged by the Central Powers, and most of Romania's territory would now come under German occupation.

Romania was effectively out of the war, though the Germans appear to have decided to maintain Romania's existence as a possible negotiating point for the

future. Marghiloman was able to formalize, with the approval of the Central Powers, the Union of Basarabia with the Romanian Kingdom on 9 April. He was also able to moderate some of the Central Powers' actions through dilatory tactics that enraged Ludendorff and the German High Command (for example several divisions of the Romanian Army remained on an armed footing and stealthy accounting techniques disguised the quantity and quality of weaponry they retained). King Ferdinand, encouraged by Marghiloman, delayed promulgation of the Treaty of București (which never actually came into effect) and continued to deal from Iași with the Entente.

As the collapse of the Central Powers ensued in 1918 with collapse of the Bulgarian front in September, Romania made preparations to re-enter the war, including the sending of troops into Bucovina on 4 November at the request of the Romanian National Council there. The Marghiloman government was compelled to resign on 6 November and General Constantin Coanda was named Prime Minister. The Romanian army was remobilized, an ultimatum was issued to the occupying German forces, and on 10 November, the Romanians once more declared war on the Central Powers. A French expeditionary corps under the command of General Berthelot crossed the Danube on 10–11 November and Mackensen's army of occupation began to withdraw toward Transylvania. On 11 November the Germans signed an armistice ending the war and on 1 December, the King and Queen, accompanied by General Berthelot entered București at the head of Romania's battered but now victorious army.

VI. The Outcome: The Completion of the Romanian National Project

“In the end, the Paris Peace Conference approved territorial gains for Romania that, with the exception of the division of the Banat with Yugoslavia, included by and large what had been promised in 1916. In addition, the annexation of Bessarabia was recognized.”¹⁷

The Romanians had been very active throughout the war in promoting the Romanian national project: the unification of all the Romanian lands. A constant of their diplomacy had been to promote the legitimacy of Romania's territorial claims. These efforts were supported by the activities of numerous Romanian associations, societies, and individuals inside and outside of Romania, such as the Liga Culturală, the Romanian National Committee in the United States, the English-Romanian Society, and the National Council for Romanian Unity in Paris.

There were also attempts at organizing Romanian volunteer corps, for example in the United States and among captured Austro-Hungarian soldiers of Romanian descent who were now in the territories of states allied with Romania. A Romanian legion was formed in Italy, and in July 1917, some 1 200 Transylvanian volunteers from the prisoner camps of Russia arrived in Iași to fight on the Moldovan front.

¹⁷ Torrey, *The Romanian Battlefield in World War I*, 2011, p. 334.

The Union of Basarabia with Romania

Although in 1916 Romania entered the war on the side of the Entente to liberate Transylvania and Bucovina, ironically the first Romanian land to be reunited with Romania was Basarabia. For all the difficulties caused for the Romanian war effort by the February Revolution in Russia, one of its consequences was the activation of a Romanian national movement between the Prut and Nistru.

A key event was the founding in April of the Moldovan National Party under the leadership of Vasile Stroescu. Initially, the demand was for political, administrative, educational, and religious autonomy, a program vigorously promoted by the Romanian newspaper *Cuvântul românesc* in Chişinău. In May, Basarabian Romanian soldiers met in Odessa to demand autonomy for the province. That same month, demands for a Orthodox church to be headed by a Romanian were voiced by a meeting of Basarabian priests, while a congress of school teachers meeting in Chişinău called for the Romanianizing of education, replacement of Russian textbooks and the introduction of the Latin alphabet.

As Russian authority and institutions began to crumble, the Ukrainian Rada's reach was extended over Basarabia. As a result, in the summer of 1917, Romanian endeavors to achieve autonomy or separation of Basarabia intensified. A Basarabian assembly, the Sfatul Țării, was established, which proclaimed the Democratic Republic of Moldova on 15 December 1917 with Ion Inculeţ as president.

As Bolshevik bands and deserters from the disintegrating Russian army caused the situation to rapidly deteriorate (Bolshevik forces actually occupied Chişinău on 18 January 1918) the Moldovan government requested military assistance from the Romanian government in Iaşi. The Romanian Prime Minister, Ion I.C. Brătianu, obtained Entente approval and sent a division across the Prut on 26 January.

The Sfatul Țării now proclaimed the independence of the Moldovan Republic from Russia (6 February) and began negotiations with the Romanians. On 9 April 1918, the Sfatul Țării voted 86 – 3 (with 35 abstentions) to unify with the Romanian Kingdom¹⁸. (It should be noted that the Basarabians' resolution included conditions designed to put their relationship with Romania on a federalist basis.) More than a century of Russian occupation had been ended, and the first step toward completion of the Romanian national project had been achieved. In addition, this accomplishment provided a ray of hope in the dark days of defeat in early 1918.

The Unification of Bucovina with Romania

At the beginning of 1918, the Entente had not yet come to favor the dismemberment of the Habsburg Monarchy, as was clear from the American President Woodrow Wilson's famous Fourteen Points. In April of 1918, a Congress of Oppressed Nationalities in Central Europe was convened in Rome, at which representatives of Italy, Poland, Romania, the Czech lands, Serbia, and Croatia called

¹⁸ Text in Lupaş, *Lecturi din izvoarele*, 1928, pp. 283–284.

for the end of German and Austro-Hungarian domination and proclaimed the right of their nations to constitute national states. By the fall of 1918, the Entente had come to favor the breaking up the Austro-Hungarian Empire. Woodrow Wilson's speech on 27 September proposing self-determination as the means of resolving territorial problems in Central and Southeastern Europe became the basis for concerted action. An attempt by the Habsburg Emperor Charles on 16 October 1918 to save the Empire through its federalization on an ethnic basis failed.

Romanian leaders in the Bucovina began to push for self-determination. Sextil Puscariu's newspaper *Glaspul Bucovinei* became a leading vehicle for the affirmation of Romanians in Bucovina and Transylvania. A Romanian Parliamentarians' Club composed of Romanian deputies from Bucovina in the Vienna Parliament prepared the way for the separation of Bucovina from the Dual Monarchy. On 27 October 1918, a meeting of Romanian representatives was held in Cernăuți. The session, presided over by Iancu Flondor, transformed itself into a Constituent Assembly, adopted a declaration in favor of "the unification of Bucovina with the other Romanian lands".

A national council was elected and charged with the preparation of a general congress of Bucovina. (The Romanians were not isolated in their actions: the Slovaks, the Czechs, the Serbs, and other peoples of the Monarchy also organized similar national councils.) The National Council demanded that Habsburg authorities now transfer all power in the province to it. As the Austro-Hungarian army retreated from the area, the Romanians came into conflict with the Ukrainian Rada and Ukrainian troops entered Cernăuți. The National Council solicited military support from the Romanian Government in Iași, which sent a division on 4 November to Bucovina to pacify the situation. This was followed on 28 November by a declaration of the Romanian National Council which voted unanimously for the unification of Bucovina with the Romanian Kingdom¹⁹. The second step of the Romanian national project was complete.

The Unification of Transylvania with Romania

A similarly rapid transition took place in Transylvania, the final remaining major step in the Romanian national project. After a four year hiatus in its activities, the Romanian National Party of Transylvania decided at the end of September 1918 to publicly resume its efforts. The executive committee of the Romanian National Party adopted on 12 October in Oradea a declaration written by Vasile Goldiș announcing the Romanians' separation from the Hungarian state and calling for a national assembly to decide the future of the Romanian nation in Transylvania. The declaration was read in the Hungarian Parliament in Budapest on 18 October by Alexandru Vaida-Voevod.

A Romanian National Council convened in Arad at the beginning of November and proceeded to organize local and regional national councils, as well as national

¹⁹ Text in Lupaș, *Lecturi din izvoarele*, 1928, pp. 285–286.

guards all over Transylvania. These were the precursors to the establishing of a Romanian administration in Transylvania. Between 12 and 14 November, negotiations took place in Arad between the Romanian National Council and delegates of the Hungarian Government. An ultimate effort by the latter to preserve the Hungarian Kingdom by granting national autonomy (virtually on the Swiss model) to the Romanians failed. The Romanian National Council followed this with a series of declarations, including a manifesto on 18 November proclaiming the desire of the Transylvanian Romanians for union with the Romanian Kingdom, a call on 20 November for a national assembly at Alba Iulia on 1 December, and an ultimatum to the Hungarian Government on 22 November calling for the Council's authority to be recognized in the territories inhabited by Romanians.

Public meetings were held across Transylvania to elect delegates to the assembly in Alba Iulia. *Românul* (Arad) wrote: "These are historic days. We have arrived at the point of making history, to be the masters of our own fate"²⁰. On 1 December 1918, some 1,200 delegates and tens of thousands of others from throughout Transylvania converged on Alba Iulia. Gheorghe Pop de Băsești and Vasile Goldiș led the meeting which declared for the unification of Transylvania with Romania in the name of "all Romanians of Transylvania, Banat, and Hungary," and elected a 250 member Great National Council²¹. Pop de Băsești was chosen as chairman and a provisional government, the Dirigent Council, was established at Sibiu under the leadership of Iuliu Maniu. Like the Basarabian assembly, the Transylvanian declaration was based on a number of federalist conditions. (On 8 January 1919, a Saxon German assembly at Mediaș voted to support the union as well²²).

On 12 December, Ion I.C. Brătianu triumphantly returned as Prime Minister, and on 24 December, King Ferdinand promulgated the Union of Transylvania and the Romanian Kingdom completing the Romanian national project.

Romania's success in the War was neither inevitable nor even, most of the time, very probable. From 1916 through early 1918, all could have easily been lost. Yet in almost one fell swoop in 1918, the Romanian Kingdom came forth as a more or less completed national state. Pre-war Romania had had a territory of 120 000 sq. km. and 7 500 000 people. It now entered the Interwar epoch with a territory of 295 000 sq. km. and 16 000 000 people. From the ashes of near fatal defeats in 1916–1917, the modern Romanian national state had emerged and a new page in the history of the Romanians had been turned. This surprising result owed to a striking conjuncture of unforeseen good fortune and unanticipated events, as well as clever and determined human action in the face of opportunity and potential disaster.

²⁰ "Aradul sărbătorește...", *Românul* (Arad), Volume 7 (1918), Nr. 12, 10/23 November 1918, reprinted in Augustin Deac, ed., *1918 la Români. Documente unirii. Unirea Transilvaniei cu România, 1 decembrie 1918* (București: Editura Științifică și Enciclopedică, 1989), Vol. VII, p. 473.

²¹ Text in Lupaș, *Lecturi din izvoarele*, 1928, pp. 287–289.

²² Text in Lupaș, *Lecturi din izvoarele*, 1928, pp. 290–292).

VII. Select Bibliography

According to one estimate²³, some 25 000 books and articles have been published on World War I in English alone. The following bibliographical references include works used in preparing this synthesis as well as those that appear useful for further reading.

- Mihai Adauge, Eugenia Danu, and Valeriu Popovici, *Mișcarea națională din Basarabia. Cronica evenimentelor din anii 1917–1918* (Chișinău: Editura Civitas, 1998).
- Luigi Albertini, *The Origins of the War of 1914*, three volumes, translated and edited by Isabella M. Massey (London: Oxford University Press, 1952–1957).
- M.S. Anderson, *The Eastern Question, 1774–1923: A Study in International Relations* (New York: St Martin's Press, 1966).
- Alexandru Arma, *Bucureștiul sub bombele germane, august-noiembrie 1916* (București: Editura Vremea, 2015).
- Victor Atanasiu, *România în anii 1914–1916* (București: Editura Academiei de Înalte Studii Militare, 1997).
- Victor Atanasiu, Anastasie Iordache, Mircea Iosa, Ion M. Oprea, and Paul Oprescu, *România în primul război mondial* (București: Editura Militară, 1979).
- Victor Atanasiu, et al., *România în anii primului război mondial*, two volumes (București: Editura Militară, 1987).
- Stéphane Audoin-Rouzeau and Jean-Jacques Becker, eds., *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914–1918* (Paris: Bayard, 2004).
- Michael B. Barrett, *Prelude to Blitzkrieg: The 1916 Austro-German Campaign in Romania* (Bloomington IN: Indiana University Press, 2013).
- Lucian Boia, „Germanofili”. *Elita intelectuală românească în anii Primului Război Mondial* (București: Editura Humanitas, 2010).
- Lucian Boia, *Primul Război Mondial. Controverse, paradoxuri, reinterpretări* (București Editura Humanitas, 2014).
- Ioan Bolovan, Gheorghe Cojocaru, and Oana Mihaela Tămaș, eds., *Primul Război Mondial. Perspectivă istorică și istoriografică. (World War I. A Historical and Historiographical Perspective)* (Cluj-Napoca: Academia Română Centrul de Studii Transilvane/Presa Universitară Clujeană, 2015).
- Elke Bornemann, *Der Frieden von Bukarest 1918* (Frankfurt: Peter Lang, 1978).
- Gheorghe I. Brătianu, *File rupte din cartea războiului* (București: Editura Cultura Națională, 1934).
- Gheorghe I. Brătianu, *Origines et formation de l'unité roumaine* (București: Institut d'Histoire Universelle N. Iorga, 1943).
- Ion Bulei, *1916. Zile de vară* (București: Editura Eminescu, 1978).
- Ion Bulei, *Arcul așteptării. 1914. 1915. 1916* (București: Editura Eminescu, 1981).
- Prit Buttar, *Collision of Empires: The War on the Eastern Front in 1914* (Oxford: Osprey, 2014).
- Prit Buttar, *Germany Ascendant: The Eastern Front 1915* (Oxford: Osprey, 2015).
- Eliza Campus, *Din politica externă a României 1913–1947* (București: Editura Politică, 1980).
- Nicolae Ciobanu and Eugen Bădălan, *Cronologia Primului Război Mondial 1914–1919* (București: Editura Academiei de Înalte Studii Militare, 2001).

²³ “100 Years after 1914: Still in the Grip of the Great War”, *The Economist*, May 29, 2014.

- Alan Clark, *Suicide of the Empires. The Battles on the Eastern Front, 1914–18* (New York: American Heritage Press, 1971).
- Christopher Clark, *The Sleepwalkers. How Europe went to War in 1914* (New York: Harper Perennial, 2014).
- Gheorghe Cojocaru, *Sfatul Țării. Itinerar* (Chișinău: Editura Civitas, 1998).
- Iurie Colesnic, *Sfatul Țării* (Chișinău: Editura Museon, 1998).
- Miron Constantinescu, ed., *Din istoria Transilvaniei*, Vol. II, second edition (București: Editura Academiei, 1963).
- Miron Constantinescu and Ștefan Pascu, eds., *Desăvîrșirea unificării statului național român. Unirea Transilvaniei cu vechea României* (București: Editura Academiei, 1968).
- Ion Cupșa, *Armata română în campaniile din anii 1916, 1917* (București: Editura Militară, 1967).
- Constantin Daicoviciu and Miron Constantinescu, eds., *Destrămarea monarhiei austro-ungare, 1900–1918* (București: Editura Academiei, 1964).
- Vladimir Dedijer, *The Road to Sarajevo* (New York: Simon and Schuster, 1966).
- Timothy C. Dowling, *The Brusilov Offensive* (Bloomington IN: Indiana University Press, 2008).
- Radu Economu, *Unirea Bucovinei 1918* (București: Fundația Culturale Române, 1994).
- Hans Ehlert, Michael Epkenhans, and Gerhard P. Gross, eds., *The Schlieffen Plan: International Perspectives on the German Strategy for World War I* (Lexington KY: University Press of Kentucky, 2014).
- Fritz Fischer, *Germany's Aims in the First World War*, with an introduction by Hajo Holborn and James Joll (New York: W.W. Norton, 1967).
- Ion Focșeneanu, “Une mission militaire française en Roumanie”, *Revue Roumaine d'Histoire*, Vol. 6 (1967), Nr. 3, pp. 379–407.
- Richard Frucht, ed., *Encyclopedia of East Europe: From the Congress of Vienna to the Fall of Communism* (New York: Garland Publishing, 2000).
- Immanuel Geiss, ed., *July 1914. The Outbreak of the First World War: Selected Documents* (New York: Charles Scribner's Sons, 1967).
- Ion Giurcă, *1917. Reorganizarea armatei române* (București: Editura Academiei de Înalte Studii Militare, 1999).
- Constantin C. Giurescu, ed., *Chronological History of Romania*, 2nd revised and enlarged edition (București: Editura Enciclopedică Română, 1974).
- Jean-Noel Grandhomme, *La Roumanie de la Triplice à l'Entente, 1914–1919* (Paris: Éditions Soteca, 2009).
- Keith Hitchins, *Rumania, 1866–1947* (Oxford: The Clarendon Press, 1994).
- Keith Hitchins, *Makers of the Modern World: Ionel Brătianu. Romania* (London: Haus Histories, 2011).
- Anastasiu Iordache, *Ion I.C. Brătianu* (București: Editura Albatros, 1994).
- Dumitru Ivănescu and Sorin D. Ivănescu, eds., *La Roumanie et la Grande Guerre* (Iași: Editura Junimea, 2005).
- Oszkár Jászi, *The Dissolution of the Habsburg Monarchy* (Chicago: University of Chicago Press, 1929).
- Barbara Jelavich, *The Habsburg Empire in European Affairs, 1814–1918* (Chicago: Rand McNally, 1969).
- Barbara Jelavich, *St. Petersburg and Moscow. Tsarist and Soviet Foreign Policy, 1814–1974* (Bloomington IN: Indiana University Press, 1974).

- Barbara Jelavich, *Russia's Balkan Entanglement, 1806–1914* (Cambridge: Cambridge University Press, 1991).
- Barbara Jelavich, “Romania in the First World War: The Pre-War Crisis, 1912–1914,” *The International History Review*, Vol. 14 (1992), pp. 441–451.
- Charles and Barbara Jelavich, *The Establishment of the Balkan National States, 1804–1920* (Seattle WA: University of Washington Press, 1977).
- Constantin Kirițescu, *Istoria războiului pentru întregirea României, 1916–1919*, two volumes (București: România Nouă, 1922–1923).
- Laurence Lafore, *The Long Fuse. An Interpretation of the Origins of World War I* (Philadelphia: Lippincott, 1965).
- Ion Mamina, *Consilii de coroană* (București: Editura Enciclopedică, 1997).
- C. Gh. Marinescu, ed., *Național și internațional în lupta românilor pentru Marea Unirea din 1918* (Iași: Institutul de Medicină și Farmacie, 1988).
- Arno J. Mayer, *Wilson vs. Lenin: Political Origins of the New Diplomacy, 1917–1918* (Cleveland OH: World, 1964).
- Paul E. Michelson, “Romania and World War I,” in Kurt W. Treptow, ed., *A History of Romania, third edition* (Iași: Center for Romanian Studies, 1997), pp. 364–389.
- Paul E. Michelson, “Ion I. Nistor and the Development of Romanian Historiography in Bucovina to the Union of 1918”, *Codrul Cosminului*, Vol. 16 (2010), Nr. 1, pp. 59–81.
- Paul E. Michelson, “Ion Nistor and Basarabia, 1917–1918 (Ion Nistor și Basarabia, 1917–1918)”, in Gheorghe Cliveti and Gheorghe Cojocaru, eds., *Basarabia – 1812. Problema națională, implicații internaționale* (București: Editura Academiei Române, 2014), pp. 744–756.
- Emă Nastovici, *România și Puterile Centrale în anii 1914–1916* (București: Editura Politică, 1979).
- Vasile Netea, *O zi din istoria Transilvaniei. 1 decembrie 1918* (București: Editura Albatros, 1970).
- Constantin Nuțu, *România în anii neutralității (1914–1916)* (București: Editura Științifică, 1972).
- Paul Oprescu, “Pourquoi la Roumanie est entrée dans la première guerre mondiale”, *Revue Roumaine d'Histoire*, Vol. 28 (1989), Nr. 3, pp. 265–284.
- T.G. Otte, *July Crisis: The World's Descent into War, Summer 1914* (Cambridge: Cambridge University Press, 2014).
- Hannah Pakula, *The Last Romantic. A Biography of Queen Marie of Roumania* (New York: Simon and Schuster, 1984).
- Ștefan Pascu, *A History of Transylvania* (Detroit MI: Wayne State University Press, 1982).
- Ștefan Pascu, *Făurirea statului național unitar român*, two volumes (București: Editura Academiei, 1983).
- William Philpott, *War of Attrition: Fighting the First World War* (New York: Overlook Press, 2015).
- Ioan-Aurel Pop, Thomas Nagler, and András Magyari, eds., *The History of Transylvania, Vol. III: 1711–1918* (Cluj-Napoca: Romanian Academy/Center for Transylvanian Studies, 2010), Romanian edition: 2008.
- Stephen Pope and Elizabeth-Anne Wheel, *The Dictionary of the First World War* (New York: St. Martin's Press, 1995).

**INTRAREA ROMÂNIEI ÎN PRIMUL RĂZBOI MONDIAL:
NEGOCIERILE DIPLOMATICE
ÎN DOCUMENTE DIN ARHIVELE RUSE, 1914–1916
(ROMANIA'S ENTRY INTO WORLD WAR I:
DIPLOMATIC NEGOTIATIONS IN DOCUMENTS
OF RUSSIAN ARCHIVES, 1914–1916.)
Vadim Guzun (ed.), preface by Ioan Bolovan,**

Argonaut Publishing House, Cluj-Napoca, 2016, 357 p.

The inclusion into the historiographic circuit of some unpublished documents and granting access to the use of some edited sources regarding the Great War remains a current challenge, given the fact that the historian's duty is the thorough search in national and foreign archives for detecting the most relevant information concerning the events that took place 100 years ago in Romania as well as in the other belligerent countries.

Vadim Guzun is very well acquainted with the realities of the Russian, Tsarist, and Bolshevik space as well. The numerous books he has authored, the document editions, and the studies he has already published are establishing him as one of the most competent specialists in the history of Russia and the Romanian-Russian relations during the 20th century. By means of this new work, Vadim Guzun offers us the edition in a scientific and professional manner of 140 telegrams sent from Bucharest and Saint Petersburg, i.e. the correspondence of the Minister Plenipotentiary to Bucharest, Stanislaw Poklewski-Koziell, addressed to Sergei Sazonov, Minister for Foreign Affairs, as well as telegrams of the latter to the ambassador of Russia to Bucharest and/or to other Russian ambassadors in this area. Spread over a period of around 2 years, starting in July 1914 until Romania's entry into the Great War in the summer of 1916, the documents reveal how complex and complicated Romania's decision was to join the Entente in the fight against the Central Powers, for the liberation of Transylvania. As resulting from the last documents in this work, although Romania had previously signed the political and military conventions with the Allies, this fact was not regarded as a decisive argument by some Romanian politicians, who during the Crown Council convoked by King Ferdinand on 14/27th August 1916 have pleaded either for maintaining further neutrality or for joining the war on the side of Austria-Hungary and Germany.

The 140 documents in the archive of the Russian Department for Foreign Affairs provide details regarding the explanations already accepted by historians, revealing in a much more profound way the manner, in which Romania passed from the state of neutrality to war. In his introductory study, Vadim Guzun outlines

- Dumitru Preda, *România și Antanta* (Iași: Institutul European, 1998).
- Costica Prodan and Dumitru Preda, *The Romanian Army during the First World War* (București: Editura Univers Enciclopedic, 1998).
- Șerban Rădulescu-Zoner and Beatrice Marinescu, *Bucureștii în anii primul război mondial, 1914–1918* (București: Editura Albatros, 1993).
- Joachim Remak, *The Origins of World War, 1871–1914* (New York: Holt, Rinehart and Winston, 1967).
- David Reynolds, *The Long Shadow: The Legacies of the Great War in the Twentieth Century* (New York: W.W. Norton, 2014).
- Gerhard Ritter, *The Schlieffen Plan. Critique of a Myth*, foreword by B.H. Liddell Hart, translated by Andrew and Eva Wilson (New York: Praeger, 1958).
- Dumitru Seserman, *Acțiunile armatei române în spațiul dintre Carpații Orientali și Nistru (1917–1920)* (București: Editura Universității Naționale de Apărare, 2004).
- David Stone, *The Russian Army in the Great War: The Eastern Front, 1914–1917* (Lawrence KS: University Press of Kansas, 2015).
- A.J.P. Taylor, *The Struggle for Mastery in Europe, 1848–1918* (Oxford: Clarendon Press, 1954).
- A.J.P. Taylor, *War by Time-table. How the First World War Began* (New York: American Heritage Press, 1969).
- Glenn E. Torrey, *Romania in the First World War 1914–1919: An Annotated Bibliography* (Emporia KS: Emporia State Research Studies, 1981).
- Glenn E. Torrey, ed., *General Henri Berthelot and Romania. Mémoires et Correspondance 1916–1919* (Boulder CO: East European Monographs, 1987).
- Glenn E. Torrey, *When Treason Was a Crime: The Case of Colonel Alexandru Sturdza of Romania* (Emporia KS: Emporia State Research Studies, 1992).
- Glenn E. Torrey, *The Revolutionary Russian Army and Romania, 1917* (Pittsburgh PA: University of Pittsburgh Carl Beck Papers, 1995).
- Glenn E. Torrey, *Romania and World War I. A Collection of Studies* (Iași: Center for Romanian Studies, 1998).
- Glenn E. Torrey, *Henri Mathias Berthelot. Soldier of France, Defender of Romania* (Iași: Center for Romanian Studies, 2001).
- Glenn E. Torrey, *The Romanian Battlefield in World War I* (Lawrence KS: University Press of Kansas, 2011).
- Kurt Treptow, ed., *Romania during the World War I Era* (Iași: Center for Romanian Studies, 1999).
- Ion Țurcanu, *Unirea Basarabiei cu România. Preludii, premise, realizări. 1918* (Chișinău: Tipografia Centrală, 1998).
- V.N. Vinogradov, "Romania in the First World War: The Years of Neutrality, 1914–1916," *The International History Review*, Vol. 14 (1992), Nr. 3, pp. 452–461.
- Alexander Watson, *Ring of Steel: Germany and Austria-Hungary in WWI. The Peoples' War* (New York: Basic Books, 2014).
- Geoffrey Wawro, *A Mad Catastrophe: The Outbreak of World War I and the Collapse of the Habsburg Empire* (New York: Basic Books, 2014).

the importance of the Russian documents for understanding Romania's gradual passing from passivity to belligerence, "because neutrality as well as Romania's entry into war on the side of the Entente was made through diplomatic negotiations directly with Russia. France and Great Britain gave up their prerogatives in this matter to the advantage of the ally with more powerful interests in the relation with Austria-Hungary, while they were just 'kept posted' concerning their evolution". From the content of the edited telegrams we can learn interesting details not only about the political, diplomatic, and military preparations of Romania's entry into World War I but also about the regional and even European context, the backstage arrangements in Bucharest, the opinions as well as the tempers of the main Romanian politicians and of King Ferdinand regarding the evolution of the military events on the fronts and the political and diplomatic negotiations, etc.

The documents edited for the first time in Romanian by Vadim Guzun represent a valuable historiographic contribution to the knowledge concerning Romania's international relations during 1914-1916 and to the overall development of World War I in this part of Europe.

Marius Eppel

LIVIU MAIOR

BCU Cluj / Central University Library Cluj

**DOI ANI MAI DEVREME. ARDELENI,
BUCOVINENI ȘI BASARABENI ÎN RĂZBOI 1914-1916**

(DEUX ANS PLUS TÔT. LES GENS D'ARDEAL,
DE BUCOVINE ET DE BESSARABIE DANS LA GUERRE DE 1914-1916)

Cluj-Napoca, Editura Școala Ardeleană, 2016, 290 p. + il.

Le professeur Liviu Maior revient dans la littérature scientifique dédiée à l'époque moderne avec un volume synthétique relatif à la place des Roumains mais pas seulement la leur, de Transylvanie, Bucovine et Bessarabie dans la Grande Guerre. Connu par la public passionné par l'étude du passé surtout par son œuvre historiographique organisée autour de l'étude des phénomènes et personnalités du XIXe siècle de Transylvanie et l'Empire des Habsbourg et Austro-Hongrois, l'auteur a concentré son attention sur la Première Guerre Mondiale comme une couronne de ses efforts scientifiques. Ses livres méritent de l'attention, autant ceux qui présentent la personnalité d'Avram Iancu, Alexandru Vaida Voevod, que ceux qui discutent le rapport entre la loyauté dynastique et la construction de l'identité nationale des Roumains de l'Empire conduit par l'Empereur Franz Joseph. Dernier point, mais pas des moindres, le livre „1848-1849. Roumains et hongrois dans la révolution”, mériterait être réédité parce qu'il est probablement le premier ouvrage

historiographique de Roumanie qui a emmené un point de vue nouvel, relatif aux événements de la révolution de 1848 de Transylvanie et dans l'Hongrie du gouvernement révolutionnaire hongrois.

En général, quand on parle de la Première Guerre Mondiale on applique une formule catégorique et nette qui divise les combattants en deux camps distincts considérés comme ayant une position antagonique depuis leur création. Aussi, certains sont considérés comme bons, tandis que les autres sont, inévitablement, vilains, pourvu que les premiers aient eu l'avantage de la victoire dans la postérité. L'auteur rejette dans son livre les idées absolues, totales et donc radicales et propage un discours attentif aux nuances, détails et interprétations nouvelles. Probablement le mérite principal de l'ouvrage est celui offert par le recours à une méthodologie critique et attentive à toutes les catégories de sources fournies. Le rejet des points de vue préconçues et clichés représente un point de départ important dans l'analyse de l'auteur et les effets d'une telle approche peuvent être lus dans le volume.

Également, nous avons maintenant une image d'ensemble sur ce qu'on pouvait appeler la société roumaine en dehors de l'état national dans sa forme minimale. La plupart du temps, les spécialistes ont examinés de manière ce sujet, probablement comme une conséquence du discours de 1918, un discours qui, pour des causes politiques et idéologiques liées à la nécessité de l'assurance d'une plus rapide et profonde cohésion de l'État national roumain dans la forme maximale, a été moins attentif aux nuances.

La lecture du livre conduit vers une compréhension plus appliquée du fait que le projet national roumain a été construit graduellement et l'assumer par les Roumains qui ne faisaient pas partie au début de la Grande Guerre de l'État national conduit de Bucarest, a été conditionné par de diverses loyautés soit envers la Maison de Habsbourg soit envers la Maison de Romanov. L'auteur analyse minutieusement les mécanismes qui ont conduit à la chute de cette loyauté et son remplacement avec un attachement de plus en plus profond envers le projet national roumain.

La Grande Guerre représente pour l'auteur non seulement la cause, singulière et fondamentale, qui a déclenché les évolutions politiques, nationales, sociales d'après 1918, mais le contexte dans lequel des phénomènes complexes même indissociables se sont déroulés, en arrivant à se juxtaposer la plupart du temps.

La dernière partie de l'ouvrage nous propose des fiches biographiques intéressantes, une sorte de dictionnaire qui contient des personnalités de deux camps qui se sont croisées avec l'espace roumain, directement ou indirectement, pendant la Grande Guerre. Ainsi, Falkenhayn et Ludendorff sont tous présents dans les pages qui leur sont dédiés à côté de Churchill et Lloyd George.

L'ouvrage nous propose aussi un appareil iconographique utile, formé par des reproductions de certains affiches, des cartes postales illustrées, tableaux et photographies

d'époque, toutes les sources étant tout autant nécessaires à l'analyse historiographique tout comme les sources documentaires.

Il reste à voir si l'auteur continuera avec un autre volume relatif dans la même approche, à la période 1916–1918, volume que nous attendons avec beaucoup de curiosité.

Alin Ciupală

**1914: AUSTRIA-HUNGARY, THE ORIGINS
AND THE FIRST YEAR OF WORLD WAR I,
CONTEMPORARY AUSTRIAN STUDIES**
(1914: AUSTRO-UNGARIA,
ORIGINILE ȘI PRIMUL AN AL RĂZBOIULUI MONDIAL,
STUDII AUSTRIECE CONTEMPORANE)

Volume 23, coord. Günter Bischof, Ferdinand Karlhofer,
Samuel R. Williamson, Jr.,

Innsbruck University Press, 2014, 401 p.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Contemporary Austrian Studies est une revue annuelle de l'Université Leopold-Franzens, à Innsbruck, qui apparaît à partir de 1992. Le volume ci-présent comprend vingt-quatre articles, études et comptes rendus qui, comme le titre du volume l'indique, portent, dans la première partie, sur le déclenchement de la Première Guerre mondiale et sur l'impact que cet événement a eu à la fois sur les participants au conflit et sur la société civile en général. La seconde partie est consacrée à la Deuxième Guerre mondiale et contient aussi quelques comptes rendus de livres à ce sujet.

Le volume commence par analyser les origines de la Grande Guerre, dans un article signé Samuel R. Williamson Jr. L'auteur souligne la préoccupation des historiens de l'entre-deux-guerres de trouver un responsable pour la guerre achevée en 1918 et les tentatives des historiens autrichiens de justifier l'action entreprise par la Monarchie austro-hongroise. Alfred Francis Pribram, par exemple, s'est fait remarquer par ses recherches sur le XVII^e siècle et, surtout, sur l'empereur Léopold I^{er}. À l'issue de la guerre, il reçut des fonds de la part de l'État allemand pour rassembler, analyser et publier les traités secrets de l'Autriche-Hongrie. L'intérêt des historiens pour les responsables du déclenchement de la Première Guerre mondiale connaît un nouvel essor dans les années 1970, étant donné que le sujet était loin d'être élucidé et que les sources historiques devaient être abordées d'un point de vue objectif. L'historien Fritz Fellner estime que Vienne se rend coupable d'avoir déclenché une guerre locale, et l'Allemagne de l'avoir transformée en un

conflit mondiale. Cet intérêt pour la Grande Guerre commence à diminuer vers la fin de cet intervalle temporel, la quête des coupables ne représentant plus une priorité pour les historiens. L'interprétation de l'événement d'un point de vue militaire, social ou économique gagne du terrain. L'auteur remarque la contribution des historiens Manfred Rauchensteiner, Jean-Paul Bled et Istvan Deak, auteurs de quelques ouvrages de référence pour ceux qui souhaitent aborder ce thème de recherche.

Trois articles de la première section concernent des personnages autrichiens de notoriété pendant la guerre. Le cas d'espionnage d'Alfred Ridl, le chef du service de contre-espionnage du Bureau de Renseignements, qui en 1913 avait vendu à la Russie les plans de l'Autriche-Hongrie relatifs à l'invasion de la Serbie, constitue le sujet de l'article de Hannes Leidinger.

Dans le sillage de Lawrence Sondhaus – qui dans son ouvrage *L'Architecte de l'apocalypse* soutient que même si Conrad n'est pas responsable de la chute de la monarchie, il se rend coupable de crimes de guerres commis en Galicie, en Bucovine, en Bosnie et en Hertzégovine, en été et à l'automne 1914 – l'article de Wolfram Dornik esquisse la figure du feld-maréchal Franz Conrad von Hötzendorf. Si la « politique militaire » de Conrad sur la guerre préventive et son « culte » pour l'offensive sont de notoriété, l'auteur montre qu'au début de la guerre il essayait de combattre par tous les moyens la russophilie et incitait les soldats de l'armée impériale à n'épargner aucun suspect, qu'il s'agit de prisonniers de guerre ou de civils des localités occupées par l'armée austro-hongroise. Les députés ukrainiens ont rapporté dans les débats parlementaires un nombre de 30 000 civils qui avaient été tués à cause de cette suspicion, alors que les chiffres officiels de l'Empire austro-hongrois indiquent 630 morts par pendaison ou par balle. Ces sources sont assez douteuses toutes les deux, l'historien Manfred Rauchensteiner inventorie à peu près 5 000 peines de mort en Galicie et en Bucovine. La propagande officielle diabolisait l'ennemi, le Serbe, et encourageait toutes les violences commises par les soldats austro-hongrois sur les prisonniers de guerre. L'auteur précise que ce sujet a été en quelque sorte négligé par l'historiographie.

Le ministre des Affaires étrangères, Léopold Berchtold, a eu, à côté de Conrad, un rôle décisif dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale, c'est lui qui en juillet 1914 a rédigé l'ultimatum lancée à la Serbie. À la différence de Conrad, qui après la guerre a publié cinq volumes de mémoires pour justifier ses actions, le parcours politique et les motivations de Berchtold peuvent être reconstitués grâce aux mémoires de ses proches. Ils avaient été tous les deux les principaux accusateurs pour le désastre du front.

Un autre aspect qui a conduit à la défaite subie par la Monarchie austro-hongroise a été, par exemple, la question des nationalités. La barrière linguistique est devenue peu à peu la principale source des frustrations ressenties par les soldats et de l'inefficacité des opérations militaires, qui a fini par accentuer la discrimination. Le terrain accidenté, le type des opérations déroulées et, surtout, les difficultés de

ravitaillement – de nombreux soldats se sont vus contraints de sacrifier leurs chevaux pour tromper leur faim – ont finalement conduit à un record établi par l’Autriche-Hongrie en ce qui concerne le nombre de suicides parmi les soldats pendant la Première Guerre mondiale (Jason Engle, *This monstrous front will devour us all. The Austro-Hungarian Soldier Experience*).

Le présent numéro de la revue *Contemporary Austrian Studies* contient des articles sur de différents thèmes, depuis l’historiographie des origines de la Première Guerre mondiale aux mouvements pacifistes de l’Empire austro-hongrois, à la situation des prisonniers et à la vie militaire pendant la guerre. Ils peuvent certainement s’avérer utiles pour ceux intéressés par l’histoire de la Première Guerre mondiale et tracer de nouvelles directions de recherche sur cet événement crucial de l’histoire universelle.

Anamaria-Alexandra Pop

**WRITINGS OF PERSUASION AND DISSONANCE
IN THE GREAT WAR.
THAT BETTER WHILES MAY FOLLOW WORSE**

dir. David Owen et Cristina Pividori,
Brill/Rodopi, Leiden/Boston, 2016, 261 p.

L’ouvrage ci-présent appartient, soit-il d’une manière discrète, à une tendance salubre dans l’historiographie, qui analyse la Première Guerre mondiale d’un autre point de vue que ceux militaire, politique ou économique, devenus traditionnels. L’approche littéraire, livresque, montre que la littérature nationale a servi de catalyseur, d’élément participant aux actions mobilisatrices de « l’État-major » et qu’elle a été souvent utilisée comme palliatif pour les soldats du front, comme méthode de les extraire d’un présent marqué par de tranchées, de bombes et de morts, et de les transporter en un *illo tempore ante bellum*, en un passé idéalisé, tranquille, ou bien marqué par d’autres problèmes, mineurs, mondains, tels qu’on pouvait les rencontrer dans les romans de Jane Austen¹.

Ces méthodes livresques avaient le rôle de transposer le lecteur, marqué par le monde du présent rempli de souffrance, de mort et d’insécurité, en une atmosphère calme, où régnait l’ordre et le bon sens, en un temps où l’histoire « n’avait pas encore explosé ». Pendant la guerre, les universitaires ont eu le rôle de choisir les romans « de traitement » en fonction de la sévérité des traumatismes subis par les soldats et les

¹ Cf., David Owen, « Conscripting *Gentle Jane*: Getting the *Austen Treatment* in the Great War », in David Owen et Cristina Pividori (dir.), *Writings of Persuasion and Dissonance in the Great War. That Better Whiles May Follow Worse*, Brill/Rodopi, Leiden/Boston, 2016, p. 31–49.

officiers, réalisant en ce sens des études inspirées de la psychanalyse². Ainsi, les romans de Jane Austin avaient un effet palliatif, tranquilisant, ils ne faisaient pas revivre les souvenirs des soldats ou de ceux qui revenaient du front et ils esquissaient l'image d'une Angleterre comme lieu du bon sens, des bonnes manières, d'une décence comportementale, bref, d'un lieu pour lequel il fallait lutter, voire donner sa vie. On voit donc que, en plus de leur effet curatif, ces lectures constituaient une manière subtile d'inculquer, et ensuite de célébrer le sentiment d'une grandeur nationale que chaque Anglais se devait de défendre. Ces lectures participaient ainsi à renforcer un sentiment d'appartenance à une « communauté imaginaire », pour employer l'expression célèbre de Benedict Anderson³.

L'approche littéraire du passé historique peut également offrir un nouveau sens de la mémoire traumatisée, l'analyse de la littérature d'inspiration traumatique pouvant être interprétée comme une manière d'exprimer l'inexprimable, comme une modalité de s'accommoder avec les mémoires douloureuses qu'on ne peut pas exprimer par le discours et que les autres ne peuvent pas comprendre en l'absence de systèmes de référence⁴. La discussion se construit autour du rôle cathartique de l'écriture, le récit étant une modalité de s'adapter, de revenir dans le monde après un événement traumatisant, un monde auquel l'individu a l'impression de ne plus appartenir, un monde qu'il ne peut plus comprendre et qui lui semble paradoxalement, ennuyeux. L'exemple le plus éloquent en sens est celui de l'écrivain Rudyard Kipling, qui perd son fils dans la guerre, dans la bataille de Loos. La littérature est pour Kipling un moyen d'exprimer sa douleur et, surtout, ses frustrations vis-à-vis des femmes, qui ont, à son avis, un rôle néfaste, car elles poussent leurs époux ou leurs fils au combat. Pour Kipling, la guerre est un cataclysme qui avait détruit tout ce qu'il tenait pour essentiel et qui l'avait jeté dans un monde qu'il ne reconnaissait plus.

Un monde transformé ou mutilé par la guerre était l'espace où le soldat traumatisé devait revenir après la démobilisation. L'ouvrage ci-présent souligne, par ses références romanesques, le rôle de la camaraderie, de l'amitié dans le processus de raccommodement avec le sol de la patrie, de réintégration dans la communauté, qui a eu un effet adjuvant dans la tentative de briser l'anxiété causée par la guerre. Une fois rentrés chez eux, les soldats se sentaient « souillés » par la guerre, marqués, d'une manière incontournable, par ce qu'ils avaient vu et vécu, étant le plus souvent incapables d'articuler ou de partager par le discours les

² C'est l'exemple de Herbert Francis Brett-Smith, qui réalisait des graphiques du trauma et envoyait aux soldats les livres les plus appropriés. Voir David Owen, « Conscripting *Gentle Jane*: Getting the *Austen Treatment* in the Great War », in David Owen et Cristina Pividori (dir.), *Writings of Persuasion...*, p. 38.

³ Cf. Benedict Anderson, *Imagined communities: Reflections on the origin and spread of nationalism*, Verso Books, 2006.

⁴ Cf. *Trauma: Explorations in Memory*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996; R. Leys, « Traumatic Cures: Shell Shock, Janet and the Question of Memory », in Paul Antze, Michael Lambek (dir.), *Tense Past: Cultural Essays in Trauma and Memory*, Routledge, New York, 1996, p. 103-145.

blessures psychiques profondes qu'ils avaient subies. Ces blessures psychiques, que la création littéraire de l'après-guerre (ou plutôt de l'entre-deux-guerres) avait en quelque sorte surprises, ont déstabilisé les processus de remémoration et désarticulé la narration sur la guerre, la transformant le plus souvent en une structure inintelligible⁵. La hâte d'oublier, de ne plus parler de la guerre, d'é luder tout simplement les quatre ans durant lesquels la moralité humaine avait été suspendue n'a fait que dégrader l'état mental des survivants qui, sur le front, s'étaient vus contraints de lutter pour ce qu'ils aimaient, alors que maintenant ils étaient poussés dans l'oubli par la collectivité. Ces soldats démobilisés ont vécu de véritables traumas psychiques. Une fois rentrés chez eux, ils ont eu le sentiment d'avoir perdu leur identité, évitant, le plus souvent, de sortir dans le monde à cause d'un état permanent de paranoïa, car le soldat ne pouvait pas s'habituer à l'absence de la menace et il était paralysé par les nombreux retours en arrière (comme des ouvertures abruptes et inattendues d'une mémoire traumatisante), qui l'empêchaient de revenir à un rythme de vie normal. Ce retour aux rythmes normaux de la vie ne pouvait se produire que par le partage du trauma à travers le récit. Un de grands mérites de ce récit est de briser le monolithisme des discussions sur la guerre en les fragmentant en des récits individuels, en des traumas vécus non seulement par les soldats mais aussi par leurs épouses et leurs parents, le but ultime étant celui d'observer la profondeur des blessures et des traumas provoqués par la guerre.

La perspective féminine sur la guerre est un autre thème de l'ouvrage coordonné par David Owen et Cristina Pivadori. Leur analyse vise surtout les difficultés ou même le refus de certaines infirmières du front de revenir au statut d'épouses et de mères après une période durant laquelle elles avaient représenté une partie vitale de l'effort de guerre. Les auteurs montrent que la conflagration avait modifié les relations de genre, les infirmières du front étant associées par les soldats à des figures maternelles ou bien érotiques. La littérature qui fait référence aux sentiments des femmes rentrées du front soulignent que la plupart d'entre elles sentaient avoir perdu leur féminité, que l'expérience de la guerre avait modifié la sensibilité d'avant-guerre. La vie familiale était vue comme une existence monotone, ennuyeuse, alors que l'expérience du front leur donnait une sensation de force, car elles y étaient tenues pour des modèles de stoïcisme, qui ne perdaient pas leur sang-froid devant les soldats mutilés ou brûlés. L'omniprésence du devoir, des jours où elles avaient contribué à l'effort de guerre, éveillait des nostalgies, la guerre devenant pour bon nombre d'entre elles une sorte de raison d'être. De retour chez elles, elles étaient incapables de parler avec leurs familles et leurs amis, étant marquées par ce que les théoriciens du trauma appellent « the great silence »⁶.

⁵ Donna Coates, « No Peace in Silence: The Return of the Traumatized Great War Soldier in Francis Itani's *Tell* », in David Owen et Cristina Pivadori (dir.), *Writings of Persuasion...*, p. 49-65.

⁶ Juliet Nicholson, *The Great Silence: 1918-1920 Living in the Shadow of the Great War*, Londres, 2009.

D'autres sujets, traités toujours d'un point de vue littéraire, concernent les conséquences de la guerre sur la vie de la famille, la manière dont les soldats ressentaient le devoir dans leur journal intime ou leurs mémoires, la camaraderie et l'érotisme, la perspective des colonies, principalement le cas de la Jamaïque, où le discours motivant, héroïque, volontariste était relié à celui anti-colonialiste, avec de multiples références à l'histoire de l'île et témoignant d'un caractère plutôt national qu'impérial. Et non en dernier lieu, l'ouvrage analyse, soit-il de manière succincte, la propagande et l'image de la guerre livrées à travers les livres pour enfants, mettant en évidence les stéréotypies et la manière dont elles inculquaient aux jeunes un sentiment de justice.

En guise de conclusions, la mémoire « d'en bas » de la guerre, analysée d'un point de vue littéraire, ouvre de nouvelles lignes méthodologiques et interprétatives, étant donné « qu'avant de devenir histoire, la guerre est livrée à la mémoire, dans les conditions où la rencontre d'une grande tragédie est éprouvée d'une manière éminemment personnelle »⁷. Cette tragédie a été au début filtrée individuellement, bouleversant le petit monde de l'individu, un monde invisible au niveau officiel, étatique, qui analyse la guerre d'une façon froide, cynique, presque mathématique, sans éprouver l'émotion « d'en bas », celles des tranchées boueuses. Par contre, l'analyse historique sur la littérature de guerre ne peut que rapprocher le chercheur de l'autre homme qu'il étudie, lui offrant une perspective plus chaleureuse, plus sensible sur les sentiments éprouvés par ceux qui avaient vécu et combattu avant lui.

BCU Cluj / Central University Library Cluj Dorin-Gabriel Pop

CORNEL ȚUCA

**PRIZONIERI ROMÂNI DIN ARMATA AUSTRO-UNGARĂ
INTERNAȚI ÎN RUSIA. PROBLEMELE REPATRIERII**

(LES PRISONNIERS ROUMAINS DE L'ARMÉE AUSTRO-HONGROISE
INTERNES EN RUSSIE. LES PROBLÈMES DU RAPATRIEMENT)

Argonaut, Cluj-Napoca, 2011, 299 p.

Le professeur Cornel Țucă continue par ce livre une ligne de recherche présente depuis longtemps déjà dans l'historiographie roumaine, à savoir la participation des Roumains sur les champs de bataille pendant la Première Guerre mondiale, principalement celle des Roumains de Transylvanie, de Banat et de Bucovine, dans le cadre de l'armée austro-hongroise.

⁷ Doru Radosav, « Memoria „de jos” a războiului. Câteva considerații », in *Anuarul de Istorie Orală*, XIV, Presa Universitară Clujeană, Cluj-Napoca, 2014, p. 5.

Les premières préoccupations liées à ce thème apparaissent pendant la guerre, lorsque les intellectuels roumains incorporés dans l'armée austro-hongroise, une fois arrivés en Roumanie en tant que prisonniers de guerre, se mettent à écrire leurs mémoires. Tel est le cas d'Octavian Tăslăuanu, avec *Trei luni pe câmpul de războiu* (Trois mois sur le champ de la guerre) (1915) et *Hora obuzelor* (La danse des obus) (1916) ou bien Eugen Goga, avec *Două Siberii* (Deux Sibéries) (1916). Ce genre d'ouvrages historiques de type mémoires sera assez bien représenté dans les années de l'après-guerre : Octavian Tăslăuanu, *Sub flamurile naționale* (Sous les flammes nationales), Petre Nemoianu, *Prizonier la ruși, rob la unguri* (Prisonnier chez les Russes, serf chez les Hongrois), Elie Bufeana, *Cruciați, tirani și bandiți în Rusia Sovietelor* (Croisés, tyrans et brigands en Russie des Soviets), Sextil Pușcariu, *Memorii* (Mémoires), Teodor Păcățianu, *Jertfele românilor din Ardeal, Banat, Crișana și Maramureș aduse în Războiul Mondial din 1914-1918* (Les sacrifices des Roumains de Transylvanie, de Banat, de Crișana et de Maramureș pendant la Guerre mondiale de 1914-1918) etc. Écrits après la guerre, dans la nouvelle atmosphère générée par la réalisation de la Grande Roumanie, ces ouvrages sont d'une importance particulière, ils constituent des sources de premier ordre mais suscitent en même temps des suspicions en ce qui concerne la sincérité des auteurs et la précision des informations. L'intérêt pour ce thème réapparaît durant la période communiste, dans les années 1980, avec l'ouvrage de Liviu Maior, *Românii în armata habsburgică* (Les Roumains dans l'armée des Habsbourgs) (2004). Un sous-chapitre de ce thème est consacré aux prisonniers de guerre et au volontariat. Parmi les auteurs représentatifs du genre, nous mentionnons Ioan I. Șerban, Marin Stoenescu et Alexandru Roz, Dorel Bușe, Vasile Dudaș, Dumitru Zaharia, Ion Agrigoroaiei et, évidemment, Cornel Țucă, avec le présent livre.

Si nous avons brièvement passé en revue les contributions historiographiques à ce thème, c'est parce que le professeur Țucă valorise dans son ouvrage la plupart de ces études. Comme il travaille aux Archives militaires historiques de Pitești – il est d'ailleurs l'auteur de nombreux ouvrages d'histoire militaire –, il a fréquemment recours aux informations fournies par les archives militaires, ce qui assure la crédibilité de cet ouvrage. Il commence par préciser les nombreux fonds des archives militaires de Pitești et Bucarest qu'il a utilisés (Ministerul de Război, Personal, Prizonieri, Pensii, Atașați militari /Ministère de Guerre, Personnel, Prisonniers, Pensions, Attachés militaires/ etc.) et souligne que des informations à ce sujet sont dissipées dans tout le pays, en Transylvanie surtout, dans des fonds de musées, des fonds personnels ou des archives départementales.

Comme le titre l'indique, cet ouvrage porte sur les prisonniers de Russie dont il suit le parcours depuis leur enrôlement – aspect où la recherche abonde en données statistiques – jusqu'au rapatriement, sans négliger ceux qui ne sont jamais rentrés chez eux. Compte tenu du grand nombre de Roumains provenant de l'armée austro-hongroise qui sont devenus prisonniers chez les Russes, l'auteur tente de crayonner dans le premier chapitre l'état d'esprit des Roumains de l'armée austro-

hongroise, qui a eu une influence considérable sur leur comportement combattive et sur l'intention de s'évader ou d'être faits prisonniers, ainsi que leur attitude en tant que prisonniers. Sur le modèle des Tchèques et des Slovaques, qui avaient été les premiers à commencer à s'organiser, en bénéficiant de la tolérance et même du soutien des autorités russes, les prisonniers roumains démarrent leurs premières actions en ce sens en été 1915. À la différence des premiers, les prisonniers roumains doivent faire face au refroidissement des relations roumano-russes, dans les conditions où l'État roumain ne s'est pas montré trop intéressé par ces actions, du moins jusqu'à l'entrée de la Roumanie en guerre.

Le II^e chapitre est centré sur l'intégration spatiale et temporelle des Roumains dans l'immense espace concentrationnaire créé pour les millions de prisonniers en Russie et sur la manière différente dont ces prisonniers se rapportaient à l'État russe, tsariste ou bolchevique, à leur pays, la Roumanie, aux autres prisonniers etc. On voit que les Roumains n'ont réussi à échapper à la discrimination nationale même pas dans les camps de concentration, car les autorités russes, toujours en crise de cadres, avaient confié la direction des camps à des officiers en réserve, dont la plupart avaient de la sympathie pour les Allemands, le reste du personnel administratif étant représenté par des officiers et des sous-officiers prisonniers. Les Roumains devenus prisonniers ont donc continué à subir les vexations des officiers impériaux, hongrois en particulier.

La problématique compliquée du volontariat parmi les prisonniers constitue le sujet du III^e chapitre. L'auteur évoque les états de conscience bouleversants des prisonniers, les démarches diplomatiques et organisationnelles roumano-russes, l'immensité de l'espace russe et la réticence des autorités russes à libérer les prisonniers. Le cœur de cet immense effort de mobilisation des volontaires a été le lieutenant-colonel Constantin Pietraru, qui à la fin de sa mission rapportait l'envoi en Roumanie de 374 officiers et 8261 soldats dans le cadre de 15 échelons, 22 autres officiers et 1460 soldats restant en Russie pour défendre les dépôts de l'armée roumaine. L'auteur remarque la grande différence entre les estimations initiales (30 000 à 40 000 volontaires) et ce qui a été finalement réalisé. Cependant, 4 000 à 5 000 volontaires ne sont plus arrivés dans les différents centres de concentration à cause de la guerre civile en cours sur le territoire de la Russie. Le taux de volontaires recrutés parmi les prisonniers roumains a été de 8,43%, supérieur à celui des Tchèques, de 8%, ou à celui des Yougoslave, de 7,5%.

Le IV^e chapitre présente les structures de commande des volontaires. On remarque les embranchements bureaucratiques compliqués générés par la rencontre des intérêts de deux États, la Roumanie et la Russie, ainsi que par le contact entre les institutions civiles et militaires, la plupart fonctionnant selon leurs propres critères. Le problème du rapatriement des prisonniers et des volontaires après février 1918 est abordé dans le V^e chapitre. Il suit le destin des volontaires à qui la révolution bolchevique et la paix séparée de Brest-Litovsk avaient coupé la voie de retraite vers la Roumanie et qui se sont vus contraints de participer à la guerre

civile en Russie, le long d'un chemin de retour qui a fait le tour de la Terre et a duré, pour quelques-uns, jusqu'en 1922. Impliqués dans une guerre civile qu'ils avaient du mal à comprendre, soumis à l'autorité du général français Janin et intégrés dans la structure de la légion thèque, les volontaires roumains ont formé l'arrière-garde des troupes alliées en Serbie, faisant preuve d'une conduite exemplaire dans les batailles contre les troupes bolcheviques.

Le livre du professeur Cornel Țucă reste une contribution sérieuse, consistante, à l'histoire de la participation des Roumains à la Première Guerre mondiale, de même qu'à l'histoire de la dynamique des consciences et des structures identitaires en contexte de guerre. Sans échouer en une rhétorique de type patriotique et évitant les pièges d'une historiographie qui minimise le rôle des Roumains en guerre et celui des Transylvains dans la construction de la Grande Roumanie, cet ouvrage se remarque par la précision et la véridicité de l'information, la neutralité à l'égard des attitudes de type émotionnel, le langage accessible et l'éloquence de l'information de type statistique. Par le recours constant aux informations provenant des archives militaires, l'auteur ouvre, par ce livre, une nouvelle direction de recherche sur la Première Guerre mondiale. L'épopée des volontaires roumains en Russie continue à rester une page captivante de l'histoire de la participation des Roumains à la Grande Guerre, une page ouverte à de nouvelles contributions sur ce thème.

La REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE publie des articles d'un niveau scientifique supérieur dans les domaines de l'archéologie, de l'histoire médiévale, de l'histoire moderne et contemporaine, de l'histoire de la culture, etc. Les rubriques «Notes et discussions», «Comptes rendus», «Vie scientifique» contiennent des commentaires sur les publications de l'étranger traitant de l'histoire roumaine, de brèves mentions par lesquelles sont portées à la connaissance des lecteurs certaines manifestations scientifiques du domaine de l'histoire (symposiums, colloques, commémorations et anniversaires) aussi bien que l'activité scientifique de la Section des Sciences Historiques et d'Archéologie de l'Académie Roumaine, de ses Instituts d'histoire, etc.